

REPUBLIQUE LIBANAISE
PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES
MISSION DES COMPTES ECONOMIQUES

Les comptes économiques du Liban
2009

Elaborés et rédigés sous la direction de Robert Kasparian

Octobre 2010

Avant-propos

En 2002, S.E. le Premier Ministre Rafic Hariri et S.E. le Ministre de l'économie et du commerce Basil Fuleihan lançaient le projet d'élaborer les comptes économiques du Liban avec le soutien technique de l'Institut national de la statistique et des études économiques français (INSEE). Cette initiative a permis le calcul de comptes économiques de 1997 complets, de la série des comptes économiques 1997-2005 et depuis 2007, la publication régulière des comptes de l'année précédente, conformément au calendrier international de diffusion des comptes nationaux.

Aussi, comme c'est devenu une tradition dans notre pays, suis-je heureux de célébrer aujourd'hui la publication des comptes économiques de 2009 avec tous les Libanais et surtout avec ceux qui ont participé à la réalisation de ce travail.

Malgré la très grave crise internationale, le cycle d'expansion économique de la région, et les politiques financières monétaires adéquates et stimulantes adoptées par le gouvernement, ont aidé le Liban à surmonter les effets néfastes des événements de 2005 à 2007. Tout cela a contribué à réactiver le dynamisme de la demande étrangère, l'afflux de capitaux et la poursuite du cycle d'investissement privé ce qui a permis d'accélérer l'activité et la consommation des ménages.

La forte croissance constatée en 2007, 7,5 %, s'est poursuivie par une performance encore meilleure en 2008 avec 9,3% et 2009 avec 8,5 %. La réussite de ces trois dernières années a permis un fort redressement des indicateurs de l'économie libanaise et, entre autres, une baisse spectaculaire du poids de la dette publique rapportée au PIB. Les premières données sur le premier semestre 2010 laissent présager aussi une bonne croissance pour cette année.

Avec la publication devenue régulière des comptes nationaux du Liban, l'information économique dont nous disposons, est devenu ainsi un élément important de notre savoir, un paramètre important pour tous les acteurs économiques et un outil puissant pour notre politique. Elle est à la base maintenant de nombreuses analyses économiques et de pronostics sur le Liban, qui contribuent à faire mieux connaître notre économie, nos forces comme nos faiblesses.

A cette occasion, j'adresse mes remerciements à M. Robert Kasparian pour ses efforts dans l'élaboration des comptes ainsi qu'à ses collaborateurs, et à tous les organismes libanais et internationaux qui ont contribué à la réalisation de ce projet en particulier l'administration centrale de la statistique et le programme des Nations Unies pour le développement. Je remercie aussi les autorités françaises pour leur soutien permanent.

Le Président du Conseil des Ministres

Saad Hariri

Remerciements à l'équipe qui a collaboré à la réalisation de cet ouvrage.

Nadine Zantout, économiste auprès de la mission des comptes économiques,

Najwa Yaacoub, statisticienne en charge des comptes économiques à l'Administration Centrale de la Statistique,

Zakia El-Khoury, secrétaire de direction auprès de la mission des comptes économiques,

Ibrahim Nader de la Banque du Liban pour les comptes du secteur financier,

Rana Bissar du ministère des finances pour les comptes de l'administration

Remerciements aussi à monsieur Riad Saadé, directeur du Centre de recherches et d'études agricoles libanais, qui a mis à la disposition de l'équipe les observations du Centre sur l'évolution de la production agricole de 2007 à 2009.

Liste des précédentes publications

Comptes économiques 1997 - Ministère de l'économie et du Commerce - République Libanaise - Mai 2003

Comptes économiques 1997-2002 - Ministère de l'économie et du Commerce – République Libanaise - Juillet 2005

Comptes économiques 2003 - Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise–Mai 2006

Comptes économiques 2004 - Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Février 2007

Comptes économiques 2005 - Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Octobre 2007

Comptes économiques 2006-2007 - Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Décembre 2008

Comptes économiques 2008 - Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Octobre 2009

Sommaire	page
Introduction	9
Première partie. Le compte de biens et services	11
Chapitre 1. La production	13
Section I. L'agriculture et l'élevage	14
Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux	15
Section III. L'industrie	17
Section IV. La construction	18
Section V. Les transports et communications	19
Section VI. Les services marchands	20
Section VII. Le commerce	23
Section VIII. Les services non marchands	25
Chapitre 2. Les importations	28
Chapitre 3. La consommation	34
Section I. La consommation des ménages	34
Section II. La consommation publique	41
Chapitre 4. Les investissements	43
Section I. La formation brute de capital fixe	43
Section II. La variation des stocks	44
Chapitre 5. Les exportations	45
Deuxième partie. Les comptes intégrés	51
Chapitre 1. Les comptes intégrés de l'économie nationale	54
Section I. Le compte de production	55
Section II. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus	58
Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus	61
Section IV. Le compte d'utilisation du revenu	64
Section V. Le compte de capital	64
Section VI. Le compte financier	65
Chapitre 2. Les comptes du reste du monde et la balance des paiements	70
Section I. Le compte des opérations sur biens et services	70
Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants	71
Section III. Le compte des transferts en capital	73
Section IV. Le compte financier	73
Conclusion	75
ANNEXES	
Annexe I. Les tableaux des comptes de base	85
Annexe II. Sources statistiques	110

Liste des tableaux

Tableaux dans le texte

1. Compte global de biens et services 2008-2009	11
2. Valeur ajoutée par secteur 2008-2009	13
3. La production agricole 2008-2009	14
4. La production d'énergie et eaux 2008-2009	16
5. La production industrielle 2008-2009	17
6. La production de bâtiment et travaux publics 2008-2009	19
7. La production de services de transports et communications 2008-2009	19
8. La production de services marchands 2008-2009	21
9. Compte du secteur commercial 2008-2009	24
10. Calcul de la production des services non marchands 2008-2009	26
11. Importations classées par groupe de produit 2008-2009	29
12. Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2008-2009	30
13. Ventilation des produits intermédiaires importés en produits pétroliers et autres produits 2008-2009	31
14. Consommation des ménages par nature 2008-2009	34
15. Consommation alimentaire des ménages par nature 2008-2009	35
16. Consommation des ménages d'énergie et eaux 2008-2009	36
17. Achat de biens d'équipement par les ménages 2008-2009	37
18. Consommation de biens manufacturés selon leur nature 2008-2009	38
19. Consommation intérieure de services de transports et communication 2008-09	39
20. Consommation de services sociaux selon leur nature 2008-2009	39
21. Consommation de services individuels selon leur nature 2008-2009	40
22. Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé 2005-2009	42
23. La formation brute de capital fixe par nature 2008-2009	43
24. Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2005-09	44
25. Les exportations de biens et services par nature 2008-2009	45
26. Exportations de lingots d'or 2005-2009	46
27. Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1) 2008-2009	52
28. Comptes du reste du monde (S.2) 2008-2009	53
29. Evolution des principaux agrégats 2005-2009	54
30. Les impôts indirects par nature 2005-2009	56
31. Les taxes sur la consommation par nature 2005-2009	56
32. Les subventions aux entreprises publiques 2005-2009	57
33. La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2005-2009	58
34. Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations 2005-2009	59
35. Evolution des charges de la dette publique et de la part des intérêts dans les charges 2005-2009	60
36. Composition du revenu national brut 2005-2009	60
37. Répartition des impôts directs par nature 2005-2009	61
38. Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2005-2009	62
39. Répartition des prestations sociales reçues par nature 2005-2009	62
40. Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2005-2009	63

41. Calcul du RNBD 2005-2009	63
42. Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent 2005-2009	65
43. Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire 2005-2009	66
44. Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2005-2009	67
45. Variation des crédits selon leur nature 2005-2009	68
46. Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2005-09	69
47. Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2005-2009	70
48. Contribution des différentes composantes de la demande à sa croissance	76

Tableaux des comptes de base (Annexe I)

1. Tableaux emplois - ressources des comptes de biens et services par groupe de produits en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente	
1.0. Ensemble des produits	85
1.1. Produits de l'agriculture	86
1.2. Produits de l'élevage	87
1.3. Energie et eaux	88
1.4. Produits des industries agro-alimentaires	89
1.5. Textiles et cuirs	90
1.6. Minerais non métalliques	91
1.7. Métaux, machines et appareils	92
1.8. Bois, caoutchouc et produits chimiques	93
1.9. Meubles	94
1.10. Produits divers	95
1.11. Bâtiment et travaux publics	96
1.12. Transports et communications	96
1.13. Services marchands	97
1.15. Services non marchands	97
2. Tableaux entrées - sorties des comptes de biens et services, en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente 2005-2009	98
3. Comptes des institutions financières (Comptes des banques commerciales)	103
4. Comptes des Administrations publiques	
4.1. Comptes de l'administration centrale	104
4.2. Comptes consolidés des administrations publiques	106

Tableaux des sources statistiques (Annexe II)

I.1	Mouvement de la population	107
II.1	La production végétale	107
II.2	La production animale	108
III.1	Les principaux produits pétroliers importés	109
III.2	La consommation d'électricité	109
IV.1	Tabac manufacturé	110
IV.2	Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie	110

V.1	Permis de construire enregistrés à l'ordre des ingénieurs	111
V.2	Ventes locales de ciment	111
V.3	Importations de matières premières pour la construction	111
VI.1	Mouvement des marchandises au port de Beyrouth	111
VI.2	Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth	111
VI.3	Recettes de la direction des téléphones et télécommunications	111
VII.1	Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits	112
VII.2	Santé : dépenses publiques de santé	112
VII.3	Services des assurances	112
VII.4	Arrivées des voyageurs	112
VIII.1	Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement	113
VIII.2	Comptes du Trésor	114
VIII.3	La dette publique	114
VIII.4	Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes	115
VIII.5	Comptes du CDR	116
VIII.6	Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	117
VIII.7	Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations	118
IX.1	Evolution de la situation monétaire	119
IX.2	Distribution des crédits bancaires par secteur économique	119
X.1	Evolution des importations par branche de production	120
X.2	Importations suivant les principaux pays	122
X.2	Exportations	123
X.3	Evolution des réexportations et du transit	123
XI.1	Indice (officiel) des prix à la consommation	124
XI.2	Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB	125
XI.3	Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production	126
XI.4	Indice des taux de change	128

Introduction

Les comptes économiques du Liban pour l'année 2009 présentés ici, sont établis suivant les mêmes conventions et méthodes qui ont été adoptées lors de la confection des comptes des années 1997 à 2008. Rappelons que, vu les lacunes dans la base des données concernant l'économie du pays, un modèle simplifié tiré de celui de la comptabilité nationale telle que recommandée par les Nations Unies et l'Union Européenne a été adopté et des méthodes d'estimation des différents postes des comptes à partir des données disponibles ont été élaborées.¹

Cependant, les estimations de certains postes ont été révisées au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données sur l'économie nationale. Ainsi, notre connaissance sur les entreprises industrielles et de services s'est enrichie grâce à une enquête menée auprès des neuf cents plus grandes entreprises par l'Observatoire universitaire des réalités socio-économiques de l'Université Saint-Joseph portant sur l'année 2003, enquête financée par l'organisme de coopération technique française (ADETEF). De plus, le dépouillement des déclarations fiscales des établissements industriels et commerciaux pour les années 2003 à 2007 ainsi que les statistiques tirées des dossiers de la TVA pour les années 2003 à 2009, ont permis de dégager les tendances de l'activité de certains secteurs économiques. Les comptes des Administrations publiques ont été estimés avec plus de précision grâce au dépouillement des comptes des principales municipalités pour les années 2004 et 2005.

La croissance économique enregistrée en 2007 suite à la stagnation de 2006 s'est poursuivie avec plus d'ampleur en 2008 et 2009.

Les importations ont accusé un accroissement en volume encore plus important suite à une forte hausse de la demande. Demande alimentée par un mouvement important de transferts provenant de l'extérieur. Ainsi, malgré le creusement du déficit de la balance commerciale, la balance des paiements a été fortement excédentaire.

Quant à l'inflation, alors qu'en 2008 les prix ont flambé sous le double effet de la hausse des prix à l'importation et des prix intérieurs, elle a été très modérée en 2009, la hausse des prix internes ayant été compensée par une baisse importante des prix à l'importation.

Tous ces faits sont détaillés dans les comptes qui sont présentés en deux parties :

La première partie passe en revue les comptes de biens et services qui décrivent les différents aspects de l'économie réelle et leur évolution. Elle comprend cinq chapitres consacrés aux éléments constituant l'égalité de base de ces comptes à savoir :

$$\text{production} + \text{importation} = \text{consommation} + \text{formation brute de capital fixe et variation des stocks} \\ + \text{exportation.}$$

¹ Le lecteur pourra consulter le modèle des comptes et les méthodes d'estimation en détail dans les deux publications éditées par le ministère de l'économie et du commerce : « Les comptes économiques du Liban 1997 », mai 2003 et « Les comptes économiques du Liban 1997-2002 », juillet 2005

La deuxième partie présente en deux chapitres l'équilibre général des comptes intégrant l'ensemble des flux constituant l'activité économique générale. Le premier chapitre est consacré aux comptes intégrés de l'économie nationale. Ils reprennent les comptes de production et les enchaînent avec les comptes des opérations de répartition et les opérations financières. Le deuxième chapitre expose les comptes du reste du monde et la balance des paiements.

Les principaux comptes de base sont publiés en annexe :

1) Dans le cadre des comptes des biens et services :

- Les comptes emplois – ressources des biens et services groupés en quinze catégories
- Les tableaux entrée – sortie des comptes de biens et services suivant les sept principaux secteurs de l'économie.

2) Dans le cadre des comptes institutionnels :

- Les comptes des banques commerciales
- Les comptes de l'Administration centrale
- Les comptes estimés de l'ensemble des administrations

Les informations concernant les autres secteurs institutionnels font encore défaut.

Une rétrospective des comptes de 1997 à 2007 a été publiée avec les comptes de 2006-2007 après leur révision à la lumière des nouvelles données qui ont été disponibles. Le lecteur pourra ainsi étudier le comportement de l'économie libanaise au cours des différentes phases de la conjoncture que le pays a traversée durant les treize dernières années.

Première partie. Le compte des biens et services

L'économie réelle est décrite de façon synthétique par le compte global de biens et services. Le tableau n°1 ci-dessous présente les résultats de ce compte pour 2009 comparés à ceux de 2008. Une estimation des comptes à prix constants permet de dégager les effets de la variation des prix dans la variation totale et dégager ainsi la croissance réelle.

Tableau n° 1
Compte global de biens et services 2008-2009

	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
<i>Emplois</i>					
Consommation privée	38 018	41 659	41 173	1,2	8,3
Consommation publique	6 686	7 384	7 263	1,7	8,6
FBCF privé et var. des stocks	12 813	16 968	17 689	-4,1	38,1
FBCF public	997	1 095	1 080	1,4	8,4
Total : Dépense nationale	58 514	67 106	67 205	-0,1	14,9
Exportations	11 077	10 728	11 260	-4,7	1,7
Emplois = Ressources	69 591	77 834	78 465	-0,8	12,8
<i>Ressources</i>					
PIB	45 346	52 650	49 204	7,0	8,5
Importations	24 244	25 183	29 261	-13,9	20,7

Ainsi la croissance de l'activité économique intérieure mesurée par le Produit Intérieur Brut aux prix de l'année précédente a été en 2009 de 8,5% contre 9,3% en 2008, 7,5% en 2007, 0,8% en moyenne en 2005 et 2006, 7,5% en 2004 et de 2,5% en moyenne durant la période 1997-2003.

C'est la dépense nationale qui est à l'origine de la croissance en 2009. Les 12,8% de croissance en volume de la demande totale sont dus pour 4,6 points à la consommation privée, 7,0 points aux investissements privés et 0,9 points aux dépenses publiques en consommation et investissement, soit au total 12,5 points de croissance de la demande dus à la dépense nationale. La demande extérieure n'y a contribué que pour 0,3 points. En 2008 la contribution de la demande extérieure était beaucoup plus importante : sur les 11,8% de croissance de la demande, la demande extérieure y avait contribué pour 2,1 points et la demande intérieure pour 9,7 points.

Comme on peut le constater, la production intérieure n'a pas suivi le rythme de la hausse de la demande intérieure et extérieure. Ce sont les importations qui ont progressé beaucoup plus que la demande (+20,7% en valeur réelle). Le même phénomène a été observé mais en sens inverse durant les années où le taux de baisse des importations a été plus important que celui de la demande.

Quant à l'inflation mesurée par la variation du niveau des prix à la consommation privée, elle a été la plus faible depuis 2004 : 1,2% contre 10,3% en 2008, 5% en 2007, 2,6% en moyenne en 2005 et

2006, 2,9% en 2004 et 0,8% en moyenne durant la période 1997-2003. Cette inflation, contrairement aux années précédentes où elle était presque entièrement importée, est causée par la hausse des prix des facteurs de production internes estimée à 7%. Elle a été tempérée par l'importante baisse des prix à l'importation (-13,9%).

L'évolution des agrégats du compte de biens et services durant l'année 2009 est décrite en détail dans les cinq chapitres qui suivent :

1. La production intérieure
2. Les importations
3. La consommation
4. La formation brute du capital fixe et la variation des stocks
5. Les exportations

Chapitre premier

La production

Le produit intérieur brut (PIB) mesure le niveau de l'activité de production des différents agents économiques. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées des entreprises (sociétés, entreprises individuelles et entreprises publiques) produisant des biens et services marchands évalués aux prix du marché et de la production des administrations de services non marchands évaluée aux coûts des facteurs.

La répartition du PIB sur les différents secteurs d'activité économique et son évolution en 2009 par rapport à 2008 sont données dans le tableau n° 2.

Tableau n° 2
Valeur ajoutée par secteur 2008-2009

Secteur	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Agriculture et élevage	2 646	2 574	2 463	4,5	-6,9
Energie et eaux	-1 341	-756	-1 344	...	...
Industries	3 545	3 947	3 395	16,3	-4,2
Construction	6 090	7 012	6 698	4,7	10,0
Transport et communications	3 376	4 026	3 818	5,5	13,1
Services marchands	14 981	16 549	15 760	5,0	5,2
Commerce	11 778	14 531	13 829	5,3	17,4
Administration	4 270	4 766	4 585	3,9	7,4
Total PIB	45 346	52 650	49 204	7,0	8,5

La croissance de l'activité économique s'est manifestée principalement dans trois secteurs : le commerce, les transports et communications et la construction. Par contre les deux secteurs de production de biens, à savoir l'agriculture et l'industrie, ont vu leur valeur ajoutée à prix constants régresser.

La croissance ou la régression de la valeur ajoutée dans un secteur dépend non seulement du développement de l'activité réelle dans ce secteur mais aussi de la variation des prix à la production et des prix des entrants. Il est remarquable de constater que malgré une croissance faible mais réelle du secteur de l'énergie, la valeur ajoutée dans ce secteur a diminué jusqu'à devenir négative suite à la très forte hausse des prix des produits pétroliers servant à la production d'électricité, hausse non accompagnée par une hausse équivalente des prix de vente de l'énergie électrique.

Les sections qui suivent donnent le détail de la formation de la valeur ajoutée dans les différents secteurs.

Section I. L'agriculture et l'élevage

La valeur ajoutée dans l'agriculture et l'élevage est calculée en retranchant de la production aux prix à la ferme la valeur estimée de la consommation intermédiaire ainsi que le montre le tableau ci-dessous (tableau n° 3).

Tableau n° 3
La production agricole 2008-2009

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Céréales	144	95	110	-13,7	-24,1
Fruits	1 511	1 333	1 397	-4,6	-7,5
Cultures industrielles	105	101	103	-2,3	-2,0
Légumes et autres plantes	754	742	675	10,0	-10,5
Produits de l'agriculture	2 514	2 270	2 284	-0,6	-9,1
Animaux vivants	401	414	406	2,2	1,2
Produits d'origine animale	383	458	425	7,8	11,0
Produits de la pêche	111	119	111	7,0	0,6
Pr. de l'élevage et pêche	894	992	942	5,3	5,3
Total général	3 408	3 262	3 226	1,1	-5,4
- Consommation intermédiaire	762	687	762	-9,8	0,0
= Valeur ajoutée brute	2 646	2 574	2 463	4,5	-6,9

Dans l'ensemble, la valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture a baissé de 2,7% en 2009 par rapport à 2008. Cette baisse est due à la baisse des quantités produites (-5,4%) tempérée par une légère hausse des prix à la ferme (+1,1%). Les quantités de produits intermédiaires consommés n'ayant pas par contre baissé, la valeur ajoutée à prix constants a accusé une décroissance plus importante (-6,9%).

Evolution de la production²

La production végétale a accusé une baisse importante en volume et en valeur durant l'année 2009 dans toutes les branches.

La baisse de 7,5% des quantités de fruits produits est due en grande partie à la très forte baisse dans la production d'olives en 2009, baisse qui fait suite à la hausse de la production l'année précédente suivant le cycle alterné de cette culture. En effet, d'après les estimations du Ministère de l'agriculture, la production d'olives aurait été 167 300 tonnes en 2004, de 76 500 tonnes en 2005, de 177 300 tonnes en 2006 et 76 200 tonnes en 2007. En attendant la publication des statistiques agricoles, la production de 2008 a été estimée à 2,4 fois celle de 2007 soit 182 800 tonnes et celle de

² Le ministère de l'agriculture n'ayant pas encore établi les statistiques de la production pour 2008 et 2009, l'évolution de la production entre 2007 et 2009 a été estimée pour les principales cultures grâce aux observations du Centre Libanais de Recherche et d'Etudes Agricoles.

2009 à 78 600 tonnes. La production en quantités de l'ensemble des autres fruits aurait par contre augmenté de 2,6% d'après les observations du Centre Libanais de Recherches et d'Etudes Agricoles.

Quant à la variation des prix à la ferme de l'arboriculture, elle aurait été de +10,4% pour les olives et de -6,2% pour les autres fruits.

La production de légumes dont la valeur vient en deuxième rang en importance dans le secteur de l'agriculture a été plus faible qu'en 2008 (-10,5%) mais a profité d'une hausse des prix équivalente, maintenant sa valeur presque au même niveau. La hausse des prix à la ferme dans cette branche est due à la forte hausse des prix de la pomme de terre (+66,5%) intervenant après la forte baisse enregistrée en 2008 (-52%). Cette hausse a été accompagnée par une baisse de moindre envergure des quantités produites (-32,2%).

Les cultures industrielles sont constituées essentiellement du tabac dont la production a été en légère baisse.

La production de céréales a continué à décroître comme en 2008. Mais la régression a été accompagnée aussi d'une baisse des prix, suivant en cela la baisse internationale des prix de ces denrées.

Les secteurs de l'élevage et de la pêche ont profité par contre d'une hausse des prix, et leur production aurait augmenté en volume.

La consommation intermédiaire dans l'agriculture et l'élevage

Contrairement à la production qui fait l'objet de statistiques régulières de la part du ministère de l'agriculture, la consommation intermédiaire dans ce secteur n'est pas saisie par enquête directe auprès des agriculteurs et des fermiers ; elle a été estimée de façon indirecte par l'examen de la production et de l'importation de produits destinés à l'agriculture et à l'élevage : semences et plants, eau d'irrigation, engrais, pesticides, aliments pour le bétail, etc. Ces produits sont d'ailleurs en grande partie importés, ce qui permet aussi de calculer approximativement l'évolution de leur prix de vente aux agriculteurs ainsi que des quantités utilisées.

La variation du volume des produits intermédiaires utilisés dans l'agriculture en 2009 par rapport à 2008 a été nulle alors que celle de la production était négative (0% contre -5,4%). La stagnation du volume des entrants dans l'agriculture a été accompagnée d'une baisse importante de leurs prix (-9,8%) due à la baisse des prix des engrais phosphatés.

Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux

Parallèlement aux entreprises publiques qui contrôlent la production et la distribution de l'électricité et de l'eau, il existe, en raison des coupures fréquentes sur le réseau de distribution public, de petits établissements privés qui produisent et vendent de l'électricité à l'échelle du quartier et aussi des établissements qui distribuent de l'eau aux domiciles par camions citernes. Les estimations de 2009 sont basées sur les estimations antérieures en utilisant les indicateurs disponibles.

L'évolution du compte de production de ce secteur entre 2008 et 2009 se présente comme suit (tableau n° 4) :

Tableau n° 4
La production d'énergie et eaux 2008-2009

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Combustibles solides	12	13	13	0,0	5,0
Electricité	1 033	1 031	1 029	0,2	-0,4
Eaux	195	199	199	0,0	2,1
Total	1 240	1 242	1 241	0,1	0,1
- Consommation intermédiaire	2 581	1 998	2 584	-22,7	0,1
= Valeur ajoutée brute	-1 341	-756	-1 344	...	...

Evolution de la production

L'évolution en volume de la production d'électricité était estimée grâce aux statistiques de la distribution du courant électrique sur le réseau qui est en fait un indicateur de la consommation et non de la production. A partir de 2007 l'estimation tient compte de l'achat du courant à la Syrie et plus récemment à l'Egypte. Les quantités de courant distribuées ont haussé en 2009 de 6,7% passant de 11 274 millions de KWh en 2008 à 11 920 M. KWh en 2009, tandis que l'achat de courant à la Syrie et à l'Egypte a haussé de 563 à 1 116 millions de KWh ; on en déduit une baisse de la production locale de 0,4% en volume.

En l'absence de données sur la distribution d'eau, la consommation de ce bien a été supposée augmenter proportionnellement à la croissance du nombre de logements.

Quant aux prix, ils sont en théorie constants puisque aucun changement de tarif n'est intervenu entre 2008 et 2009. Cependant, le tarif de l'électricité étant progressif, le prix moyen du KWh distribué dépend de la répartition de la consommation entre les ménages. D'après les données de l'EDL, le prix moyen du KWh facturé en 2009 était très légèrement supérieur à celui de 2008 (+0,2%).

Evolution de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée dans le secteur de l'énergie

La consommation intermédiaire dans ce secteur a fortement baissé en valeur, baisse entièrement due à la baisse des prix, notamment du fuel utilisé dans les centrales électriques, le volume des entrants ayant très peu augmenté : si les quantités de fuel importées ont augmenté passant entre 2008 et 2009 de 1 214 à 1 422 mille tonnes, celles de gasoil destinées à l'EDL par contre ont baissé de 10,1% passant de 1 260 à 1 133 mille tonnes.

En conséquence, la valeur ajoutée dans ce secteur, qui représente une faible part de la valeur de la production, a augmenté de 585 milliards de LL passant de -1 341 milliards en 2008 à -756 milliards de LL en 2009. Notons que la valeur ajoutée dans ce secteur est négative depuis 2005.

Section III. L'industrie

Le tableau n°5 montre l'évolution de la production des différentes branches de l'industrie ainsi que celle de la consommation intermédiaire suivant la nature des biens et services utilisés dans le processus de production.

Tableau n° 5
La production industrielle 2008-2009

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Production					
Agro-alimentaires	3 979	4 018	3 952	1,7	-0,7
Textiles	913	879	947	-7,1	3,8
Minéraux non métalliques	1 635	1 748	1 840	-5,0	12,5
Métaux, machines et appareils	2 286	2 003	2 156	-7,1	-5,7
Bois, caoutchouc et chimie	1 629	1 299	1 472	-11,7	-9,7
Meubles	716	894	848	5,4	18,4
Autres branches	1 333	1 498	1 455	3,0	9,1
Total	12 491	12 341	12 670	-2,6	1,4
Consommation intermédiaire					
Produits agricoles	1 346	1 063	1 284	-17,2	-4,6
Produits de l'élevage	671	697	689	1,2	2,7
Energie et eaux	998	795	1 039	-23,5	4,0
Produits agro-alimentaires	346	364	366	-0,3	5,6
Textiles	375	373	413	-9,8	10,1
Minéraux non métalliques	1 065	1 166	1 173	-0,5	10,1
Métaux, machines et appareils	1 872	1 776	1 865	-4,8	-0,4
Bois, caoutchouc et chimie	1 618	1 465	1 753	-16,4	8,3
Autres produits manufacturés	100	110	111	-0,3	10,4
Services	553	584	584	0,0	5,6
Total	8 946	8 394	9 275	-9,5	3,7
Valeur ajoutée brute	3 545	3 947	3 395	16,3	-4,2

Dans l'ensemble, la progression du volume de la production industrielle (output) s'est considérablement ralentie en 2009 : +1,4% contre +5,4% en 2008 et +6,8 en 2007. Le volume des entrants (input) dans l'industrie ayant augmenté dans une proportion plus importante (+3,7%) que celui de la production, il en est résulté une variation négative de la valeur ajoutée à prix constants (-4,2%).

Par ailleurs, les industriels ont baissé leurs prix à la production dans une proportion inférieure à celle des prix des produits intermédiaires consommés (-2,6% au lieu de -9,5% pour les inputs), ce qui traduit une hausse dans les prix des facteurs de production (+16,4%). Signalons que l'Etat a décrété

une hausse générale des salaires à partir de mai 2008 qui s'est répercutée en partie sur les salaires de 2009.

Evolution de la production industrielle

Toutes les branches n'ont pas profité de façon égale de la croissance de la demande :

- Le recul de la production des *industries agroalimentaires* est dû à la baisse importante de la production d'huile d'olive consécutive à la baisse de la production d'olives (voir section I, l'évolution de la production végétale). Ainsi le volume de la production des corps gras alimentaires a baissé de 22% alors que celui des autres branches des industries agroalimentaires haussait de 2,6%.
- Les *industries du textile et du cuir* ont poursuivi leur progression amorcée l'année précédente mais de façon plus modeste
- La hausse du volume de la production *des produits à base de minerais non métalliques* est liée à la demande du secteur des bâtiments et travaux publics
- Les *industries des métaux, machines et appareils* et celles *du bois, du caoutchouc et des produits chimiques* n'ont pas profité de la hausse de la demande sur ces produits, celle-ci ayant été couverte par les importations.
- L'évolution de la production des autres industries (*meubles et industries diverses*) a été par contre plus conforme à l'évolution de la demande.

Evolution de la consommation intermédiaire dans l'industrie

La composition des intrants dans l'industrie varie en fonction de l'évolution de la production des différentes branches. La baisse substantielle des prix des matières premières a créé aussi une distorsion dans la structure des entrants.

Section IV. La construction

Comme pour la production industrielle, la croissance réelle de la construction est déduite des statistiques sur les matières premières utilisées dans ce secteur : livraison intérieure de ciment par les cimenteries locales et produits importés utilisés dans le bâtiment et les travaux publics. Le tableau n° 6 montre la variation de la production de bâtiments en valeur et en volume ainsi que celle des produits consommés dans la construction.

N'étant pas observée directement, la variation des prix à la construction a été estimée par la moyenne pondérée de l'évolution du salaire de l'ouvrier et des prix des matières premières. Le prix de la main d'œuvre ayant haussé d'environ 7,1%, la hausse des prix à la construction aura été de 1,4% seulement en raison de la baisse de 4,1% dans la valeur des matières premières destinées à la construction.

Tableau n° 6
La production de bâtiment et travaux publics 2008-2009

	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Production	9 609	10 849	10 700	1,4	11,4
Consommation intermédiaire					
Minéraux non métalliques	1 211	1 343	1 350	-0,5	11,5
Métaux machines et appareils	1 388	1 471	1 546	-4,8	11,4
Bois, caoutchouc et chimie	393	358	428	-16,4	8,9
Autres produits	65	65	82	-21,2	26,8
Services	461	601	597	0,7	29,4
Total	3 518	3 837	4 002	-4,1	13,7
Valeur ajoutée brute	6 090	7 012	6 698	4,7	10,0

La variation du volume des produits intermédiaires consommés a été légèrement plus importante que celle de la production, ce qui a eu pour effet de baisser le taux de croissance de la valeur ajoutée à prix constants au dessous de celui de la production (10% contre 11,4%)

Les prix de l'ensemble des facteurs de production formant la valeur ajoutée (amortissement, salaires et revenus mixtes) auraient accusé une hausse de 4,7%.

Section V. Les transports et communications

Le secteur des transports et communications a poursuivi sa croissance durant l'année 2009 (+13,5% en volume contre 10,8% en 2008). Cette croissance est due principalement au développement des télécommunications et dans une moindre mesure, des transports routiers, la production du secteur des transports aérien étant restée stationnaires suivant les statistiques de l'IATA.

Le tableau n° 7 montre l'importance de la branche des télécommunications dont la production a accusé une hausse de 17,6% en volume avec une baisse des prix non négligeable (-7,2%).

Tableau n° 7
La production de services de transports et communications 2008-2009

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Transports routiers	1 038	1 185	1 104	7,4	6,3
Transports aériens et autres	751	759	753	0,7	0,4
Postes et télécommunications	4 273	4 666	5 026	-7,2	17,6
Total	6 062	6 609	6 883	-4,0	13,5
- Consommation intermédiaire	2 686	2 583	3 065	-15,7	14,1
= Valeur ajoutée brute	3 376	4 026	3 818	5,5	13,1

Il faut noter cependant que la production de la branche des transports routiers est sous-estimée en valeur absolue du fait qu'elle ne prend pas en compte, faute de renseignements, les transports de marchandises. Ceci a pour conséquence de diminuer la part de ce secteur dans le PIB au profit des autres secteurs, notamment le commerce.

La hausse des prix de la valeur ajoutée (+5,5%) est due à la baisse des prix des intrants, notamment des prix des carburants, baisse plus importante que celle des prix à la production (-15,7% contre -4%), la hausse des prix des transports routiers et aériens étant compensée par la baisse des prix des télécommunications.

Section VI. Les services marchands

Du compte de production du secteur des services marchands autres que les transports, communications et commerce reproduit dans le tableau n° 8 ci-dessous, il ressort que ce secteur a connu une progression presque égale à celle constatée en 2008 : la valeur ajoutée a crû en termes réels de 5,2% contre 5,4 % en 2008.

Evolution de la production de services marchands

Le secteur des services marchands est très hétérogène et groupe des activités qui ont connu des développements différents.

a) Les services aux entreprises

Il s'agit des services techniques, juridiques, de comptabilité, d'informatique, de location de matériels, de courtage, etc. La production de ces services n'est pas estimée à partir d'enquêtes directes auprès des entreprises. Elle est égale à la somme des consommations intermédiaires des différents secteurs utilisateurs de ces services, en particulier l'administration publique, et des exportations. Les erreurs d'estimation possibles des consommations intermédiaires n'affectent pas l'estimation du PIB mais sa répartition entre le secteur des services et les autres secteurs. Par contre, une erreur sur l'estimation des exportations de services affecte le PIB.³ D'après une enquête effectuée en 2004, les exportations de tels services auraient été le principal facteur de leur développement.

Les prix de ces services n'ont fait l'objet d'aucune évaluation. Alors qu'ils étaient maintenus constants dans les comptes des années précédentes une croissance de 10% a été retenue pour 2008 et de 1,2% pour l'année 2009 compte tenu du taux d'inflation.

³ Les comptes de ce secteur ont été révisés en 2003 à la lumière des résultats des enquêtes effectuées auprès des grandes entreprises. Il est apparu que les exportations de services adoptées dans les comptes 1997-2002 étaient sous-évaluées.

Tableau n° 8
La production de services marchands 2008-2009

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Services aux entreprises	1 836	2 028	2 004	1,2	9,2
Entretien et réparation	356	408	399	2,3	12,0
Logement	2 541	2 648	2 607	1,6	2,6
Hôtels et restaurants	1 602	1 993	1 827	9,1	14,0
Services personnels divers	1 112	1 123	1 123	0,1	1,0
Services de santé	2 614	2 983	2 903	2,8	11,0
Services d'éducation	3 837	4 105	3 976	3,3	3,6
Services financiers	4 166	4 322	4 271	1,2	2,5
Total	18 065	19 610	19 109	2,6	5,8
- Consommation intermédiaire	3 084	3 061	3 349	-8,6	8,6
= Valeur ajoutée brute	14 981	16 549	15 760	5,0	5,2

b) Les services d'entretien et réparation

Il s'agit ici uniquement des services d'entretien et de réparation utilisés par les ménages et les administrations qui sont les seuls à avoir été saisis statistiquement. Les services d'entretien utilisés par les entreprises n'ont pas fait l'objet d'estimations et ont été négligés ; en conséquence la répartition du PIB entre le secteur des services et les autres secteurs, est biaisée.

La consommation des ménages en services d'entretien et de réparation, principale composante de la production de ce secteur, est connue grâce à l'enquête sur le budget des ménages de 1997. Les estimations pour les autres années ont été effectuées à l'aide d'indicateurs : l'importation des pièces de rechange pour la réparation des voitures et de l'électroménager, la croissance du nombre de logements (de ménages) pour l'entretien des bâtiments. D'après ces indicateurs, la consommation et donc la production de tels services aurait connu en 2009 une progression de 12% en volume et une hausse des prix de 2,3% d'après les relevés de prix de la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Beyrouth (CCIAB).

c) Le service de logement

La production du service de logement comprend les loyers payés par les administrations publiques et la valeur locative des logements occupés par les ménages. Les loyers payés par les entreprises ne sont pas connus et en conséquence, font partie de la valeur ajoutée des différents secteurs marchands.

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. En 2009, ce nombre représente 2,2% des logements occupés l'année précédente. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs haussé de 1,6% d'après les relevés de prix effectués par l'ACS.

d) Les services des hôtels et restaurants

Par convention et commodité de traitement statistique, la production des hôtels et restaurants est égale à leur chiffre d'affaires diminué de la valeur des achats de nourritures et boissons servies aux clients. Partant des estimations de 1997, la production de ce secteur pour les années suivantes a été estimée en utilisant comme indicateur de croissance réelle la moyenne simple des taux de croissance des arrivées des touristes et de la population résidente. C'est ainsi que le taux de croissance de ce secteur a été estimé à 14% au regard de la hausse du mouvement touristique : l'arrivée de voyageurs étrangers a crû de 27,1% en 2009 par rapport à 2008 (1 844 millions d'arrivées en 2009 contre 1 451 millions en 2008).

Les variations des prix des services d'hôtellerie et de restauration (+9,1%) sont déduites des observations de l'ACS.

e) Les services personnels divers

Il s'agit des services de loisirs, de soins personnels et ménagers. Ils sont connus grâce à l'enquête sur les budgets des ménages de 1997. L'estimation pour les autres années a été faite de façon arbitraire en appliquant aux données de 1997 un taux de croissance réelle variant entre 0 et 1,4% par an entre 1997 et 2008 et de 1% pour 2009. Le taux de variation des prix est calculé grâce aux relevés de prix de la CCIAB.

f) Les services de santé

Les services de santé ont fait l'objet de nombreuses études entre 1997 et 1999 : enquête sur les conditions de vie des ménages (ACS 1997), les comptes de la santé (OMS 1998), enquête sur l'utilisation des services de santé (ACS, OMS 1999). Les estimations retenues pour 1997 sur la base de ces études ont été projetées sur les années suivantes en retenant l'importation de médicaments comme indicateur de la production des services de santé.

D'après ces estimations, le secteur de la santé (secteur marchand, à l'exclusion des services publics de santé) aurait repris sa progression en 2009 après un ralentissement en 2008 (11% contre 1,3% en 2008, +15,1% en 2007 et 3,2% en moyenne entre 1997 et 2006).

Les variations des prix (2,8% en 2009) ont été déduites des observations de l'ACS.

g) Les services d'éducation

La production de services d'éducation comprend uniquement les frais de scolarités et la valeur des services annexes reçus par les écoles et les universités de l'enseignement privé. Les services des écoles publiques et de l'Université libanaise sont comptés avec les services non marchands du secteur de l'administration (voir plus loin chapitre 3, section 2). Les estimations de 1997 ont été projetées sur les années suivantes en fonction de l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants enregistrés dans les établissements d'enseignement privés et des prix de scolarité relevés par l'ACS.

Le résultat de ces estimations fait apparaître un taux de croissance réelle de ce secteur de 3,6% en 2009 contre 4,3% en 2008, et une moyenne de 2,5% par an durant la période 1997-2007. Les relevés de prix de l'ACS font apparaître une hausse des prix de 3,3% en 2009.

h) Les services financiers

Les services financiers comprennent les services bancaires et les services d'assurances.

La valeur de la production de services bancaires est définie comme étant égale aux intérêts et commissions reçus par les banques, diminués des intérêts payés aux déposants. Les données ayant servi au calcul de la production de ces services sont fournies par les comptes de "pertes et profits" communiqués à la Banque du Liban.

La valeur de la production bancaire (banques commerciales, banques d'affaires et institutions financières) a passé de 3 621 milliards en 2008 à 3 845 milliards de LL en 2009, soit une hausse de 6,2% alors qu'elle avait progressé de 21,1% en 2008 et de 7,3% en 2007. Il est évident qu'une bonne partie de la croissance en 2008 est due à l'inflation. C'est pourquoi, alors que les « prix » à la production des services bancaires qui étaient maintenus constants dans les comptes précédents faute de méthodes adéquates pour leur détermination, un taux de croissance de 10% égal au taux de l'inflation a été adopté arbitrairement pour estimer la croissance réelle du produit bancaire en 2008. Pour 2009, le taux d'inflation est estimé à 1,2%.

De même, la production des services d'assurances est définie comme étant égale à la différence entre les primes reçues et les indemnités payées. Là encore il n'est pas envisagé de définir le prix du service ainsi défini.

La valeur de la production de service d'assurances a été révisée à la lumière de nouvelles statistiques fournies par le ministère de l'économie et du commerce à partir de 2005. Ce secteur a connu une très forte croissance durant les dix dernières années. Durant la période quinquennale 1997-2002, le produit des assurances a passé de 182 à 299 milliards de LL soit un taux de croissance moyen de 10% par an. Entre 2003 et 2005, la progression a été encore plus forte : +16% en 2003, +21% en 2004 et +20% en 2005. A partir de 2006, la croissance s'est poursuivie à un rythme ralenti passant de 365 milliards en 2005 à 520 milliards de LL en 2008. En 2009, d'après les premières indications fournies par la direction du contrôle des sociétés d'assurance au ministère de l'économie nationale, le produit des assurances aurait baissé à 477 milliards de LL.

Section VII. Le commerce

Evolution de la production du secteur commercial

La valeur de la production de services commerciaux est mesurée par les marges commerciales au sens large (différence entre les prix de vente et les prix d'achat) et les commissions reçues par les intermédiaires entre utilisateurs et producteurs de marchandises. Ces marges comprennent les taxes sur la consommation payées par les commerçants et les marges du commerçant à proprement parler.

Le tableau n° 9 ci-dessous récapitule les éléments rentrant dans le calcul de la production du secteur commerce.

Seules les taxes payées lors de l'entrée de la marchandise sur le territoire libanais ont pu être répertoriées. Elles comprennent les droits de douanes, la taxe sur la consommation et, depuis 2002, la TVA perçus sur les marchandises importées.

Les marges du commerce intérieur sont égales à la différence entre la valeur des emplois de biens et services et celle des importations et de la production locale diminuée du montant des taxes payées par les importateurs. Ainsi calculées, les marges comprennent les taxes internes telles que la TVA interne que les statistiques actuelles ne permettent pas d'affecter aux différents groupes de produits.

Le calcul des marges aux prix de l'année précédente revient à calculer les marges d'une année en appliquant au volume des biens échangés, le coefficient de marge de l'année précédente. Ce calcul a été fait séparément pour les taxes et les marges du commerce intérieur. En ce qui concerne les prix des services du commerce extérieur, aucune estimation de leur évolution n'est possible ; ils ont été supposés augmenter suivant le même taux que celui de l'inflation, soit 10% en 2008 et 1,2% en 2009.

Tableau n° 9
Compte du secteur commercial 2008-2009

Composantes du produit du commerce	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Taxes sur les importations	3 710	4 730	4 600	2,8	24,0
Marges du commerce intérieur	9 015	10 823	10 445	3,6	15,9
Services du commerce extérieur	1 061	1 152	1 139	1,2	7,3
Total= production	13 786	16 705	16 183	3,2	17,4
- Consommation intermédiaire	2 007	2 173	2 355	-7,7	17,3
= Valeur ajoutée brute	11 778	14 532	13 829	5,1	17,4

La lecture du tableau n° 9 nous apporte les renseignements suivants :

- Les taxes sur les importations ont atteint 4 730 milliards de livres, soit une hausse relative par rapport à 2008 de 27,5%. Par comparaison au taux de croissance des importations en valeur aux prix courant (+0,7% d'après les douanes), cela dénote une hausse importante du ratio taxes sur importations qui passe de 15,2% en 2008 à 19,3% en 2009. Si les prix à l'importation et les ratios taxes/valeur des importations n'avaient pas changé, la valeur des taxes à l'importation aurait atteint 4 600 milliards de LL, soit une hausse par rapport à 2008 de 24%, ce qui est aussi différent du taux de variation réelle des importations (+16,5% d'après les données douanières avant modification). Cet écart résulte principalement de la différence entre la croissance des importations de produits taxés et celle de produits exempts ou moins taxés.
- Les marges du commerce intérieur ont aussi fortement augmenté passant de 9 015 milliards en 2008 à 10 823 milliards de LL en 2009, soit +20,1%. Calculées à prix et taux de marge

constants, les marges auraient atteint 10 445 milliards de LL soit en hausse de 15,9%. En conséquence, les « prix » du service de commerce auraient haussé de 3,6%.

- Les services du commerce extérieur sont estimés à partir du mouvement de transit des marchandises et le commerce de réexportations. Leur valeur a augmenté de 8,6% en 2009 par rapport à 2008. En retenant le taux d'inflation de 1,2% comme étant la hausse des prix de ces services, leur production en termes réels aurait augmenté de 7,3%.

La consommation intermédiaire et la valeur ajoutée dans le secteur du commerce

La consommation intermédiaire est estimée pour l'année 1997 puis projetée sur les années suivantes suivant les mêmes méthodes que dans les autres secteurs de l'économie. Rappelons que les services de transport de marchandises ne sont pas inclus dans les entrants du commerce, ce qui entraîne une légère surévaluation de la valeur ajoutée dans ce secteur contrebalançant la sous-évaluation de la valeur ajoutée du secteur des transports.

Les prix des produits consommés par le secteur du commerce ont baissé dans l'ensemble de 7,7% en 2009.

Compte tenu de l'évolution des "prix" à la production de ce secteur, la valeur ajoutée à prix constants a haussé en 2009 de 17,4% contre une hausse de 20,1% en 2008.

Section VIII. Les services non marchands

Les services non marchands sont fournis par les administrations publiques qui comprennent l'Administration centrale, les administrations autonomes et les municipalités. Comme leur dénomination l'indique, ces services ne sont pas vendus sur un marché et n'ont donc pas de prix au sens courant du terme. Leur valeur est alors estimée à leurs coûts constitués par les trois éléments suivants: valeur des biens et services marchands consommés, valeur de l'amortissement du capital fixe public et salaires des fonctionnaires.

Seuls les comptes de l'Administration centrale et ceux du Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) sont publiés régulièrement. Les autres administrations ont fait l'objet d'estimations en 1997. Ces estimations ont été projetées sur les autres années à partir d'indicateurs contenus dans les comptes du Trésor public.

Le tableau n°10 montre le détail des éléments rentrant dans le calcul de la production des administrations en 2009 comparée à celle de 2008.

La valeur des biens et services marchands consommés constitue la consommation intermédiaire dans le processus de production ; la valeur ajoutée des administrations est donc égale aux salaires des fonctionnaires et à l'amortissement du capital fixe à usage collectif.

Tableau n° 10
Calcul de la production des services non marchands 2008-2009

Éléments du coût	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Consommation intermédiaire					
Energie et eaux	168	185	242	-23,5	43,9
Produits manufacturés	221	243	271	-10,2	22,6
Transport et communications	30	33	36	-7,1	18,5
Services financiers	1 278	1 365	1 349	1,2	5,5
Autres services marchands	718	791	779	1,5	8,5
Total : cons. intermédiaire	2 415	2 617	2 677	-2,2	10,8
Éléments de la valeur ajoutée					
Amortissements	1 005	1 021	1 021	0,0	1,6
Salaires	3 265	3 745	3 564	5,1	9,2
Total : Valeur ajoutée brute	4 270	4 766	4 585	3,9	7,4
Valeur de la production	6 685	7 383	7 262	1,7	8,6

a) La consommation intermédiaire de biens et services marchands

Plus de la moitié des biens et services marchands consommés par les administrations publiques sont constitués par la valeur des services bancaires inclus dans le service de la dette. En effet, une partie des intérêts payés par l'Etat aux banques ayant souscrit aux bons du Trésor constitue le paiement du service bancaire dont la valeur est mesurée par la différence entre les intérêts reçus et les intérêts payés aux déposants. La valeur estimée des services financiers payés par l'Administration a passé de 633 milliards de LL en 1997 à 736 milliards en 2002 puis a régressé jusqu'à 487 milliard en 2004. A partir de 2005, la valeur de ces services est repartie à la hausse pour atteindre 1 278 milliards de LL en 2008 et 1 365 milliards en 2009. La hausse de 6,8% entre ces deux années est due essentiellement à des souscriptions plus importantes aux bons du Trésor par le système. En effet, les intérêts reçus par les banques sur leurs souscriptions aux bons du Trésor ont accusé une hausse de 11,8% passant de 3 173 milliards de LL en 2008 à 3 547 milliards en 2009, hausse accompagnée d'une baisse du ratio marge bancaire sur intérêt reçu qui passe de 32,8% en 2008 à 30,9% en 2009.

b) La valeur ajoutée des administrations publiques

La valeur ajoutée des administrations est calculée aux coûts des facteurs à savoir : valeur de l'usure du capital fixe (amortissements) et rémunération du facteur travail.

La valeur des amortissements des biens publics est, par convention, égale au trentième de leur valeur actualisée. Cette valeur a été calculée en cumulant les dépenses de l'Etat pour la formation brute de capital fixe des trente dernières années, la valeur des dépenses d'une année passée étant actualisée par un indice de prix adéquat. A défaut de l'existence d'un tel indice pour les années antérieures à

1997, nous avons adopté l'indice du salaire minimum. (Voir en annexe le détail des calculs). Ainsi calculée, la valeur des amortissements a haussé en 2009 de 1,6% en valeur et en volume.⁴

Quant aux salaires, ils ont augmenté de 14,7% dont 5,1% seraient dus à la hausse des salaires décrétés par l'Etat à partir de mai 2008.

c) La variation en volume des services non marchands

Les services non marchands n'ayant pas de prix à proprement parler, le calcul du volume de tels services aux prix d'une année de référence se fait en additionnant les éléments du coût évalués aux prix de référence choisis.

Ainsi, la variation du coût des services non marchands en 2009 évalués aux prix de 2008 aura été de +1,7% pour une variation de +10,4% en valeur.

⁴ Le calcul des amortissements a été révisé pour les années précédentes ainsi que la valeur des services non marchands.

Chapitre 2 Les importations

Les importations comprennent les importations de biens sur le territoire national et les dépenses de consommation hors du territoire de résidents au Liban. Les importations de services n'apparaissent pas car elles sont déduites des exportations de services. A partir de 2007, l'achat à la Syrie de courant électrique est aussi comptabilisé dans les importations.

Les importations de biens sur le territoire sont connues grâce aux statistiques douanières. Leur valeur comprend les coûts du fret et de l'assurance jusqu'aux postes douaniers (prix caf). Cependant, quelques modifications sont apportées à ces statistiques : en premier lieu, l'importation de lingots d'or pour la constitution de réserves ou dans un but spéculatif n'est pas prise en compte ; seule la partie de l'or utilisée dans la joaillerie est incluse dans les importations. En second lieu, la valeur et les quantités de produits pétroliers importés ont été modifiées suivant les statistiques fournies par la direction générale du pétrole⁵.

Le tableau n°11 récapitule le chiffre des importations suivant le classement adopté pour l'élaboration des comptes et leur évolution en 2009 par rapport à 2008 en valeur et en volume.

Le fort taux de croissance des importations au sens territorial enregistré en 2008 s'est maintenu et a été même dépassé en 2009 : 20,4% en termes réels contre 18% en 2008. Mais contrairement à 2008 où la croissance était accompagnée par une hausse importante des prix, les prix à l'importation en 2009 ont fortement chuté (-14,1%). Ainsi, la valeur des importations n'a progressé que de 3,4% par rapport à 2008.

La baisse des prix à l'importation est principalement due à la baisse des prix des produits pétroliers (-37%). On note aussi une baisse des prix des céréales (-37%). La légère dépréciation de l'Euro (-5,3%) a contribué à la baisse des prix d'une bonne partie des importations.

⁵ Le tableau ci-dessous montre les modifications apportées aux statistiques douanières

	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Valeurs douanières	24 334	24 492	28 337	-13,6	16,5
Correction pétrole :	-119	76	205		
-valeurs douanières	-5 639	-4 446	-7 073	-37,1	25,4
+valeurs Direction du pétrole	5 519	4 522	7 278	-37,9	31,9
Valeurs exclues	-624	-168	-149		
Monnaie et objets de collection	-25	-25	-24	6,6	-3,9
lingots d'or	-760	-297	-260	14,1	-65,8
+ or pour bijouterie	161	154	135	14,1	-15,8
Total des modifications	-735	-95	56		
Total modifié	23 590	24 401	28 393	-14,1	20,4

Tableau n° 11
 Importations classées par groupe de produit 2008-2009

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Produits de l'agriculture	1 042	920	1 176	-21,8	12,9
Produits de l'élevage	348	504	525	-4,0	51,0
Produits pétroliers	6 001	4 925	7 596	-35,2	26,6
Produits agro-alimentaires	2 053	2 300	2 444	-5,9	19,0
<i>Tabac et boissons alcoolisées</i>	<i>191</i>	<i>326</i>	<i>339</i>	<i>-3,8</i>	<i>77,4</i>
<i>Pr. Alimentaires</i>	<i>1 863</i>	<i>1 974</i>	<i>2 106</i>	<i>-6,3</i>	<i>13,1</i>
Textiles	1 205	1 321	1 372	-3,7	13,9
Minerais non métalliques	1 125	1 028	1 041	-1,3	-7,5
Métaux, machines, appareils	7 370	8 763	9 175	-4,5	24,5
Bois, caoutchouc et chimie	3 576	3 619	4 025	-10,1	12,5
Meubles	157	215	204	5,8	29,7
Divers	714	805	834	-3,5	16,9
Total	23 590	24 401	28 393	-14,1	20,4
Importation d'électricité	144	216	286	-24,5	98,2
Dépenses à l'étranger	510	567	583	-2,6	14,2
Total	24 244	25 183	29 261	-13,9	20,7

Les biens dont l'importation a fortement augmenté en volume durant l'année 2009 sont le tabac et les boissons alcoolisées (+77,4%), les produits de l'élevage (+51%), les meubles (+29,7%), et les métaux, machines et appareils (24,5%).

Ces importations répondent en premier lieu au besoin des entreprises en biens d'équipement. En effet, comme on peut le constater dans le tableau suivant (tableau n° 12), le volume des biens importés destinés à la formation brute de capital fixe a augmenté de 65%. On notera plus particulièrement la hausse importante de l'importation de matériels destinés au secteur des transports (+188,4%, +177,5% en valeur) et au secteur des bâtiments et des travaux publics (+56,3%, +44,4% en valeur). Le calcul de la croissance en volume de tels biens est très approximatif du fait que la variation des valeurs unitaires ne reflète pas la variation réelle de leurs prix.

L'accroissement exceptionnel de la valeur des équipements pour le secteur des transports est dû à l'importation de neuf avions d'une valeur totale de 888 milliards de LL. Sauf en 2001 où les douanes ont enregistré l'importation d'un avion pour une valeur de 72 milliards de LL, l'importation d'avions n'apparaissait pas dans les statistiques douanières des années précédentes. La valeur des biens d'équipement importés pour le secteur des transports et communications autres que les avions ont passé de 517 milliards en 2008 à 747 milliards en 2009, soit une hausse de 44,5%.

Tableau n° 12
 Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2008-2009

Nature de l'utilisation	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Emplois intermédiaires dans :					
<i>l'agriculture et l'élevage</i>	590	495	604	-18,0	2,3
<i>l'énergie et l'industrie</i>	6 432	6 027	7 160	-15,8	11,1
<i>la construction</i>	915	903	1 004	-10,0	9,7
<i>les transports et services</i>	1 810	1 617	2 165	-25,3	19,6
<i>secteur non précisé</i>	1 244	1 068	1 667	-35,9	34,0
Total des emplois intermédiaires	10 991	10 110	12 599	-19,8	14,6
Emplois finals pour consommation					
<i>Biens durables</i>	3 563	3 938	4 070	-3,2	14,2
<i>Autres biens</i>	6 917	7 075	8 228	-14,0	19,0
Total des empl. pour consommation	10 481	11 013	12 298	-10,4	17,3
Emplois pour la FBCF dans :					
<i>l'agriculture et l'élevage</i>	150	149	166	-10,3	10,3
<i>l'industrie</i>	723	788	872	-9,6	20,5
<i>les BTP</i>	127	183	198	-7,7	56,3
<i>les transports et communications</i>	517	1 435	1 492	-3,8	188,4
<i>les services et le commerce</i>	567	683	728	-6,2	28,4
<i>secteur non précisé</i>	34	39	40	-2,5	17,8
Total des emplois pour FBCF	2 119	3 277	3 496	-6,3	65,0
Total	23 590	24 401	28 393	-14,1	20,4

Après les biens d'équipement pour la formation brute du capital des entreprises, ce sont les biens importés pour satisfaire la demande de consommation des ménages qui ont fortement progressé : +17,3% en volume. Cette progression a été accompagnée d'une baisse sensible des prix (-10,4%) ramenant à 5,1% l'accroissement de leur valeur par rapport à 2008. Contrairement à 2008 où l'importation des biens durables a enregistré une croissance de 56%, ce sont les importations des biens de consommation courante qui ont progressé plus fortement que celles des biens durables. L'évolution de la demande de consommation des ménages dans ses différentes composantes et son impact sur les importations sera exposée dans le chapitre suivant.

La croissance économique réalisée en 2009 a entraîné en troisième lieu une hausse de l'importation de biens intermédiaires dont les prix ont chuté de façon importante. Les tableaux 13a à 13e donnent des détails sur l'évolution de l'importation des produits intermédiaires à l'usage des différents secteurs de l'économie durant l'année 2009 par rapport à 2008.

On notera, pour le secteur de l'agriculture et de l'élevage l'augmentation des quantités de semences et plants et d'aliments pour le bétail importés (respectivement +11,1% et +17,9%). Le fort recul de

l'importation d'engrais et autres produits est dû principalement à la diminution du volume des phosphates importés dont les prix ont subi de très fortes variations entre 2007 et 2009 : +266% en 2008 et -25% en 2009. Les importations d'engrais non phosphatés ont par contre augmenté de 18,2% en volume et 6,2% en valeur passant de 52,3 à 55, 6 milliards de LL, les prix ayant baissé de 10,1%. (Voir tableau 13a).

Tableau n° 13a
Importation de produits intermédiaires pour l'agriculture et l'élevage 2008-2009

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Semences et plants	84	85	93	-9,1	11,1
Engrais et autres produits	203	129	157	-18,3	-22,4
<i>phosphates</i>	126	67	90	-25,0	-28,5
<i>engrais</i>	52	56	62	-10,1	18,2
<i>Autres produits</i>	28	10	11	-5,8	-63,0
Pesticides	43	41	46	-10,7	5,8
Aliments pour bétail	257	236	302	-21,9	17,9
Total	590	495	604	-18,0	2,3

Tableau n° 13b
Importation de produits intermédiaires pour l'énergie et l'industrie 2008-2009

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Produits agricoles	388	295	439	-32,9	13,1
Produits de l'élevage	261	382	396	-3,7	52,1
Produits pétroliers	1 772	1 466	2 215	-33,8	25,0
Produits agroalimentaires	148	184	188	-1,9	27,1
Textiles et cuir	200	200	222	-9,6	10,9
Minerais non métalliques	579	504	467	7,8	-19,3
Produits métalliques	1 872	1 874	1 867	0,4	-0,3
Bois, caoutchouc et pr. chimiques	1 168	1 068	1 310	-18,5	12,2
Autres produits	46	54	56	-3,8	22,1
Total	6 432	6 027	7 160	-15,8	11,3
<i>pétrole exclu</i>	<i>4 661</i>	<i>4 561</i>	<i>4 945</i>	<i>-7,8</i>	<i>6,1</i>

Les produits intermédiaires importés pour le secteur de l'énergie et de l'industrie, comprennent les produits pétroliers destinés à la production de l'électricité. Il s'agit essentiellement du fuel oil dont le prix caf a passé de 824 mille LL en 2008 à 602 mille LL la tonne en 2009. Les autres produits

pétroliers importés pour usage industriels n'ont pas pu être identifiés par destination et ont été classés dans les produits non ventilés par secteur utilisateur. (Voir tableau 13b)

Les valeurs unitaires de l'ensemble des produits non pétroliers destinés à l'industrie ont baissé de 7,8% en 2009 avec une hausse dans les quantités importées de 6,1%. On note plus particulièrement (tableau 13b) la forte hausse dans l'importation des produits d'élevage (+52,1%) avec une baisse des prix (-3,7%). Il s'agit essentiellement d'animaux vivants destinés à la production de la viande. Ainsi l'importation de bovins destinés à la boucherie a passé de 62 147 tonnes en 2008 à 90 144 tonnes en 2009. De même, celle d'ovins a augmenté de 6 315 tonnes en 2008 à 15 488 tonnes en 2009. On notera aussi des hausses importantes des quantités importées de produits agricoles et agroalimentaires destinés principalement à l'industrie alimentaire. Il s'agit surtout de la hausse de l'importation de matières premières destinées à la fabrication des corps gras alimentaires telles que les graines de sésame dont l'importation a haussé de 16 030 tonnes en 2008 à 21 731 tonnes en 2009. Les produits en minéraux non métalliques utilisés dans l'industrie dont l'importation avait fortement augmenté en 2008 se sont repliés en 2009. Ils comprennent en grande partie les pierres précieuses et semi-précieuses utilisées dans la joaillerie. Leur valeur caf a passé de 375,4 milliards en 2008 à 390 milliards de LL en 2009, soit une hausse de 3,9%. La hausse des prix des ces articles ayant été estimée à 12,5%, les quantités importées auraient baissé de 7,7%.

Dans l'ensemble, la valeur des biens intermédiaires importés *pour la construction* a légèrement reculé (-1,3%) mais vu la baisse sensible des prix (-10% en moyenne) les quantités importées de ces produits ont progressé de 9,7%. Le tableau 13c ci-dessous donne l'évolution de l'importation des différents types de biens rentrant dans la production des bâtiments et travaux publics.

Tableau n° 13c
Importation de produits intermédiaires pour la construction 2008-2009

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Minerais non métalliques	307	355	382	-7,0	24,6
Pr. métalliques, appareils	533	466	530	-12,0	-0,5
Bois, produits chimiques	75	81	92	-11,3	21,6
Total	915	903	1 004	-10,0	9,7

En ce qui concerne l'importation de biens intermédiaires destinés *aux transports et services*, on notera la forte chute de la valeur des carburants importés pour le secteur des transports, due en grande partie à la baisse des prix du pétrole (-32,6%), les quantités demandées étant en hausse (+17,6%). (Voir tableau 13d).

Tableau n° 13d
 Importation de produits intermédiaires pour les transports et services 2008-2009

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Produits pétroliers	1 323	1 048	1 556	-32,6	17,6
Produits non pétroliers	487	569	609	-6,6	25,1
<i>Pr. Métalliques</i>	243	308	340	-9,5	40,3
<i>Bois, caoutchouc et p. chimiques</i>	148	145	153	-5,0	3,3
<i>Autres produits</i>	97	116	116	-0,3	20,3
Total	1 810	1 617	2 165	-25,3	19,6

Il faut remarquer enfin, que certains produits sont susceptibles d'être utilisés indistinctement dans plus d'un secteur, sans que l'on puisse établir une clé de répartition. C'est le cas en particulier des carburants liquides tels que le gaz oil ainsi que certains produits chimiques (Voir tableau 13e).

Tableau n° 13e
 Importation de produits intermédiaires non ventilés par secteur 2008-2009

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Produits pétroliers	909	760	1 304	-41,7	43,4
Produits non pétroliers	335	308	363	-15,3	8,5
<i>Bois, caoutchouc et p. chimiques</i>	253	228	276	-17,3	9,0
<i>Autres produits</i>	82	80	87	-9,1	6,9
Total	1 244	1 068	1 667	-35,9	34,0

L'achat du courant électrique à la Syrie et à l'Egypte, tel qu'il est reporté dans les comptes de l'EDL a presque doublé passant de 563 millions de KWh en 2008 à 1 116 millions de KWh en 2009 avec une baisse de prix de 24,5% (de 256 LL à 193,4 LL par KWh).

Quant aux dépenses de consommation à l'étranger, elles ont été estimées pour l'année 1997 suivant les données de l'enquête sur le budget des ménages. Vu l'absence d'observations directes durant la période suivant 1997, ces dépenses ont été supposées évoluer en volume suivant le mouvement des voyageurs libanais vers l'étranger : +14,2% en 2009.

Le calcul de l'évolution des dépenses en valeur a été effectué en adoptant comme indicateur des prix la moyenne des cours de l'euro et du dollar américain par rapport à la livre libanaise. Le cours du dollar est maintenu constant par la Banque de Liban, quant à celui de l'Euro il a baissé de 5,2% en 2009.

Chapitre 3 La consommation

La consommation finale constitue la partie la plus importante des emplois des biens et services et représente, suivant les années, entre 70 et 75% des ressources disponibles. Elle est formée de la consommation des ménages (ou consommation privée) et des administrations (ou consommation publique). Les deux sections qui suivent présentent les détails de chacun des deux types de consommation.

Section I. La consommation des ménages

La consommation des ménages est obtenue à partir de l'estimation de la consommation privée sur le territoire national (consommation intérieure) en retranchant la consommation des touristes et en ajoutant les dépenses de consommation des voyageurs libanais à l'étranger. Cette consommation a été estimée lors de l'élaboration des comptes de 1997 sur la base des résultats de l'enquête sur les budgets des ménages. L'estimation pour les autres années est faite de façon indirecte par l'utilisation d'indicateurs adéquats.

Le tableau n° 14 montre l'évolution de la consommation des ménages suivant ses différentes composantes. Un indice des prix à la consommation a été élaboré spécialement pour apprécier l'évolution réelle de la consommation. Les sources des données sont publiées dans l'annexe.

Tableau n° 14
Consommation des ménages par nature 2008-2009

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Produits alimentaires	9 246	10 076	9 807	2,7	6,1
Tabac et boissons alcoolisées	961	1 148	1 111	3,3	15,6
Textiles, cuir et habillement	2 563	2 819	2 938	-4,1	14,6
Energie et eaux	2 319	2 781	2 845	-2,2	22,7
Biens durables	5 908	6 362	6 296	1,0	6,6
Autres produits manufacturés	2 629	2 929	2 943	-0,5	11,9
Transport et communication	3 517	3 893	3 960	-1,7	12,6
Service de logement	2 435	2 528	2 489	1,6	2,2
Education et santé	6 145	6 790	6 589	3,1	7,2
Autres services	3 786	4 339	4 154	4,5	9,7
Consommation intérieure	39 508	43 665	43 133	1,2	9,2
-Dépense nette des voyageurs	-1 490	-2 006	-1 960	2,4	31,5
Total	38 018	41 659	41 173	1,2	8,3

La consommation privée intérieure (des ménages et des touristes sur le territoire) s'est développée en 2009 dans une conjoncture de baisse des prix de principaux produits. Les prix à la consommation n'ayant haussé que de 1,2%, le volume de la consommation a progressé de 9,2% dans l'ensemble ; la croissance des différentes composantes de la consommation n'a pas été toutefois homogène.

a) La consommation alimentaire

En 2009, la consommation alimentaire aurait haussé de 6,1% en volume accompagné d'un accroissement modéré des prix (+2,7%). Cependant, le ministère de l'agriculture n'ayant pas encore estimé la production agricole (voir chapitre 1 section 1), les données sur la consommation alimentaire restent approximatives. Ci-dessous (tableau n° 15) l'évolution de la dépense sur les différentes sortes de produits alimentaires telle qu'elle résulte des statistiques douanières et de l'estimation provisoire de la production agricole ainsi que de certaines branches des industries alimentaires.

Tableau n° 15
Consommation alimentaire des ménages par nature 2008-2009

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Produits agricoles :	2 382	2 490	2 343	6,3	-1,7
<i>Céréales</i>	129	168	147	14,6	13,8
<i>Fruits</i>	1 074	1 145	1 110	3,1	3,3
<i>Légumes</i>	1 122	1 113	1 026	8,4	-8,5
<i>Autres</i>	57	64	60	7,8	4,4
Pr. de l'élevage et de la pêche	862	998	988	1,0	14,7
Pr. des ind. alimentaires :	6 002	6 588	6 476	1,7	7,9
<i>Viandes fraîches</i>	1 435	1 569	1 581	-0,8	10,1
<i>Pâtes alimentaires</i>	1 261	1 393	1 327	4,9	5,2
<i>Produits laitiers</i>	1 019	1 142	1 155	-1,2	13,3
<i>Corps gras</i>	669	694	712	-2,6	6,4
<i>Sucre, chocolat et confiserie</i>	253	277	271	2,4	6,9
<i>Conserves et autres</i>	866	980	920	13,0	12,5
<i>Boissons non alcoolisées</i>	498	533	510	4,6	2,5
Total	9 246	10 076	9 807	2,7	6,1

On notera une baisse dans la consommation des légumes frais suite à la hausse de leur prix et au contraire une hausse dans la consommation des produits d'origine animale dont les prix étaient en baisse ou stationnaires.

b) Consommation de tabac et de boissons alcoolisées

Les achats de tabac manufacturé par les résidents et les non-résidents sur le territoire ont, d'après les statistiques de la Régie des tabacs, poursuivi leur progression en 2009 (+20,4%) avec une hausse modérée des prix (+4,5%). Les ventes de la Régie ont en effet passé de 690,3 milliards en 2008 à 793,4 milliards de LL en 2009. Il s'agit principalement de tabac importé, dont les quantités ont atteint 11 407 tonnes en 2009 contre 10 107 tonnes en 2008. Quant au tabac local, sa production ne cesse de régresser de 2005 à 2008 pour remonter légèrement en 2009.

Les ventes de boissons alcoolisées sur le territoire national ont aussi progressé passant de 191 à 221 milliards de LL entre 2008 et 2009. Les prix ayant baissé de 1,2% le volume de boissons alcoolisées sur le territoire national a augmenté de 17,1%.

c) Les dépenses privées sur les textiles et l'habillement

Les dépenses de consommation sur les textiles et l'habillement ont été estimées à 2 819 milliards de LL en 2009 en hausse de 10% par rapport à 2008. Les prix de ces produits ayant baissé de 4,1%, les quantités consommées ont progressé de 14,6%. Nous disposons de peu de détails sur l'évolution de la consommation de chacune des différentes composantes de ce groupe de produits qui comprend outre les articles d'habillements, les articles en cuir, les linges de maison et les tapis.

d) La consommation privée d'énergie

Le tableau n° 16 donne le détail de la consommation d'énergie et eaux qui comprend les dépenses sur l'électricité, l'eau et les produits pétroliers.

Tableau n° 16
Consommation des ménages d'énergie et eaux 2008-2009

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Electricité	674	729	728	0,2	8,0
Eau	180	184	184	0,0	2,2
Produits pétroliers	1 412	1 815	1 884	-3,6	33,4
Combustibles solides	53	53	49	...	...
Total	2 319	2 781	2 845	-2,2	22,7

On y relève que la consommation d'électricité a progressé de 8% avec peu de changement dans les prix. (Rappelons qu'à tarif constant, le prix moyen peut changer suivant la structure de la consommation du fait de la progressivité du tarif).

A défaut de statistiques récentes, la consommation d'eau a été estimée en supposant qu'elle augmente avec le même rythme que le nombre de logements, les prix étant restés inchangés.

La quantité des produits pétroliers consommés a augmenté de 33,4% en 2009 suite à une baisse moyenne des prix de 3,6%. Les produits pétroliers ont deux usages par les ménages : un usage pour les transports (essence pour les voitures privées) et un usage domestique pour le chauffage et la cuisine (gasoil et gaz butane).

- Les quantités d'essence consommées ont augmenté de 15,5% avec une hausse des prix à la consommation de 4,8%, le prix moyen des vingt litres ayant passé de 27 049 LL en 2008 à 28 341 LL en 2009. Cette hausse intervient alors que les prix à l'importation ont baissé de 28,4% suite à une augmentation substantielle des taxes : la part des taxes perçues sur l'essence dans le prix à la consommation qui était 13,4% en 2008 passe ainsi à 42,2%. La demande de consommation d'essence a été gonflée par l'accroissement important du parc automobile durant les deux dernières années.
- Les quantités de gasoil importées pour la consommation des ménages et des entreprises autres que l'EDL et les entreprises de transport ont presque triplé passant de 387,8 mille tonnes en 2008 à 1 133,2 mille tonnes en 2009 et ce, suite à une baisse importante des prix (-42,8%). On estime que la demande sur le gasoil provient surtout des entreprises qui ont dû augmenter leurs stocks en prévision d'une hausse future des prix. Les ménages n'ont pas dû augmenter de façon aussi importante leur consommation pour le chauffage domestique.
- Quant au gaz domestique, sa consommation en volume a augmenté de 22% en 2009 avec une baisse de son prix de 11,8% : le prix moyen de la bouteille de 10 kg été ramené de 16 501 LL en 2008 à 14 546 LL en 2009.

e) L'achat de biens d'équipement par les ménages

Après deux années de croissance, les dépenses des ménages pour l'achat de biens d'équipement se sont ralenties en 2009 : +7,7% en valeur contre 21% en 2007 et +70,3% en 2008.

Tableau n° 17
Achat de biens d'équipement par les ménages 2008-2009

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Voitures	4 185	4 351	4 349	0,0	3,9
Machines et appareils	631	711	736	-3,4	16,7
Meubles	388	483	451	6,9	16,3
Instruments divers	367	409	405	1,1	10,3
Bijoux	337	407	355	14,9	5,4
Total	5 908	6 362	6 296	1,0	6,6

L'achat de voitures constitue le principal poste de dépenses sur les biens d'équipement (environ 71% en 2008 et 68% en 2009). En quantité, l'importation de voitures après avoir atteint 51 937 unités en 2007 et 100 207 unités en 2008 a plafonné à 108 539 unités en 2009. En tenant compte de l'évolution des différentes catégories, l'accroissement en volume d'achat de voitures privées de la part des ménages aurait été de 3,9% ; de même, les dépenses des ménages sur l'achat de voitures ont augmenté dans la même proportion les prix n'ayant presque pas changé.

Les dépenses sur l'achat de machines et appareils électroménagers et autres biens d'équipement ont augmenté de façon plus marquée.

f) La consommation d'autres biens manufacturés

Sous le titre « autres biens manufacturés » sont groupées les catégories suivantes : les produits des industries chimiques et pharmaceutiques pour les soins personnels et ménagers, les produits des éditions et enfin les objets divers en verre, poterie ou en métal. L'évolution de la consommation de ces produits est donnée dans le tableau n° 18.

Tableau n° 18
Consommation de biens manufacturés selon leur nature 2008-2009

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Pr. chimiques et pharmaceutiques	1 973	2 164	2 181	-0,7	10,5
Produits des éditions	457	539	530	1,7	15,8
Verreries, ouvrages en métaux	170	195	131	48,4	-22,7
Autres produits	29	32	33	-4,4	15,7
Total	2 629	2 930	2 875	1,9	9,4

- Les produits chimiques et pharmaceutiques sont les plus importants de ce groupe. Ils représentent environ 5% de l'ensemble de la consommation privée intérieure. Les dépenses sur ce poste ont augmenté en valeur et en volume environ de 10%. Relevons en particulier l'évolution des quantités des médicaments importés et destinés à être vendus au détail. La valeur de ces importations a passé de 943,8 à 1 018,4 milliards de LL entre 2008 et 2009 et les quantités importées de 5 658 à 6 282 tonnes.
- Les produits des éditions constituent le second poste en importance dans cette catégorie. Ils comprennent principalement les journaux, les revues et les livres y compris les livres scolaires. Leurs prix sont restés relativement stables (+1,7%) et la dépense des ménages sur ce poste a progressé de 17,8% en 2009.

g) Les dépenses privées sur les transports et communications

En 2009, la progression des dépenses sur l'utilisation des services de *transport aériens* s'est considérablement ralentie (+1%). Notons que la consommation intérieure de services de *transport aérien* est égale à la valeur des titres de transport de passagers vendus par les agences de voyage sur le territoire national. Ces ventes sont connues grâce aux statistiques de l'IATA.

Par contre, l'utilisation des *transports routiers* a progressé de façon plus importante, la hausse de 14,3% enregistrée en 2009 par rapport à 2008 dans les dépenses est due en partie à la hausse des prix (+7,4%).

Tableau n° 19
Consommation intérieure de services de transports et communication 2008-2009

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Transports routiers	1 021	1 167	1 087	7,4	6,4
Transport aérien et voyages	746	753	748	0,7	0,3
PTT	1 750	1 873	2 018	-7,2	15,3
Total	3 517	3 793	3 852	-1,5	9,6

Quant aux dépenses des ménages sur *la poste et les télécommunications*, leur croissance relativement modeste en 2009 est due à la baisse des prix (-7,2%), la croissance en volume serait de 15,3%. Mais ces chiffres sont sujets à révision, l'administration des PTT n'ayant pas encore publié les comptes définitifs.

h) La valeur locative des logements

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. Ce nombre représente 2,2% des logements occupés l'année précédente. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs haussé de 1,6%. Ainsi, la valeur locative des habitations qui avait été estimée, grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 2 059 milliards en 1997, a atteint 2 528 milliards de LL en 2009.

i) La consommation de services d'éducation et de santé

Les services sociaux marchands représentent plus de 16% du total de la consommation privée. Ils comprennent les dépenses privées sur l'éducation et la santé qui ont évolué à des rythmes différents ainsi que le montre le tableau n° 20 ci-dessous.

Tableau n° 20
Consommation de services sociaux selon leur nature 2008-2009

Nature du service	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Education	3 837	4 105	3 976	3,3	3,6
Santé	2 308	2 685	2 614	2,8	13,2
Total	6 145	6 790	6 589	3,1	7,2

Les droits de scolarité payés pour l'enseignement aussi bien primaire et secondaire qu'universitaire privé ont atteint 3 837 milliards en 2008 et 3 976 milliards de LL en 2009, soit un taux de croissance de 7%. Les prix ayant haussé de 3,3%, la croissance réelle a été de 3,6% par an. Cette croissance est due en très grande partie à la prolifération des universités privées. En effet, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités privées passait de 92 969 en 2008 à 100 163 en 2009, soit un taux de

croissance de 7,7% ; tandis que le nombre d'élèves inscrits dans les écoles privées a passé de 529 378 en 2008 à 560 945 en 2009 (+6%). Au total, les dépenses d'éducation ayant progressé moins vite que l'ensemble des dépenses des ménages le coefficient budgétaire de telles dépenses passe de 10,1% en 2008 à 9,9% en 2009.

L'évolution des *services de santé* est moins bien connue. En supposant que cette évolution est corrélée avec celle des quantités de médicaments importés, on estime que le volume des soins procurés par les services privés de santé après avoir légèrement régressé en 2008, a repris sa progression en 2009 (+13,2%). Des relevés de prix des soins médicaux ont par ailleurs montré une hausse de 2,2% en 2009 par rapport à 2008. Ainsi les dépenses sur les services de santé auraient haussé de 16,3% en 2009 et leur poids dans la consommation des ménages a passé de 6,1% en 2008 à 6,4% en 2009. Notons qu'une partie des dépenses d'hospitalisation est assurée par le gouvernement et comptée dans la consommation des administrations (voir section suivante).

j) La consommation de services individuels

Les services individuels forment entre 9 et 10% de l'ensemble des dépenses des ménages et des touristes sur le territoire national. Ils comprennent les services des hôtels et restaurants, les services d'entretien et de réparation et les services divers tels que les services récréatifs, de soins personnels et les services ménagers.

Le tableau n° 21 ci-dessous montre la composition de ces services et leur évolution entre 2008 et 2009.

Tableau n° 21
Consommation de services individuels selon leur nature 2008-2009

Nature du service	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Hôtels et restaurants	1 602	1 993	1 827	9,1	14,0
Entretien et réparation	344	393	384	2,3	11,7
Assurances et banques	728	830	821	1,2	12,6
Autres services	1 112	1 123	1 123	0,1	1,0
Total	3 786	4 339	4 154	4,5	9,7

Le secteur des hôtels et restaurants est tributaire en partie du mouvement des touristes et en partie de l'accroissement du niveau de vie de la population résidente. En 2009 le nombre d'arrivées d'étrangers a augmenté d'environ 27% par rapport à 2008 (voir chapitre 1, section VI, paragraphe d).

La consommation *des services d'entretien et réparation* est déduite à partir de l'estimation de la production de tels services (voir chapitre 1, section VI, paragraphe b).

La consommation de *services financiers* est constituée des services bancaires et des services d'assurance. La consommation par les ménages des services bancaires est égale à la part du produit net bancaire imputée aux ménages proportionnellement à leur endettement auprès des banques. Cette

part a passé de 345 à 492 milliards de LL entre 2008 et 2009. Quant aux services d'assurance dont la valeur est égale à la somme des primes versées par les ménages moins les indemnités reçues, la part consommée par les ménages a baissé de 383 à 338 milliards de LL. Au total, la part des services financiers imputés à la consommation des ménages a augmenté de 14% dont une partie (1,2%) serait due à l'inflation. (Voir chapitre 1, section VI, paragraphe h le calcul de la production des services financiers).

k) La dépense nette des voyageurs

Les dépenses exposées dans les paragraphes précédents concernent les dépenses privées sur le territoire national. Elles comprennent les dépenses des touristes et autres voyageurs venus de l'étranger mais ne comprennent pas les dépenses faites à l'extérieur par les ménages résidents au Liban. Pour calculer la consommation totale des ménages résidents, il faut retrancher des dépenses intérieures celles des non résidents et y ajouter celles des résidents effectuées à l'étranger.

Malheureusement la nature de ces dépenses n'est pas connue ; elles sont estimées globalement. L'estimation des dépenses des touristes est donnée au bas du tableau des exportations (tableau n° 25) et celle des dépenses à l'extérieur des résidents au bas du tableau des importations (tableau n° 11).

Section II. La consommation publique

Par définition, la consommation publique est égale à la production par les administrations de services non marchands. L'estimation de la valeur de tels services a été exposée dans le chapitre relatif à la production (Chapitre 1, section VIII).

La consommation publique comprend en fait, outre la valeur des services collectifs, les coûts de production de services individuels gratuits (ou presque) tels les services d'éducation et les services de soins médicaux dispensés dans les établissements publics ou les établissements privés sous contrat. Normalement, ces services doivent faire l'objet d'une estimation séparée. Le système de comptabilité publique ne permet pas actuellement d'établir un compte distinct pour les services sociaux assurés par l'administration ; on peut cependant en tirer les principaux éléments rentrant dans le calcul de la valeur de tels services. Le tableau n° 22 reprend les frais d'éducation tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat pour l'enseignement primaire et secondaire et dans les comptes de l'Université libanaise pour l'enseignement supérieur ; il montre aussi les sommes déboursées par le ministère de la santé pour l'hospitalisation de malades soignés aux frais de l'Etat.

Tableau n° 22
Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé 2005-2009

Nature du service	<i>En milliards de LL</i>				
	2005	2006	2007	2008	2009
Enseignement primaire et sec.					
<i>Salaires</i>	495	485	504	489	585
<i>Consommation de b. & s.</i>	24	20	23	22	30
Total	519	505	527	511	615
Université libanaise*					
<i>Salaires</i>	116	...	...	...	...
<i>Consommation de b. & s.</i>	18	...	...	...	...
Total	134	157	146	174	252
Total Education	653	662	673	685	867
Frais d'hospitalisation	222	180	210	306	297
Total des services sociaux	875	842	883	991	1 164

*En l'absence de la clôture des comptes de l'UL à partir de 2006, les chiffres indiqués représentent les transferts reçus par l'UL du budget de l'Etat.

Il faudrait, pour compléter l'estimation des coûts de tels services, ajouter une évaluation de l'amortissement des bâtiments scolaires et universitaires appartenant à l'Etat et imputer une partie des frais bancaires supportés par l'Etat pour couvrir son déficit.

La croissance en volume du service d'éducation publique, si on la mesure par l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants inscrits chaque année, est différente de celle des coûts.

- *Dans l'enseignement primaire et secondaire*, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles publiques et privées gratuites n'est pas encore connu. Durant les deux années précédentes ce nombre a passé de 450 784 à 427 761 entre les années scolaires 2006-2007 et 2008-2009, soit une baisse de 5,1%. La hausse des coûts des services d'éducation entre ces deux années (+8,5%) est imputable à la hausse des salaires décrétée à partir de mai 2008.

- *A l'Université libanaise*, le nombre d'étudiants inscrits pour l'année universitaire 2008-2009 n'a presque pas varié par rapport à l'année précédente (74 134 contre 74 176). Par contre, le coût de l'enseignement aurait augmenté de 45% au vu des sommes transférées du budget de l'Etat au budget de l'Université libanaise (252 milliards en 2009 contre 174 milliards de LL en 2008).

Chapitre 4 Les investissements

Les investissements matériels sont constitués de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.

Section I. La formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est calculée globalement en ajoutant à la valeur de la production du secteur de la construction, celle des biens d'équipement achetés par les entreprises et les administrations. La plus grande partie de tels biens étant importée, les statistiques du commerce extérieur fournissent les indicateurs nécessaires à l'estimation de leur valeur. Le tableau n° 23 montre la composition de la formation brute de capital fixe et son évolution entre 2008 et 2009.

Tableau n° 23
La formation brute de capital fixe par nature 2008-2009

Nature du capital fixe	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Bâtiments et T.P.	9 609	10 849	10 700	1,4	11,4
Machines et appareils	1 440	1 834	1 987	-7,7	37,9
Matériel de transport	1 206	3 351	3 683	-9,0	205,3
Meubles	448	640	610	5,0	36,1
Autres produits	660	725	767	-5,5	16,3
Total	13 363	17 398	17 746	-2,0	32,8

Après deux années de forte croissance, l'activité du bâtiment a poursuivi sa tendance à la hausse en 2009 quoique de façon plus atténuée : +12,9% en valeur et +11,4% en volume contre +33% en valeur et +16,8% en volume en 2008.

On relève aussi en 2009 une forte croissance dans l'investissement en biens d'équipement notamment matériel de transport dont la valeur a augmenté de 178% suite à l'importation de 8 avions (voir chapitre 2). Les investissements en machines et appareils et en meubles ont aussi progressé de façon remarquable : respectivement de 27,3% et 42,8% en valeur. Les variations de prix utilisés pour le calcul des variations en volume des biens d'équipement sont les valeurs unitaires à l'importation de ces biens augmentées des taxes. Dans ce cas, une variation des prix pourrait être due en partie à une variation de qualité ou de nature.

La répartition de la formation brute de capital fixe entre le secteur privé et le secteur public

La formation brute de capital fixe des entreprises n'est pas connue directement. Elle est déduite par différence entre la valeur totale et celle des investissements publics. On obtient ainsi non pas les investissements de toutes les entreprises mais ceux du secteur privé. En effet, les investissements publics comprennent, en plus de la formation brute de capital fixe des administrations, les dépenses d'infrastructure de la distribution d'électricité et d'eau et de télécommunications qui constituent une partie de la formation brute de capital fixe des entreprises publiques.

Tableau n° 24
Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2005-2009

	<i>en milliards de LL</i>				
Secteur utilisateur	2005	2006	2007	2008	2009
Secteur privé	6 441	6 867	9 222	12 366	16 303
Secteur public	872	901	905	997	1 095
Total	7 313	7 768	10 127	13 363	17 398

Quant aux investissements publics, ils sont estimés à partir des comptes de l'Etat et des administrations autonomes dont le CDR.⁶

La politique de restriction budgétaire adoptée par l'Etat pour alléger le poids de la dette publique s'est traduite par la faible croissance des investissements publics. Quasiment stationnaires de 2004 à 2007, les dépenses publiques sur l'infrastructure et les équipements ont augmenté de 10,1% en 2008 et de 9,9% en 2009. Mais vu la hausse des prix de la construction en 2008, les investissements publics auraient en fait diminué légèrement en volume cette année-là. La croissance en 2009 paraît par contre plus réelle.

Section II. La variation des stocks

Aucune statistique n'est disponible sur les stocks auprès des entreprises. Les variations de stocks apparaissant dans les comptes ont été introduites pour régulariser l'emploi des ressources en biens et services d'une année à l'autre. En 2007, le fort accroissement des importations serait dû en partie à la nécessité de reconstituer certains stocks entamés durant 2006 suite à la fermeture du port et l'arrêt des approvisionnements durant six semaines. En 2008, une anticipation de la hausse de la demande a amené les importateurs à garnir leurs stocks. L'équilibrage des comptes a conduit à estimer à +446 milliards de LL l'accroissement des stocks cette année-là. En 2009, malgré le déstockage de certains produits, on assiste à une augmentation d'importation d'animaux vivants et plus spécialement de produits pétroliers au-delà des besoins suite à une forte chute des prix. Là encore, l'équilibrage des comptes a conduit à estimer les variations de stocks à 665 milliards aux prix courants et à 1 023 milliards de LL aux prix de l'année précédente.

⁶ Les investissements publics ont été révisés suite au dépouillement des comptes des municipalités et à un examen plus détaillé des projets réalisés par le CDR.

Chapitre 5 Les exportations

Les exportations, suivant les concepts standards, comprennent les exportations au sens territorial et les dépenses des touristes sur le sol national.

La crise financière mondiale de 2009 a affecté les exportations libanaises : après une hausse de 20,9% et 27,5% respectivement en 2007 et 2008, la valeur des exportations a régressé de 3,1% en 2009. Ce sont les exportations de biens et services hors territoire qui ont été affectés (-10,2% en valeur) alors que les dépenses des touristes sur le territoire ont enregistré une forte progression comme les années précédentes. Les paragraphes qui suivent passent en revue l'évolution des exportations des différents secteurs dont les détails sont donnés dans le tableau n° 25.

Tableau n° 25
Les exportations de biens et services par nature 2008-2009

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2008	2009	2009 aux prix de 2008	des prix	des volumes
Exportations agricoles	471	458	480	-4,6	1,9
<i>Produits de l'agriculture</i>	426	416	436	-4,7	2,5
<i>Produits de l'élevage</i>	45	42	44	-4,2	-3,1
Exp. de biens manufacturés	6 165	5 473	6 019	-9,1	-2,4
<i>Produits agro-alimentaires</i>	577	599	599	0,0	3,9
<i>Textiles et cuir</i>	656	584	651	-10,2	-0,8
<i>Minerais non métalliques</i>	478	428	472	-9,4	-1,3
<i>Métaux, machines et appareils</i>	2 296	2 064	2 196	-6,0	-4,3
<i>Bois, caoutchouc, chimie</i>	1 139	786	1 030	-23,7	-9,6
<i>Meubles</i>	133	112	111	1,3	-16,6
<i>Divers</i>	887	901	961	-6,2	8,4
Total des exportations de biens	6 636	5 931	6 499	-8,7	-2,1
Exportation de services	2 441	2 223	2 218	0,2	-9,1
<i>Télécommunications</i>	225	245	264	-7,2	17,6
<i>Services aux entreprises</i>	516	542	535	1,2	3,8
<i>Services financiers</i>	640	284	280	1,2	-56,1
<i>Commerce</i>	1 061	1 152	1 139	1,2	7,3
Exportations hors territoire	9 077	8 154	8 718	-6,5	-3,9
Dépense des touristes	2 001	2 574	2 543	1,2	27,1
Total général	11 077	10 728	11 260	-4,7	1,7

Les prix retenus pour évaluer les variations en volume sont, pour les biens exportés, ceux qui sont déduits des statistiques douanières en divisant les valeurs par les quantités. Les prix des services aux entreprises et du commerce ont été supposés varier comme l'indice général des prix. Quant à l'indice

des prix des dépenses des touristes au Liban, il est supposé être égal à l'indice des prix à la consommation.

a) Les exportations agricoles

Les exportations agricoles qui avaient fortement repris en 2007 ont progressé de façon plus lente en 2008 et ont reculé en 2009: -2,8% en valeur. Cette régression serait due en partie à la baisse des prix à l'exportation (-4,6%), les quantités auraient au contraire haussé de 1,9%. Rappelons que la valeur des exportations agricoles retenue dans les comptes est très nettement supérieure à celle qui apparaît dans les statistiques douanières. Les coefficients de correction qui ont été appliqués varient de 1,5 à 3 suivant les nécessités de l'équilibrage des comptes emplois/ressources des produits agricoles.

En 2009, les exportations de fruits, qui constituent plus de la moitié des exportations agricoles, ont été dans l'ensemble en hausse (6,5% en valeur, 17,1% en quantité). Ce sont les exportations de tabac brut et de légumes qui ont tiré l'ensemble des exportations agricoles vers le bas : On relève en particulier une forte baisse dans les quantités de tabac brut exportées qui passent de 10 509 tonnes en 2008 à 6 236 tonnes en 2009.

b) Les exportations industrielles

Comme pour les exportations agricoles, les statistiques douanières relatives à l'exportation de produits manufacturés ont été majorées pour certains biens mais dans des proportions beaucoup plus faibles.

Les exportations industrielles, après deux années de progression (+31,8% en 2007 et +26,5% en 2008) ont reculé en 2009 de 11,2% en valeur suite à une baisse des prix de 9,1% et des quantités de 2,4%.

Il est à noter que les exportations de lingots d'or, comme les importations, ont été exclues des comptes. Leur inclusion aurait faussé les vraies tendances des exportations industrielles. En effet, comme le montre le tableau ci-dessous, les exportations d'or ont fluctué avec une très grande amplitude entre 2006 et 2009 : -29,4% en 2007, + 1,4% en 2008 et 144,6% en 2009.

Tableau n° 26
Exportations de lingots d'or 2006-2009

	2006	2007	2008	Taux de variation en %/an			
				2009	2007	2008	2009
Valeur milliards de LL	671,4	474,2	481,0	1 176,8	-29,4	1,4	144,6
Quantité en kg	26 994	16 254	12 254	29 210	-39,8	-24,6	138,4
Prix en millions	24,9	29,2	39,3	40,3	17,3	34,6	2,6

- Contrairement aux autres branches de production de biens manufacturés, l'ensemble des industries agroalimentaires ont vu la valeur de leur exportation s'accroître en 2009 quoique de façon modéré : +3,9% contre 23% en 2008. Les prix étant restés stables, cette hausse est entièrement due à l'augmentation des quantités exportées.

Parmi les produits exportés les plus importants de cette industrie signalons :
les conserves alimentaires qui représentent 30,7% des exportations de ce groupe et dont les exportations ont augmenté de 4,5% en valeur et de 4,7% en volume ;
les confiseries et le chocolat : 20,5% des exportations agro-alimentaires, 2% de croissance en valeur mais -3,2% en volume ;
les pâtes : 10,1% des exportations du groupe, 12,3% de croissance en valeur et 20,2% en volume ;
les corps gras alimentaires exportés qui représentent 7,6% des produits des industries agro-alimentaires exportés ont régressé de 2,8% en valeur mais leur prix ayant baissé de 8,7% leur volume a haussé de 6,4%.

- La valeur des exportations de textiles, d'articles d'habillement et de cuir a fortement chuté (10,9%) suite à la baisse des prix (-10,2%), les quantités exportées n'ayant presque pas changé (-0,8%).
- Les exportations de minéraux non métalliques et les produits à base de ces minéraux ont également régressé : -1,3% en volume et -10,6% en valeur. En 2009, plus des trois quarts de ces produits sont constitués de diamants bruts et de ciment. L'exportation de diamants (il s'agit plutôt de réexportation) a passé de 508 Kg pour une valeur de 184,7 milliards de LL en 2008 à 228 kg pour une valeur de 227,9 milliard en 2009. Quant au ciment, les quantités de ciment exportées passent de 1 257 mille tonnes en 2008 à 887 mille tonnes en 2009 (-29,4%), de plus les prix ayant baissé de 15%, la valeur des exportations de ce produit baisse de 37,3%, passant de 172 milliards en 2008 à 108 milliards de LL en 2009.
- Le groupe des métaux, machines et appareils, occupe une place importante dans les exportations industrielles (37,7% de la valeur des produits manufacturés exportés en 2009). Il est composé des sous-groupes suivants : métaux, à l'exclusion de l'or (7,6%), ouvrages en métaux (7%), machines et appareils (19,5%) et matériel de transport (3,6%).
 - o Les exportations de métaux ont fortement chuté en 2009 par rapport à 2008 : -33,7% en valeur, -27% en volume. Elles sont composées pour plus du quart de déchets de fonte dont la valeur a passé de 272 milliards de LL en 2008 à 122 milliards en 2009.
 - o La valeur des exportations d'ouvrages en métaux a baissé dans une moindre mesure (-6,7%), baisse due en grande partie à la baisse des prix (-5,4%). Parmi les principaux produits exportés de ce sous-groupe, on relève les structures métalliques pour la construction dont la valeur des exportations a passé de 51,3 milliards en 2008 à 40,6 milliards en 2009.
 - o Les machines et appareils ont vu la valeur de leurs exportations diminuer de 5% en 2009 par rapport à 2008.
 - o Quant aux matériels de transport la valeur de leur exportation a passé entre 2008 et 2009 de 136 milliards à 199 milliards de LL. On y relève une sortie de moteurs d'avion pour une valeur de 43,7 milliards en 2009 contre 30,6 milliards en 2008.
- Les produits chimiques de base qui constituaient plus de la moitié des exportations du groupe « bois, caoutchouc, chimie » en 2008 n'en constituent plus que 35% en 2009 suite à une forte chute des prix consécutive à une non moins forte hausse des prix enregistrée en 2008. Les prix à l'exportation des deux produits les plus importants de ce groupe à savoir les acides phosphoriques et les superphosphates, ont baissé respectivement de 70% et 60% après avoir été multipliés par 3,6 et 2,9 entre 2007 et 2008 : la valeur des exportations de ces deux produits a passé de 470,9 milliards en 2008 à 365,2 milliards de LL en 2009 alors que les

quantités exportées diminuaient, passant de 365,2 mille tonnes à 340,2 mille tonnes. Quant aux autres branches de ce groupe, leurs exportations ont régressé de façon moins importante entre 2008 et 2009 : la valeur des autres produits chimiques exportés a passé de 177 à 159,3 milliards de LL avec une baisse des prix de 4,5%, celle des ouvrages en bois (sauf les meubles) exportés de 51,2 à 42,4 milliards de LL avec une baisse des prix de 3,5%, celle des papiers et cartons de 205,5 à 208 milliards de LL avec une hausse des prix de 1,2%, celle des ouvrages en plastique de 102,3 à 83,2 milliards de LL avec une baisse des prix de 7%.

- Les exportations de meubles, quoique peu importantes, ont également régressé en valeur : - 15,5%.
- Les produits divers comprennent essentiellement les produits des éditions et les bijoux. Les produits imprimés exportés ont augmenté de 32,5% en valeur, passant de 309 milliards en 2008 à 409,2 milliards en 2009 malgré une baisse des valeurs unitaires (-14,4%). Quant aux bijoux, leur exportation a diminué de 20,2% passant de 463 à 369,4 milliards de LL.

c) *Les exportations de services*

Les échanges de services avec l'extérieur ne sont pas encore bien recensés. Seuls les encaissements nets des services publics de télécommunication sont connus de façon régulière. Les exportations nettes de services de transport ont été négligées. Les exportations nettes de services aux entreprises ont pu être estimées grâce à l'enquête auprès des grandes entreprises effectuées en 2004. Les exportations de services financiers comprennent la partie du produit net bancaire imputée aux intérêts reçus de l'extérieur et l'exportation nette de services de réassurance, celle-ci étant négative. Quant aux recettes du commerce triangulaire retenues dans les comptes, elles ont fait l'objet d'estimations très grossières grâce aux statistiques douanières sur le commerce général d'import-export et de transit.

Les recettes nettes de la direction générale des télécommunications provenant des communications avec l'étranger, ne sont pas encore connues avec précision. Leur progression a été supposée analogue à celle des recettes du Trésor provenant des PTT soit 9,2% en 2009 par rapport à 2008.

Les chiffres d'affaires réalisés à l'extérieur par les sociétés libanaises de *services aux entreprises* nets des paiements de services aux non résidents, se sont élevés, d'après les déclarations des grandes entreprises interrogées à 205 milliards de LL en 2002 et 245 milliards en 2003, soit en hausse de 19,3%⁷. Un taux de croissance de 25% pour 2004 et 2005 a été retenu au vu des déclarations de chiffres d'affaires des entreprises off shore au ministère des finances. A défaut de statistiques récentes un taux de croissance moyen de 6% par an a été adopté pour les estimations de 2006 et 2007 et de 20% pour 2008 et de 5% pour 2009. Dans l'impossibilité de les définir et de les observer, les prix de tels services ont été supposés évoluer au même rythme que le taux d'inflation soit 1,2% en 2009.

Après une forte croissance en 2008, *les services financiers* ont non moins fortement régressé en 2009. Ces services comprennent les charges bancaires imputées aux intérêts reçus par les banques de leur placement à l'étranger diminuées des importations de services d'assurance. Les intérêts reçus de l'extérieur par les banques ont passé, d'après les estimations de la Banque du Liban de 1 744

⁷ Suite à cette enquête il s'est avéré que les chiffres retenus pour les exportations de services dans les comptes 1997-2002 étaient nettement sous-estimés.

milliards en 2008 à 889 milliards de LL en 2009. Le ratio service bancaire / intérêts reçus étant de 31% en 2009 (contre 32,8% en 2008), la part des intérêts comptabilisée comme exportation a été de 572 en 2008 et 275 milliards de LL en 2009. Au différentiel d'intérêt il faut ajouter les commissions bancaires nettes imputées aux opérations avec l'extérieur soit 136 en 2008 et 68 milliards de LL en 2009. Par ailleurs les services de réassurances avec l'extérieur ont représenté une importation nette de 62 et 59 milliards de LL respectivement en 2008 et 2009. Ces montants ont été retranchés des exportations de services. Ainsi les services financiers provenant des opérations avec l'extérieur auraient baissé de 55,5%.

Le taux de croissance retenu pour l'estimation des recettes nettes du commerce triangulaire est celui du mouvement de transit et de réexportation. Après une forte croissance (+32,4%) en 2004, les recettes nettes du commerce provenant de l'extérieur ont constamment baissé : -3,5% en 2005, -17,8% en 2006 et -3,9% en 2007 mais ont repris en 2008 (+17,2%) et en 2009 de façon plus faible (+8,6%). Comme pour les services financiers, le taux d'inflation de 1,2% a été retenu par convention comme hausse des prix de ce service.

d) Les dépenses des touristes

Le taux de croissance en volume des dépenses des touristes et autres voyageurs étrangers sur le territoire libanais est, par convention, égal à celui du nombre de voyageurs étrangers (syriens exclus) rentrés annuellement au Liban : +18,1% en 2008 et +27,1% en 2009. L'indice des prix retenus pour estimer les dépenses en valeur est celui des prix à la consommation.

Deuxième partie

Les comptes intégrés

Le système international de comptes économiques (SCN93) prévoit l'établissement d'une série de comptes pour chacune des cinq catégories d'agents de l'économie nationale désignée par S.1 et pour le reste du monde désigné par S.2.

Les cinq catégories d'agents de l'économie nationale sont :

- S.11 : les sociétés non financières
- S.12 : les institutions financières
- S.13 : les administrations publiques
- S.14 : les ménages
- S.15 : les associations à but non lucratif

L'état de développement des statistiques nationales libanaises ne permet pas d'établir correctement les comptes économiques de chacun de cinq agents séparément. Il est en particulier impossible de répartir les opérations de production et de répartition entre les sociétés non financières et les ménages. Il est par contre possible d'estimer de façon approximative les principaux éléments des comptes intégrés pour l'ensemble des agents intérieurs et ceux du reste du monde.

Les tableaux n^{os} 27 et 28 présentent les comptes intégrés de l'ensemble de l'économie nationale (S.1) et du reste du monde (S.2). Ils permettent de dégager les principaux flux ayant caractérisé l'activité économique entre 2008 et 2009

Le chapitre 1 présente les comptes des agents de l'économie nationale qui font apparaître les principaux agrégats : le compte de production, le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus, le compte de distribution secondaire des revenus, le compte d'utilisation des revenus, le compte de capital et enfin le compte financier.

Le chapitre 2 expose l'estimation des principaux éléments de la balance des paiements répartis dans quatre comptes : le compte des échanges de biens et services, le compte des revenus et des transferts courants, le compte de transfert en capital et enfin le compte financier.

Les comptes d'agents qu'il a été possible d'établir concernent les comptes de l'administration centrale et les comptes des banques commerciales. Ces comptes sont reproduits en annexe.

Tableau n° 27
Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1) 2008-2009

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2008	2009	2008	2009
I. Compte de Production				
P11. Production marchande			57 452	61 676
P12. Production non marchande			6 686	7 384
D2-D3. Imp. - subv. /produits			7 209	8 976
P2. Consommation intermédiaire	26 001	25 386		
<i>B1. Valeur ajoutée brute (PIB)</i>	<i>45 346</i>	<i>52 650</i>		
Total	71 348	78 036	71 348	78 036
II.1. Compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires				
B1. PIB			45 346	52 650
D2-D3. Imp. - subv. /produits	7 209	8 976	7 209	8 976
D41. Intérêts	6 524	8 308	6 393	7 826
<i>secteur privé</i>	2 740	3 837		
<i>secteur public</i>	3 784	4 471		
D1+D4..Salaires et autres revenus	30 717	34 720	31 590	36 489
<i>B5. Solde des rev. prim. (RNB)</i>	<i>46 089</i>	<i>53 937</i>		
Total	90 538	105 941	90 538	105 941
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus				
B5. RNB			46 089	53 937
D5. Impôts directs	2 735	3 089	2 735	3 089
D61. Cotisations sociales	1 084	1 145	1 084	1 145
D62. Prestations sociales	1 901	2 334	1 926	2 360
D79. Autres transferts courants	528	548	12 296	14 985
<i>B6. Solde des rev. sec. (RNDB)</i>	<i>57 882</i>	<i>68 400</i>		
Total	64 130	75 517	64 130	75 517
II.4. Compte d'utilisation des revenus				
P2. Consommation	44 704	49 043		
<i>B8. Epargne brute</i>	<i>13 177</i>	<i>19 357</i>		
Total = RNDB	57 882	68 400	57 882	68 400
III. 1 Compte de capital				
B8. Epargne brute			13 177	19 357
P51. Format. br.de capital fixe	13 809	18 063		
D9. Transfert de capital	8	38	3 936	9 674
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>3 296</i>	<i>10 930</i>		
Total	17 113	29 031	17 113	29 031
III. 2 Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			3 296	10 930
F2. Numéraires et dépôts	18 608	32 231	13 390	20 323
F3. Titres autres qu'actions	6 922	8 061	7 369	6 429
F4. Crédits	4 582	5 385	3 890	3 461
F5. Actions / Participations	-1 314	2 494	853	7 028
Total	28 798	48 171	28 798	48 171

Tableau n° 28

Comptes du reste du monde (S.2) 2008-2009

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2008	2009	2008	2009
I. Opérations sur biens et services				
Importations			24 244	25 183
Exportations	11 077	10 728		
<i>B11. Balance commerciale</i>	<i>13 167</i>	<i>14 456</i>		
Total	24 244	25 183	24 244	25 183
II. Compte des revenus primaires et des transferts courants				
B11. Balance commerciale			13 167	14 456
D1. Salaires et assimilés	1 421	2 314	687	698
D41. Intérêts	1 863	1 037	1 993	1 519
D4... Autres revenus	637	717	498	563
D62. Prestations sociales	25	26		
D79. Autres transferts courants (net)	11 767	14 437		
<i>B12. Balance courante</i>	<i>632</i>	<i>-1 294</i>		
Total	16 345	17 236	16 345	17 236
III. 1 Compte de capital				
B12. Balance courante			632	-1 294
D9. Transfert de capital (net)	3 928	9 636		
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>-3 296</i>	<i>-10 930</i>		
Total	632	-1 294	632	-1 294
III. 2 Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			-3 296	-10 930
F2. Numéraires et dépôts (nets)			5 218	11 908
F3. Titres autres qu'actions	447	-1 633		
F4. Crédits	-692	-1 923		
F5. Actions / Participations	2 167	4 534		
Total	1 922	978	1 922	978

Chapitre 1

Les comptes intégrés de l'économie nationale

Les différentes opérations effectuées entre les agents économiques ou les flux découlant de l'activité économique sont réparties dans les six catégories ou sous-catégories de comptes suivantes : (les numéros sont les codes de la nomenclature internationale des comptes)

- I. Le compte de production
- II.1. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus
- II.2. Le compte de distribution secondaire des revenus
- II.4. Le compte d'utilisation des revenus
- III.1. Le compte de capital
- III.2. Le compte financier

Ces comptes permettent de dégager les principaux agrégats caractérisant l'activité économique. Ces agrégats sont résumés dans le tableau n° 29 ci-dessous

Tableau n° 29
Evolution des principaux agrégats 2005-2009

Nature de l'agrégat	<i>En milliards de LL</i>				
	2005	2006	2007	2008	2009
PIB	32 945	33 917	37 926	45 346	52 650
+Revenus nets des facteurs	259	-209	-225	743	1 287
=RNB	33 204	33 707	37 701	46 089	53 937
+Transferts courants nets	4 305	6 708	6 594	11 792	14 463
=RNBD	37 509	40 415	44 295	57 882	68 400
-Consommation	-32 727	-33 252	-36 984	-44 704	-49 043
=Epargne nationale brute	4 782	7 163	7 312	13 177	19 357
+transferts de capital nets	1 431	4 461	2 192	3 928	9 636
=Epargne brute disponible	6 213	11 625	9 504	17 105	28 993
-FBCF	7 222	7 733	10 462	13 809	18 063
=Cap.(+)/Bes.(-) de financemt.	-1 010	3 892	-958	3 296	10 930
+Financement extérieur	2 136	321	4 029	1 922	978
=Balance des paiements	1 126	4 213	3 070	5 218	11 908

Note : Les chiffres de 2005 à 2008 ont été révisés

Ainsi :

- La production intérieure brute (PIB) est le solde du compte de production de l'ensemble des agents économiques
- Le revenu national brut (RNB) est tiré du compte de distribution primaire des revenus
- Le revenu national brut disponible (RNBD) est le solde du compte de distribution secondaire des revenus
- L'épargne nationale brute est le solde du compte d'utilisation des revenus
- L'épargne nationale brute disponible et la capacité ou le besoin de financement sont déduits du compte de capital

- Le solde de la balance des paiements apparaît dans le compte financier sous la rubrique « variation du numéraire et des dépôts ».

Les détails de ces comptes sont présentés dans les sections qui suivent.

Section I. Le compte de production

Le compte de production enregistre en ressources la valeur de la production perçue par différents agents économiques et en emplois la valeur de la consommation intermédiaire. Le solde de ce compte est égal au produit intérieur brut ou PIB.

La valeur de la production est subdivisée en : production marchande (P.11), production non marchande (P.12) et en impôts moins subventions sur les produits (D.2 – D.3).

a) La production marchande (P.11)

La production marchande est égale aux recettes hors taxes de toutes les unités de production provenant de la vente de biens et services. Cependant, vu les méthodes d'estimation adoptée en l'absence de statistiques adéquates, la valeur de la production marchande décrite ici comprend aussi la valeur de la production autoconsommée.

La valeur de cette production est égale à la somme de la production de tous les secteurs marchands calculée aux prix du marché, diminuée des impôts indirects et augmentée des subventions d'exploitation.

Le détail de la production marchande évaluée aux prix payés par les utilisateurs est donné dans le chapitre premier de la première partie.

b) La production non marchande (P.12)

La production non marchande, telle qu'elle apparaît dans ces comptes, représente uniquement l'estimation de la production des administrations publiques. Elle ne comprend donc pas la valeur de la production autoconsommée des ménages ni celle des associations à but non lucratif.

La méthode d'estimation de cette production est donnée dans le chapitre premier de la première partie.

c) Les impôts nets des subventions sur les produits (D.2 – D.3)

En principe, seuls les impôts spécifiques sur les produits nets des subventions devraient figurer dans ce compte. Mais, faute d'informations suffisantes, c'est l'ensemble des impôts indirects rentrant dans le compte d'exploitation des entreprises qui a été retenu. Ceux-ci comprennent les éléments suivants : les droits de douanes, les taxes sur la consommation de certains produits dont, à partir de 2002, la TVA, les bénéfices des entreprises publiques et enfin les taxes municipales et autres taxes.

Les taxes municipales reportées ont été révisées à la suite du dépouillement des comptes de municipalités les plus importantes et d'un échantillon de petites et moyennes municipalités pour les années 2004 et 2005. Les taxes des autres années sont estimées à partir des indications tirées des comptes du Trésor qui collecte certaines taxes pour le compte des municipalités. Elles comprennent une part d'ajustement nécessaire à l'équilibre des comptes du secteur public. Quant aux autres taxes, elles sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat. Le tableau n° 30 donne l'évolution des différents types d'impôts indirects de 2005 à 2009.

Tableau n° 30
Les impôts indirects par nature 2005-2009

Nature de la taxe	En milliards de LL				
	2005	2006	2007	2008	2009
Droits de douanes	481	461	556	686	768
Taxes sur la consommation	2 440	2 349	2 580	3 600	4 917
Bénéfices des entreprises publiques	1 657	1 423	2 006	2 020	2 448
Timbres et autres	261	259	292	350	396
Taxes municipales et ajustement	427	469	349	601	521
-subventions	-19	-26	-22	-48	-74
Total	5 247	4 936	5 761	7 209	8 976

Note : les comptes de 2007 et 2008 ont été révisés.

Les droits de douanes, après une période de baisse de 2001 à 2003, suite à la politique adoptée par le gouvernement de remplacer progressivement ces droits par la TVA, sont repartis à la hausse en 2004 avec cependant un rythme de croissance inférieur à celui de la croissance des importations. Le ratio droits / valeur douanière des importations a passé de 4,3% en 2003 à 3,1% en 2007, à 2,8% en 2008 et 3,1% en 2009.

Comme le montre le tableau n° 31, *les taxes sur la consommation* sont constituées en grande partie de la TVA qui a été introduite en 2002.

Tableau n° 31
Les taxes sur la consommation par nature 2005-2009

Nature de la taxe	En milliards de LL				
	2005	2006	2007	2008	2009
- sur la valeur ajoutée	1 560,8	1 660,2	1 803,0	2 583,8	2 888,6
- sur le tabac	190,8	162,0	211,2	246,1	277,2
- d'embarquement à l'aéroport	83,8	64,4	84,1	106,9	123,0
- sur les carburants	362,2	230,3	184,7	112,3	999,2
- sur les voitures	230,5	216,5	286,6	538,8	614,2
- Autres	11,9	16,0	10,6	12,6	14,7
Total	2 440,0	2 349,3	2 580,2	3 600,4	4 916,9

Entre 2004 et 2007, le taux de croissance de la TVA a été en moyenne de 5,9% par an. Il aurait atteint 43,2% en 2008 et 11,8% en 2009. En fait, en l'absence de la clôture des comptes, les données de 2008 et 2009 sont provisoires, le vrai taux de croissance de la TVA en 2008, d'après les rapports du ministère des finances serait de 29%. La baisse des taxes sur les carburants enregistrée

régulièrement de 2004 à 2008 est due à la politique de stabilisation des prix de l'essence. La chute des prix à l'importation de l'essence en 2009 a permis à l'Etat de hausser les taxes sur les carburants d'où leur montant élevé.

Les bénéficiaires des entreprises publiques sont comptés comme des impôts sur les produits car les prix des biens et services produits par ces entreprises sont fixés par l'Etat. Ce sont les bénéficiaires des entreprises publiques de télécommunications qui sont les plus importants et ont accusé une très forte croissance durant les dernières années : ils ont passé de 141 milliards en 1997 à 1 310 milliards en 2004 et à 1 456 milliards en 2005. On les estime à 1 298 milliards de LL en 2006 et à 1 660 milliards en 2007, à 1 734 milliards en 2008 et à 2 054 milliards de LL en 2009.

Quant aux subventions aux entreprises publiques qui apparaissent dans les comptes de l'Etat, elles se présentent comme suit : (Tableau n° 32)

Tableau n° 32
Les subventions aux entreprises publiques 2005-2009

Entreprise	En milliards de LL				
	2005	2006	2007	2008	2009
Office du blé et betterave	-	5,0	-	30,7	45,0
Offices des eaux	-	-	-	-	-
Transport en commun	15,0	13,0	15,9	10,0	18,1
Télévision Liban	4,0	4,0	4,0	4,0	7,0
Autres	0,3	4,0	2,0	3,0	4,0
Total	19,3	26,0	21,9	47,7	74,1

Les subventions accordées à l'Electricité du Liban, ne sont pas reportées dans les dépenses budgétaires de l'Etat. Elles sont enregistrées dans les comptes du Trésor comme avances aux établissements publics et traitées comme une opération financière. Les dettes de l'Electricité du Liban au Trésor ont augmenté de 81 milliards de LL en 2003, de 511 milliards en 2004 et de 734 milliards en 2005. Les comptes du Trésor pour les années suivantes ne sont pas encore disponibles en détail. Cependant, les rapports périodiques du ministère des finances font état des dépenses du Trésor pour le compte de l'Electricité du Liban durant les années 2006, 2007, 2008 et 2009 respectivement de 1 371, 1 497, 2 430 et 2 259 milliards de LL. A noter aussi que les subventions indirectes aux planteurs de tabacs dont les montants ne sont pas connus, sont déduites des taxes sur le tabac manufacturé.

d) Les emplois intermédiaires

Les emplois intermédiaires sont égaux aux achats par les unités de production de biens et services consommables diminués des variations de stocks. Ils sont évalués aux prix du marché, c'est-à-dire toutes taxes comprises.

La consommation intermédiaire des différents secteurs d'activité est décrite dans le premier chapitre de la première partie.

Section II. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus

On entend par revenus primaires la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans la valeur du PIB. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires enregistre en ressources le PIB et tous les revenus primaires reçus par les agents nationaux. Il enregistre en emplois les revenus primaires payés par les agents nationaux. Le solde de ce compte dégage le second agrégat important à savoir le revenu national brut ou RNB. Etabli pour les unités de production seulement, le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires permet de décomposer le PIB suivant l'optique du revenu.

a) L'optique revenu du PIB

Le tableau n° 33 suivant montre la répartition du PIB suivant la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans sa valeur : salaires et assimilés, impôts nets des subventions sur les produits, intérêts, autres revenus et les amortissements.

Tableau n° 33
La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2005-2009

Eléments du PIB	<i>En milliards de LL</i>				
	2005	2006	2007	2008	2009
Impôts – subventions /produits	5 247	4 936	5 761	7 209	8 976
Intérêts	3 180	2 925	3 631	2 740	3 837
Salaires et autres revenus	21 497	22 856	25 152	30 717	34 720
Amortissements (solde)	3 020	3 199	3 382	4 681	5 117
Total =PIB	32 945	33 917	37 926	45 346	52 650

Les salaires et assimilés représentent l'ensemble des charges salariales supportées par les entreprises et les administrations publiques. Les salaires payés par les administrations publiques sont tirés des comptes du secteur public, leur évolution est reportée dans le tableau n° 10 (voir première partie, chapitre 1, section VIII). Quant aux salaires et autres charges salariales payées par les entreprises, ils ont fait l'objet d'estimation lors de l'établissement des comptes de 1997 grâce aux données d'enquêtes. La part des salaires dans le PIB était de 35,5% : 83,2% dans le secteur administratif et 29,1% dans le secteur marchand. Malheureusement il n'existe pas d'informations suffisantes sur la période 1998-2009 qui permettent de connaître l'évolution de cette part. L'enquête sur les grandes entreprises effectuée en 2004 et portant sur 240 établissements industriels, 270 établissements de service (à l'exclusion des services de télécommunication, de finances et d'éducation) et 96 de commerce, a révélé les ratios charges salariales / valeur ajoutée brute en 2002 et 2003 suivants :

<u>Secteur</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
Industrie	24,6%	24,2%
Services	32,4%	32,9%
Commerce	10,5%	10,9%

La part des impôts indirects nets des subventions dans le PIB a par contre évolué de façon significative entre 1997 et 2004, passant de 10,5% en 1997 à 16,7% en 2004. Cette dernière évolution est due à l'introduction de la TVA en février 2002 et à l'élargissement de son assiette

durant les deux années suivantes. En 2005 et 2006, par contre, la baisse de la consommation a entraîné une baisse des impôts indirects et de leur part dans le PIB qui recule à 15,9% puis à 14,7%. Avec la reprise de la consommation en 2007 et 2008, la part des impôts indirects dans le PIB remonte respectivement à 15,2% et 15,9%. En 2009, suite à la hausse importante des taxes sur les carburants, la part des impôts indirects dans le PIB atteint 17%.

Les intérêts représentent la rémunération du capital financier versée par les entreprises aux propriétaires de ces capitaux. Ils ne comprennent pas les intérêts versés par les administrations. En effet, par convention, ces intérêts ne rentrent pas dans l'estimation de la production non marchande et par conséquent ne font pas partie du PIB.

Pour estimer les charges d'intérêts supportées par les entreprises, les comptes présentés ici ont retenu la rémunération des dépôts auprès des banques commerciales et des banques d'investissements. Les intérêts servis par les banques ont été répartis entre les agents débiteurs au prorata de leur endettement vis-à-vis des banques. Il convient de préciser qu'une partie des intérêts encaissés par les banques représente la rémunération de leur service d'intermédiation financière.

Tableau n° 34

Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations 2005-2009

	<i>En milliards de LL</i>				
Données des banques	2005	2006	2007	2008	2009
Intérêts reçus					
sur bons du Trésor	1 978	2 502	2 754	3 173	3 545
des non-résidents	279	1 047	1 047	1 744	889
d'autres débiteurs	4 429	4 173	5 009	4 074	5 551
Total	6 686	7 722	8 810	8 992	9 985
Intérêts payés aux déposants	4 801	5 413	6 386	6 046	6 902
<i>Ratio intérêts payés/reçus</i>	<i>0,718</i>	<i>0,701</i>	<i>0,725</i>	<i>0,672</i>	<i>0,691</i>
Imputation des intérêts servis aux déposants à la charge des :					
administrations	1 420	1 754	1 996	2 134	2 451
non-résidents	200	734	759	1 173	615
Entreprises	3 180	2 925	3 631	2 740	3 837
Total	4 801	5 413	6 386	6 046	6 902

Ainsi, les intérêts payés par le secteur privé (principalement les entreprises) aux propriétaires des dépôts via les banques ont été évalués à 3 631 milliards en 2007, 2 740 milliards en 2008 et à 3 837 milliards de LL en 2009 ; soit respectivement 9,6%, 6,0% et 7,3% du PIB. En 1997 cette part s'élevait à 5,3% seulement.

Quant aux intérêts payés par le secteur public et qui ne rentrent pas dans la valeur du PIB, mais inscrits quand même dans le compte de répartition primaire d'après les conventions internationales, ils sont tirés des comptes des administrations publiques après déduction de la valeur des services bancaires. Ces services sont estimés en appliquant le ratio services bancaires sur intérêts du tableau n° 34 aux intérêts reçus sur bons du Trésor par les banques. Le tableau suivant donne l'évolution des charges de la dette publique et leur répartition entre intérêts et services bancaires.

Tableau n° 35
Evolution des charges de la dette publique et de la part des intérêts dans les charges

Décomposition des charges	2005-2009			<i>En milliards de LL</i>	
	2005	2006	2007	2008	2009
Service de la dette	3 724	4 375	5 328	5 062	5 836
- valeur des services bancaires	693	903	935	1 278	1 365
= Intérêts payés	3 031	3 472	4 393	3 784	4 471

Les autres revenus sont composés des dividendes versés aux propriétaires des capitaux engagés dans la production et des revenus mixtes des entrepreneurs individuels. Ces revenus ont fait l'objet d'une estimation globale en 1997, la rémunération des actionnaires restant inconnue. Comme pour les salaires, l'estimation de tels revenus est donnée pour l'année 1997 seulement ; leur part relative dans le PIB était de 42,3%.

En raison de l'insuffisance d'information, les salaires et les revenus autres que les intérêts ont été regroupés dans un même agrégat à partir de 1998.

Les amortissements sont en fait le résidu du compte d'exploitation des entreprises augmenté de la valeur estimée de l'amortissement du capital fixe des administrations publiques. Ce dernier élément est donné dans le tableau n° 10 montrant le calcul de la valeur de la production non marchande.

b) Calcul du revenu national brut (RNB)

Le RNB est égal au solde du compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires de l'ensemble des agents économiques nationaux. Il est donc égal au PIB plus le solde (ressources – emplois) des revenus primaires qui est égal au revenu net des facteurs provenant du reste du monde. Ces derniers sont tirés des comptes du reste du monde S.2 (tableau n° 28), comptes qui sont exposés au chapitre suivant.

Les soldes des trois types de revenus primaires (salaires, intérêts et autres revenus) sont détaillés dans le tableau n° 36.

Tableau n° 36
Composition du revenu national brut 2005-2009

Éléments du RNB	<i>En milliards de LL</i>				
	2005	2006	2007	2008	2009
PIB	32 945	33 917	37 926	45 346	52 650
Intérêts extérieurs nets	143	277	76	-131	-483
Autres revenus extérieurs nets	116	-487	-301	873	1 769
Total = RNB	33 204	33 707	37 701	46 089	53 936

Après quatre années de dégradation des revenus extérieurs nets entraînant une croissance du revenu national brut plus faible que celle du PIB, les années 2006 et 2007 ont connu une reprise de tels revenus : l'emploi d'étrangers diminue légèrement et les revenus du travail des libanais à l'étranger augmentent sensiblement, d'après les estimations de la BDL. Par ailleurs, avec la baisse des taux d'intérêts à l'étranger, les intérêts servis aux non résidents ont dépassé ceux reçus par les libanais sur

leurs placements à l'étranger. En 2009, la baisse du revenu des placements a été largement compensée par la hausse des revenus des travailleurs libanais à l'étranger. Le revenu national brut a augmenté légèrement plus vite que le PIB en valeur nominale (17% contre 16,1% pour le PIB).

Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus

Le compte de distribution secondaire des revenus enregistre en ressources le revenu national brut (RNB) et les ressources des agents nationaux provenant des différents types de transferts à savoir : les impôts directs, les cotisations sociales, les prestations sociales et les transferts courants. Les paiements de tels transferts effectués par les agents nationaux sont reportés en emplois. Le solde de ce compte est donc égal au RNB augmenté des transferts courants nets provenant de l'étranger. On obtient ainsi le troisième agrégat utile à l'étude du fonctionnement de l'économie nationale, appelé « Revenu national brut disponible » (RNBD).

a) *Les impôts directs*

Les impôts directs sont des prélèvements obligatoires effectués par les administrations sur les ressources des agents nationaux. Ils sont inscrits en emplois du secteur privé et en ressources des administrations.

On distingue deux types d'impôts directs : l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la propriété. L'impôt sur les voitures privées est analogue à celui sur la propriété et a été compté avec les impôts directs contrairement au classement administratif qui l'englobe parmi les impôts sur la consommation. Le tableau n° 37 ci-dessous reporte les montants encaissés par l'administration centrale au titre de ces impôts tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat.

Tableau n° 37
Répartition des impôts directs par nature 2005-2009

Nature de l'impôt	<i>En milliards de LL</i>				
	2005	2006	2007	2008	2009
Impôt sur le revenu	907	1 184	1 142	1 564	1 839
Impôts sur la propriété	409	579	526	786	808
Impôts sur les voitures	237	265	276	385	441
Total	1 554	2 029	1 944	2 735	3 089

b) *Les cotisations sociales*

Les cotisations sociales qui ont pu être recensées dans ces comptes concernent les cotisations encaissées par la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale et les prélèvements effectués par l'Etat sur le salaire des fonctionnaires pour alimenter la caisse de retraite. Les cotisations obligatoires à d'autres caisses telles que la coopérative des fonctionnaires ont été négligées faute de statistiques.

Toutes les cotisations, y compris celles payées par les patrons à la CNSS sont supposées être payées par les salariés puisqu'elles sont comptées dans la rémunération du travail. Elles sont inscrites en ressources des administrations.

Les paiements de l'Etat à la CNSS sont classés dans le budget comme des transferts et non comme des cotisations dues en tant que patron employant des contractuels n'ayant pas le statut de fonctionnaire et donc soumis au code du travail. Ces paiements sont sporadiques (60 milliards en 2000, 80 milliards en 2004, 340 milliards en 2005, 220 milliards en 2006 et 100 milliards de LL en 2008). Ces paiements ont été exclus à la fois de la rémunération des travailleurs et des cotisations sociales.

Tableau n° 38
Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2005-2009

Nature de la cotisation	En milliards de LL				
	2005	2006	2007	2008	2009
Cotisation à la CNSS	946	865	1 049	999	1 050
Cotisation des fonctionnaires	85	85	79	85	95
Total	1 031	951	1 128	1 084	1 145

c) Les prestations sociales

Les prestations sociales qui apparaissent en ressources du compte II.2 sont supérieures à celles inscrites en emplois du fait que des ménages résidents reçoivent, en plus des prestations locales, des pensions de retraite payées par des organismes non-résidents. Le montant de ces pensions avait été estimé en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 23 milliards de LL. Il a été maintenu constant ou augmenté légèrement tout au long de la période suivante par manque d'informations.

Tableau n° 39
Répartition des prestations sociales reçues par nature 2005-2009

Nature de la prestation	En milliards de LL				
	2005	2006	2007	2008	2009
Prestations de la CNSS	801	829	939	885	1 019
<i>Allocations maladie</i>	439	451	536	492	548
<i>Allocations familiales</i>	221	231	224	241	245
<i>Indemnité de fin de service</i>	141	147	179	152	226
Pensions de retraite					
payées par l'Etat	874	935	924	1 016	1 316
par l'Extérieur	23	23	24	25	26
Total	1 698	1 787	1 872	1 926	2 360

Quant aux prestations servies par les agents nationaux (inscrites en emplois), elles se limitent aux allocations et indemnités versées par la CNSS et aux pensions de retraite servies par l'Etat. Les premières ont passé de 407 milliards de LL en 1997 à 812 milliards en 2004 puis à 885 milliards de LL en 2008 et à 1 019 en 2009 et les secondes de 528 à 821 milliards puis à 1 016 milliards et à 1 316 milliards de LL durant la même période

Comme pour les cotisations, les prestations fournies par d'autres caisses ont été négligées dans la présente comptabilité.

d) Les transferts courants et calcul du RNBD

La rubrique « transferts courants » groupe trois types de flux : les recettes non fiscales de l'Etat, l'aide apportée par l'Etat aux individus, associations et autres organismes du secteur privé résidents ou non et enfin les transferts courants effectués par les non-résidents aux résidents.

Les deux premières rubriques sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat à un ajustement près concernant les aides effectuées par l'intermédiaire d'autres administrations.

Les transferts extérieurs nets résultent des méthodes adoptées pour l'estimation des différentes rubriques de la balance des paiements, méthodes qui sont exposées dans le chapitre suivant.

Tableau n° 40
Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2005-2009

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature du transfert	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes non fiscales	283	296	327	336	337
Aides	124	175	170	192	211
Transferts extérieurs nets	4 282	6 685	6 570	11 767	14 441
Total	4 689	7 156	7 067	12 296	14 990

Le solde du compte de la distribution secondaire des revenus est égal au revenu national brut augmenté des paiements extérieurs nets au titre de la distribution secondaire, ainsi que le montre le tableau n° 41 ci-dessous.

Tableau n° 41
Calcul du RNBD 2005-2009

	<i>En milliards de LL</i>				
	2005	2006	2007	2008	2009
RNB	33 204	33 707	37 701	46 089	53 936
Allocations reçues de l'extérieur	23	23	24	25	26
Transferts extérieurs nets	4 293	6 692	6 577	11 785	14 459
Moins coop. internationale	-11	-7	-7	-17	-17
Total = RNBD	37 509	40 415	44 295	57 882	68 404

De 1997 à 2002, les transferts extérieurs nets ont eu tendance à baisser. Par suite, la croissance du RNBD durant cette période a été plus faible que celle du PIB. En 2003 les résultats de la balance des paiements ont fait apparaître un fort mouvement de transfert vers le Liban (voir chapitre suivant) d'où une croissance du RNBD plus forte que celle du PIB en valeur courante (12,8% contre 5,5% pour le PIB). Le niveau des transferts extérieurs nets qui avait atteint 18,3% du PIB en 1997, baisse à 11,6% du PIB en 2005 pour remonter de façon remarquable durant les quatre années consécutives 2006-2009, années où la balance des paiements enregistre à nouveau de forts excédents. Ces transferts représentent 16,9% du PIB en 2007, 25,2% en 2008 et 27,2% en 2009.

Section IV. Le compte d'utilisation des revenus

Le compte d'utilisation du revenu enregistre en emploi la consommation nationale et en ressources le revenu national brut disponible. Le solde de ce compte est égal à l'épargne nationale.

Après une croissance en 1998, l'épargne nationale apparaît en baisse constante, surtout à partir de l'année 2000 jusqu'en 2002. Ainsi le taux d'épargne globale qui était de 13,4% en 1997, tombe à 7,7% en 2002. Cette évolution semble liée à celle des transferts extérieurs qui ont fortement chuté durant la dernière période, ainsi qu'il ressort de l'étude de la balance des paiements. Aussi, avec la reprise de tels transferts en 2003, le taux d'épargne atteint 12,4%. En 2004, il recule à 12% et remonte à 12,7% en 2005. Durant les années 2006 à 2009, la croissance des revenus disponibles est plus élevée que celle de la consommation, d'où un taux atteignant 16,5% en 2007 et 22,8% en 2008 et 28,3% en 2009.

Section V. Le compte de capital

Le compte de capital enregistre en emplois la formation brute de capital fixe, la variation des stocks et les transferts en capital effectués par les agents nationaux. Il enregistre en ressource l'épargne brute et les transferts en capital reçus.

Les transferts en capital inscrits en emplois représentent l'aide à la reconstruction payée par l'Etat pour le retour des déplacés par la guerre ainsi que les transferts pour la reconstruction du Liban Sud. Importants au début (481 milliards de LL en 1997), ces transferts ont diminué progressivement pour devenir négligeables de 2002 à 2003. On note une légère reprise de ces subventions durant les deux années 2004 et 2005 où elles atteignent respectivement 129 et 121 milliards de LL. Elles sont estimées à 8 milliards en 2008 et 38 milliards de LL en 2009.

Les transferts inscrits en ressources comprennent, outre ceux inscrits en emplois, les transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers ont aussi diminué progressivement passant de 1 932 milliards en 1997 à 720 milliards de LL en 2002 mais ont repris les années suivantes pour atteindre 4 461 milliards en 2006, 2 191 milliards en 2007, 3 928 milliards de LL en 2008 et 9 636 milliards de LL en 2009. Ce n'est cependant qu'une estimation très rudimentaire résultant des estimations de la balance des paiements. Ces estimations sont exposées dans le chapitre suivant.

Le solde du compte de capital s'appelle, suivant qu'il est positif ou négatif, capacité ou besoin de financement. Dans son ensemble, l'économie libanaise a généralement eu un besoin de financement extérieur. Ces deux dernières années cependant, comme le montre le tableau n° 42 suivant, l'économie nationale a dégagé un excédent, la capacité de financement des ménages ayant dépassé largement les besoins de financement des entreprises et des administrations.

Tableau n° 42
Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent 2005-2009

	<i>En milliards de LL</i>				
Agent économique	2005	2006	2007	2008	2009
Administrations	-1 750	-2 279	-2 459	-848	-361
Entreprises	-4 063	-4 413	-7 053	-9 136	-12 871
Ménages	4 804	10 583	8 554	13 281	24 169
Total	-1 010	3 891	-958	3 296	10 937

Dans le système comptable adopté, en effet, la capacité de financement des ménages est égale à leur épargne augmentée des revenus non distribués des sociétés et des transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers sont supposés être versés entièrement aux ménages⁸. La capacité de financement des ménages, ainsi définie est donc tributaire des transferts extérieurs aussi bien courants qu'en capital. Ainsi en 2008 et en 2009, les transferts importants enregistrés amènent la capacité de financement des ménages à des niveaux record (plus de 13 mille milliards de LL en 2008 et plus de 24 mille milliards en 2009), dépassant largement les besoins de financement des entreprises et des administrations ces deux années-là.

Le besoin de financement des entreprises est égal à la formation brute de capital fixe dans le secteur marchand et à la variation des stocks diminuée des montants retenus comme amortissement. L'évolution du besoin de financement des entreprises a donc suivi celle des investissements dans le secteur privé qui étaient en régression en 2005 et en forte hausse en 2007, 2008 et 2009.

Quant au besoin de financement des administrations, il est égal au déficit du secteur public. Ce déficit qui était très largement supérieur à la valeur des investissements, a sensiblement diminué les deux dernières années. Il représentait 15,7% du PIB et 14,5% du RNBD en 2002. En 2007, ces ratios tombent respectivement à 7,7% et 6,5%. En 2009, le déficit public ne représente plus que 0,7% du PIB et 0,5% du RNBD. Rappelons cependant qu'il s'agit là du déficit budgétaire qui ne comprend pas le déficit des opérations du Trésor hors budget. Il aurait été plus important si les avances du Trésor à l'Electricité du Liban étaient enregistrées comme subventions et non comme avances : il aurait atteint 3 278 milliards en 2008 et 2 620 milliards de LL en 2009 soit respectivement 7,2% et 5% du PIB.

Section VI. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et droits et en ressources la variation des dettes des agents nationaux. Le solde du compte financier est égal à la capacité ou au besoin de financement. Cette égalité résulte du principe de l'équilibre général des comptes. Les méthodes d'estimation adoptées dans l'élaboration des comptes reposent en grande partie sur ce principe d'équilibre. Ainsi, la capacité de financement des ménages se traduit par un accroissement équivalent des créances et droits qu'ils détiennent, le besoin de financement des entreprises est couvert par l'accroissement des participations et par les crédits obtenus et enfin, le déficit des administrations se traduit par un accroissement égal de la dette publique nette des avances du Trésor.

⁸ Rappelons aussi que les entreprises individuelles ne sont pas groupées avec les ménages mais avec les autres entreprises.

Les créances et dettes retenues dans les comptes actuels sont classées, selon la nomenclature internationale, sous les quatre rubriques suivantes : Numéraires et dépôts (F2), Titres autres qu'actions (F3), Crédits (F4), Actions ou participations (F5).

a) La variation des numéraires et dépôts

Les numéraires et dépôts recensés ici ne concernent que les billets de banque en LL émis par la banque centrale, les dépôts détenus par les résidents du secteur privé auprès du système bancaire et les avoirs extérieurs nets des banques libanaises. Ils ne comprennent pas les billets de banque en dollars ou autres devises ni les dépôts auprès des banques à l'étranger détenus par les résidents (banques exclues). Les numéraires et dépôts détenus par le secteur public sont aussi exclus. Les chiffres adoptés découlent des données sur la masse monétaire établies par la banque du Liban.

La variation de la masse monétaire constitue une ressource pour le système bancaire et un emploi du secteur privé non bancaire. Il s'agit en grande partie des dépôts détenus par les ménages, la variation du compte caisse et banque des sociétés non financières pouvant être considérée comme négligeable. Ainsi la hausse de la variation de la masse monétaire de 9 554 milliards en 2007 à 13 390 milliards de LL en 2008 puis à 20 323 milliards de LL en 2009 est, en partie, le reflet de l'évolution de la capacité de financement des ménages (voir plus haut).

Tableau n° 43

Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire 2005-2009

Nature de la monnaie	<i>En milliards de LL</i>				
	2005	2006	2007	2008	2009
Monnaie en LL	-1 513	-987	1 353	12 494	14 165
Dépôts en devise	5 573	6 077	8 200	895	6 158
Total = ressources	4 060	5 090	9 554	13 390	20 323
Avoirs extérieurs nets des banques	1 126	4 213	3 070	5 218	11 908
Total = emplois	5 186	9 303	12 624	18 608	32 231

Note : La variation des dépôts en devise est calculée à taux de change constant

Les fortes fluctuations enregistrées dans la composition de la monnaie entre devises et livres libanaises découlent des variations conjoncturelles de la confiance dans la monnaie nationale et du différentiel d'intérêt. Il est à noter que les variations des dépôts en devises ont été calculées à taux de change constant.

Du côté des emplois, au montant de la variation de la monnaie détenue par les résidents s'ajoute l'accroissement des avoirs extérieurs nets détenus par les banques résidentes. Cette dernière est égale à celle des dépôts des banques libanaises à l'étranger diminués des dépôts des non-résidents. Elle est calculée à taux de change constant. Par définition cette variation est égale à celle du solde de la balance des paiements.

b) La variation des titres autres qu'actions

Seuls les bons du Trésor libanais ont été pris en compte, les titres du secteur privé ou étranger ont été négligés. Le tableau n° 44 ci-dessous donne la répartition des bons du Trésor par souscripteur⁹.

Est enregistrée en emplois la variation des bons du Trésor détenus par les banques et par les autres résidents. Ceux détenus par les administrations autonomes sont exclus par consolidation. En plus des bons souscrits par les résidents, les Administrations ont comme ressources les bons souscrits par les non-résidents. Il faut noter toutefois que la répartition des bons du Trésor entre souscripteurs résidents et non-résidents n'est pas connue avec précision. Les bons du Trésor en LL sont supposés être détenus par les résidents et ceux libellé en devises en circulation hors banques par les non résidents.

Tableau n° 44
Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2005-2009

Souscripteur	<i>En milliards de LL</i>				
	2005	2006	2007	2008	2009
	<i>B.T. en LL</i>				
Administrations	250	860	1 475	253	1 036
Banques*	2 791	344	2 626	6 715	4 383
Autres et ajustement	-871	396	-582	941	1 764
Total	2 170	1 600	3 519	7 909	7 183
	<i>B.T. en devises</i>				
Banques*	695	3 296	209	-952	2 334
Institutions financières	-33	9	69	218	-419
Autres	533	-1 864	250	447	-1 633
Total	1 196	1 442	528	-288	282
	<i>Ensemble des bons hors administration</i>				
Banques*	3 486	3 640	2 836	5 763	6 717
Résidents secteur privé	-904	299	-513	1 159	1 345
Non-résidents	533	-1 864	250	447	-1 633
Total consolidé	3 115	2 075	2 573	7 369	6 429

*Banque du Liban et banques commerciales

De 2004 à 2006, les émissions de bons de Trésor en devises tendent à remplacer celles en livres libanaises. Ce sont les banques qui ont souscrit à la plus grande partie de ces émissions. En 2007, le bilan de la banque du Liban fait apparaître à l'actif une diminution du portefeuille de bons du Trésor (-2 500 milliards de LL) en contrepartie d'une diminution au passif du poste « différence de change » inscrit au crédit du Trésor en vertu de l'article 115 du code de la monnaie et du crédit. Cette écriture comptable n'a pas été prise en compte dans le calcul des émissions nettes des remboursements. En 2008 et 2009, on observe un net regain pour les bons libellés dans la monnaie nationale dont les émissions nettes des remboursements ont dépassé le double de celles de 2007.

⁹ Les bons du Trésor souscrits par les banques sont tirés de leurs bilans tels que publiés par la BDL. Ceux souscrits par le public et les administrations sont estimés à partir des statistiques fournies par la BDL. Les variations des bons en devises sont calculées à taux de change constant. Des divergences plus ou moins importantes apparaissent entre les comptes du Trésor et les statistiques de la Banque centrale. Les chiffres adoptés dans les comptes sont le résultat d'un arbitrage.

c) La variation des crédits

Les montants inscrits en emplois représentent la variation des crédits bancaires tels qu'ils sont reportés dans les statistiques sur la situation monétaire ainsi qu'une estimation des avances du Trésor aux entreprises publiques. En l'absence d'un bilan consolidé pour l'ensemble des institutions financières les crédits accordés au secteur non financier par les établissements hors du système monétaire n'ont pas été comptabilisés dans le système comptable adopté. En ressources, les crédits comprennent aussi les emprunts extérieurs nets reçus par les administrations publiques.

Tableau n° 45
Variation des crédits selon leur nature 2005-2009

Nature des crédits	<i>En milliards de LL</i>				
	2005	2006	2007	2008	2009
<i>Crédits bancaires</i>					
Au secteur privé	678	1 163	914	5 778	4 976
Au secteur public (net)	-1 223	1 137	-118	-3 807	-2 079
<i>Crédits</i>	8	-9	-35	-8	-58
<i>- dépôts du secteur public</i>	-1 231	1 146	-83	-3 799	-2 021
Total des crédits bancaires	-545	2 300	796	1 971	2 897
Avances du Trésor	734	1 370	1 403	2 610	2 487
Total des emplois	188	3 670	2 199	4 582	5 385
Emprunts extérieurs	140	112	632	-692	-1 923
Total : ressources	329	3 783	2 831	3 890	3 461

Les crédits bancaires au secteur privé ont repris en 2004 après avoir subi un net ralentissement durant la période 1997-2003. Cette reprise s'est ralentie entre 2005 et 2007 pour reprendre avec plus de vigueur les deux années suivantes. Le montant des crédits nets des remboursements en 2008 et 2009 a largement dépassé le niveau atteint en 2004 : respectivement 5 778 et 4 976 milliards contre 1 464 milliards en 2004. Ce développement spectaculaire des crédits bancaires fait suite à un excédent de liquidité. Le tableau n°46 ci-dessous montre l'évolution de la répartition des crédits dans le secteur financier par secteur utilisateur telle que publiée par la Banque du Liban.

Ces crédits sont différents des crédits rapportés dans la situation monétaire car ils englobent les crédits accordés par les institutions de crédits en dehors du système monétaire. Ils permettent cependant de voir les variations dans la répartition des crédits par secteur et leur évolution. On voit par exemple que ce sont les crédits au secteur de la construction qui ont le plus progressé en 2008 tandis qu'en 2009 on assiste à une expansion des crédits aux individus destinés principalement à financer l'achat d'un logement.

Tableau n° 46
Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2005-2009

Secteur	<i>En milliards de LL</i>				
	2005	2006	2007	2008	2009
Agriculture	52	-16	34	74	-5
Industrie	191	31	592	753	226
Construction	-414	111	440	1 745	793
Commerce	-410	67	891	1 014	477
Services	80	782	1 675	1 301	434
Institutions financières	197	254	485	1 235	773
Autres organismes	189	15	190	306	-77
Individus	398	885	1 157	937	2 870
Total	283	2 130	5 462	7 355	5 492

Les créances du système bancaire sur le secteur public sont nettes des dépôts. La variation des crédits reflète plus celle des dépôts que celles des crédits à proprement parler. Ces derniers sont négligeables, les banques finançant le secteur public au moyen des souscriptions aux bons du Trésor. En 2008 et 2009, il semble que les très importantes souscriptions aux bons du Trésor de la part de la Banque du Liban et des banques commerciales (+5 763 milliards en 2008 et +6 717 milliards de LL en 2009) se soient traduites en grande partie par un accroissement des dépôts du Trésor auprès de la banque centrale (+3 799 et +2 021 milliards de LL respectivement en 2008 et 2009).

Les avances du Trésor aux entreprises publiques telles que l'Electricité du Liban ne sont pas connues avec précision. Le système de comptabilité publique actuel ne permet pas de connaître la ventilation des avances par bénéficiaire. Les chiffres indiqués sont approximatifs et permettent d'équilibrer les comptes des administrations publiques. Rappelons cependant que les sommes déboursées par le Trésor pour le compte de l'Electricité du Liban ont atteint, d'après les rapports du ministère des finances, 2 430 milliards de LL en 2008 et 2 259 milliards en 2009.

Les emprunts publics extérieurs rapportés sont ceux effectués par le CDR et autres organismes publics tels que recensés par la Banque du Liban. Le recours de l'Etat au financement extérieur se fait principalement à l'aide d'émission d'euro bonds.

d) La variation des actions ou participations

Il n'existe pas à l'heure actuelle des données sur les bilans des sociétés. Les chiffres indiqués en emplois représentent en principe la variation des droits des ménages sur la propriété des entreprises qu'elles soient des sociétés anonymes ou des entreprises individuelles. Ils comprennent aussi les montants déboursés par les ménages pour l'achat de logements neufs. Ces derniers montants avaient été estimés à 1 328 milliards en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. A défaut d'autres données sur les années suivantes, la participation des ménages à la formation brute du capital des entreprises est estimée par résidu.

En ressources, aux participations des résidents s'ajoutent les investissements directs des non-résidents. Ces derniers sont estimés dans le cadre de la balance des paiements. Voir chapitre suivant.

Chapitre 2

Les comptes du reste du monde et la balance des paiements

Les opérations effectuées avec le reste du monde sont enregistrées dans quatre comptes qui dégagent les principaux soldes de la balance des paiements :

- I. Le compte des opérations sur biens et services dont le solde est égal à la balance commerciale
- II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants dont le solde est égal à la balance courante
- III.1 Le compte des transferts en capital dont le solde est égal à la capacité ou au besoin de financement de l'extérieur
- III.2 Le compte financier dont le solde est égal au déficit ou à l'excédent de la balance des paiements.

Ces différents soldes sont repris dans le tableau n° 47.

Tableau n° 47
Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2005-2009

Nature de la balance	2005	2006	2007	2008	2009
Balance commerciale	7 004	7 069	9 520	13 167	14 456
+ revenus et transferts nets	-4 564	-6 499	-6 369	-12 535	-15 750
= balance courante	2 441	570	3 151	632	-1 294
+ Transferts nets de capitaux	-1 431	-4 461	-2 192	-3 928	-9 636
= Cap./bes. de financement	1 010	-3 891	958	-3 296	-10 930
+ Financement net	-2 136	-321	-4 029	-1 922	-978
<i>Crédits</i>	-533	1 864	-250	-447	1 633
<i>Bons du Trésor</i>	-67	23	-1 234	692	1 923
<i>Investissements directs nets</i>	-1 536	-2 208	-2 544	-2 167	-4 534
= balance des paiements	-1 126	-4 213	-3 070	-5 218	-11 908

Remarque : Un solde positif dans le compte de l'extérieur représente un déficit pour le pays, tandis qu'un solde négatif représente un excédent. Ainsi la balance des paiements a été excédentaire durant toute la période de 2005 à 2009.

Section I. Le compte des opérations sur biens et services

Le compte des opérations sur biens et services avec le reste du monde enregistre en emplois les exportations et en ressources les importations. Ces agrégats ont été passés en revue dans la première partie, chapitre 2 et chapitre 5. Le solde de ce compte appelé balance commerciale, a un sens plus large que le sens courant du terme puisque ces échanges ne se limitent pas seulement aux marchandises mais englobent aussi les exportations nettes de services.

La balance commerciale a été toujours déficitaire au Liban. Entre 1997 et 2002, le déficit des échanges de biens et services avec l'extérieur a régressé de 8 009 milliards de LL à 5 440 milliards suite à la stagnation des importations et à une croissance sensible des exportations. En 2003 et en 2004, suite à une croissance des importations plus importante que les exportations, le déficit est remonté à 6 242 milliards puis à 7 135 milliards de LL. En 2005 et 2006, le déficit se maintient presque au même niveau. A partir de 2007, il ne cesse d'augmenter : 9 570 milliards en 2007, 13 167 milliards en 2008 puis 14 456 milliards de LL en 2009. En 1997 ce déficit représentait 33% du PIB et 24,8% de la dépense nationale ; en 2002, il ne représente plus que 18,8% du PIB et 15,9% de la dépense nationale. Ces ratios remontent respectivement à 25,2% et 20,1% en 2007 et se rapprochent en 2008 de leur niveau de 1997 : 29% et 22,5% pour reculer légèrement en 2009 à 27,5% et 21,5%.

Notons que l'estimation de la balance commerciale a été révisée à la baisse suite à la révision à la hausse des exportations nettes de services.

Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants

Ce compte enregistre en emplois les revenus primaires payés aux résidents libanais par le reste du monde ainsi que les transferts nets de l'étranger. Il reprend en ressources le solde des opérations sur biens et services et enregistre les paiements de revenus primaires effectués par l'économie nationale à des non-résidents.

Le solde de ce compte est égal à celui de la balance courante des paiements. Comme la balance commerciale, cette dernière balance est généralement positive pour le reste du monde, ce qui dénote un déficit pour le Liban. Ses variations sont tributaires du mouvement des transferts courants. Suite aux forts mouvements de transfert enregistrés les deux dernières années, la balance courante atteint son plus bas niveau en 2008 et devient négative en 2009 accusant ainsi pour la première fois un excédent pour le Liban.

Ci-dessous un aperçu sur l'évolution des éléments rentrant dans ce compte.

a) Les revenus primaires

Appelés aussi revenus des facteurs, les revenus primaires comprennent les salaires, les intérêts et autres revenus du travail ou du capital.

Les salaires et autres revenus du travail reçus de l'extérieur par les résidents libanais avaient été estimés pour 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. Ces chiffres ont été projetés sur les années suivantes en prenant comme indicateur la fréquence des voyages des libanais à l'étranger. Quant aux salaires payés aux non-résidents, ils ont été projetés proportionnellement à la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. Cependant à la suite des nouveaux travaux entrepris par la Banque du Liban sur la balance des paiements de nouveaux indicateurs de l'évolution de ces revenus ont été adoptés, sans aboutir cependant à des chiffres plus fiables. (Voir tableau 28).

Les intérêts reçus par les résidents libanais sur leurs placements à l'étranger et les intérêts payés aux non-résidents sont estimés par la Banque du Liban dans le cadre des travaux sur la balance des paiements. Ces estimations montrent une nette régression des intérêts reçus qui tombent de 1 297 milliards de LL en 1997 à 549 milliards en 2003, tandis que les intérêts servis aux investisseurs non-résidents augmentaient considérablement, passant de 951 milliards de LL en 1997 à 1 652 milliards en 2003 après un pic de 1 747 milliards en 2002. En 2004 on assiste à une remontée des intérêts dans les deux sens mais le solde reste en faveur des non-résidents (1 813-946 milliards de LL). A partir de 2005 par contre les intérêts reçus par les Libanais dépassent ceux servis aux non résidents dégageant ainsi un surplus positif de 143 milliards de LL en 2005, de 277 milliards en 2006 et de 76 milliards de LL en 2007. En 2008 la tendance s'inverse à nouveau les résidents reçoivent de leurs placements à l'étranger moins que ce qu'ils payent aux non résidents : -130 milliards en 2008 et -483 milliards de LL en 2009

Jusqu'en 2007, les intérêts constituaient la part la plus importante des revenus primaires échangés avec l'extérieur. En 2008 et 2009, les salaires et autres revenus du travail des libanais expatriés a considérablement augmenté compensant le recul des revenus tirés des placements dans les banques étrangères. Ainsi, le revenu net des facteurs provenant du reste du monde a passé de -225 milliards de LL en 2007 à +743 milliards en 2008 et à +1 286 milliards en 2009. (Voir tableau n° 29).

b) Les transferts courants nets

Le Liban a de tout temps bénéficié d'un flux de transferts provenant de l'extérieur. Il n'existe aucune statistique sérieuse sur la nature et le montant de tels transferts. La méthode adoptée pour l'estimation des transferts courants a été de considérer tout le résidu de la balance des paiements, autrement dit la rubrique "erreurs et omission", comme des transferts et de le répartir entre transferts courants et transferts en capital suivant une clé de répartition dépendant de la conjoncture générale et en particulier de celle des investissements. Les clés de répartition résultant entre transferts courants et transferts en capital ont été, à un ajustement près, les suivantes : 0,7/0,3 en 1997, 1998 et 2004 ; 0,8/0,2 en 1999 ; 0,85/0,15 en 2000 et 2002 ; 0,9/0,1 en 2001 ; deux tiers/un tiers en 2003 ; trois quarts/un quart en 2005, 2007 et 2008 ; enfin 0,6/0,4 en 2006 et 2009.

La tendance générale des transferts extérieurs nets était à la baisse entre 1997 et 2002, Il était normal, vu la tendance à la baisse des investissements au Liban, de considérer que cette baisse ait touché plus les transferts en capitaux que les transferts courants. En 2003, le fort excédent de la balance des paiements a laissé entrevoir un mouvement massif de transferts vers le Liban dû à la hausse des revenus pétroliers. Les investissements dans le secteur privé ayant redémarré à la hausse, l'accroissement des transferts en capitaux a été considéré comme étant plus important que celui des transferts courants. Ce mouvement s'est maintenu en 2004 et 2005 mais à un niveau plus faible. On enregistre à partir de 2006 des niveaux record de transfert courant et en capital : plus de 10 mille milliards de LL en 2006, plus de 8 mille milliards en 2007 et plus de 15 mille milliards en 2008 et 24 mille milliards en 2009.

Aux transferts courants nets, il convient d'ajouter les paiements de pensions de retraites et autres prestations sociales reçus de l'extérieur. Ces paiements avaient été estimés à 23 milliards de LL en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages ; ils ont été maintenus constants jusqu'en 2006 et portés à 24 puis à 25 et 26 milliards de LL en 2007, 2008 et 2009.

Section III. Le compte des transferts en capital

Ce compte reprend en ressources la balance courante et en emplois les transferts nets de capitaux.

Les transferts nets de capitaux ont été estimés par la même méthode que les transferts courants : voir section précédente. Cette méthode d'estimation aboutit à faire apparaître des transferts extérieurs nets en capitaux en chute entre 1997 et 2002 : de 1 895 milliards de LL en 1997 à 494 milliards en 2002. A partir de 2003, ces transferts deviennent plus importants et varient entre 2 mille et 4 mille milliards de LL entre 2006 et 2008 et atteignent 9,6 mille milliards en 2009.

Vu l'équilibre général des comptes, le solde de ce compte est rigoureusement égal en valeur absolue au besoin ou à la capacité de financement de l'économie nationale. Sauf en 2003, 2006, 2008 et 2009, ce solde a été positif (pour l'extérieur donc négatif pour l'économie nationale) durant toute la période 1997-2009.

Section IV. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et en ressources la variation des dettes du reste du monde vis-à-vis de l'économie nationale. Le solde du compte financier est strictement égal à la capacité ou au besoin de financement. Les créances et dettes sont reportées nettes dans chaque catégorie.

En emplois, on trouve :

a) Les titres autres qu'actions

Il s'agit de la variation du portefeuille de bons du Trésor libanais détenus par les non-résidents. Ces montants sont estimés par la Banque du Liban. Voir chapitre précédent, section VI paragraphe b.

b) Les crédits

Il s'agit uniquement des emprunts extérieurs effectués par le CDR et autres organismes publics.

c) Les actions et participations

Les droits des non-résidents sur les entreprises résidentes comprennent en grande partie la propriété immobilière. A partir d'une estimation faite dans le cadre des comptes de 1997, la variation de ces droits a été projetée sur les années suivantes proportionnellement aux investissements directs retenus par la Banque du Liban dans l'estimation des éléments de la balance des paiements.

En ressources, on enregistre, outre la capacité de financement, la variation nette des avoirs extérieurs du système bancaire libanais sous la rubrique "numéraires et dépôts". Par définition, cette variation représente le solde final de la balance des paiements.

Comme on peut le constater, la balance des paiements est fortement déficitaire en 2001 puis excédentaire en 2002 par suite de la contribution des organismes étrangers au financement du Trésor libanais en exécution des décisions de Paris II. En 2003, la balance des paiements enregistre des excédents encore plus importants sous le double effet de la poursuite d'achat de bons du Trésor et de

l'apport des transferts en capitaux ou des transferts courants. En 2004, malgré l'importance de la masse des transferts, l'excédent de la balance des paiements est plus modeste du fait de la forte hausse des importations et d'une souscription plus modeste aux euros bonds. A partir de 2005, l'excédent de la balance des paiements résulterait d'une reprise des investissements directs principalement dans le secteur de l'immobilier et aussi en 2008 et 2009 d'un fort accroissement des transferts augmentant la capacité de financement de l'économie nationale.

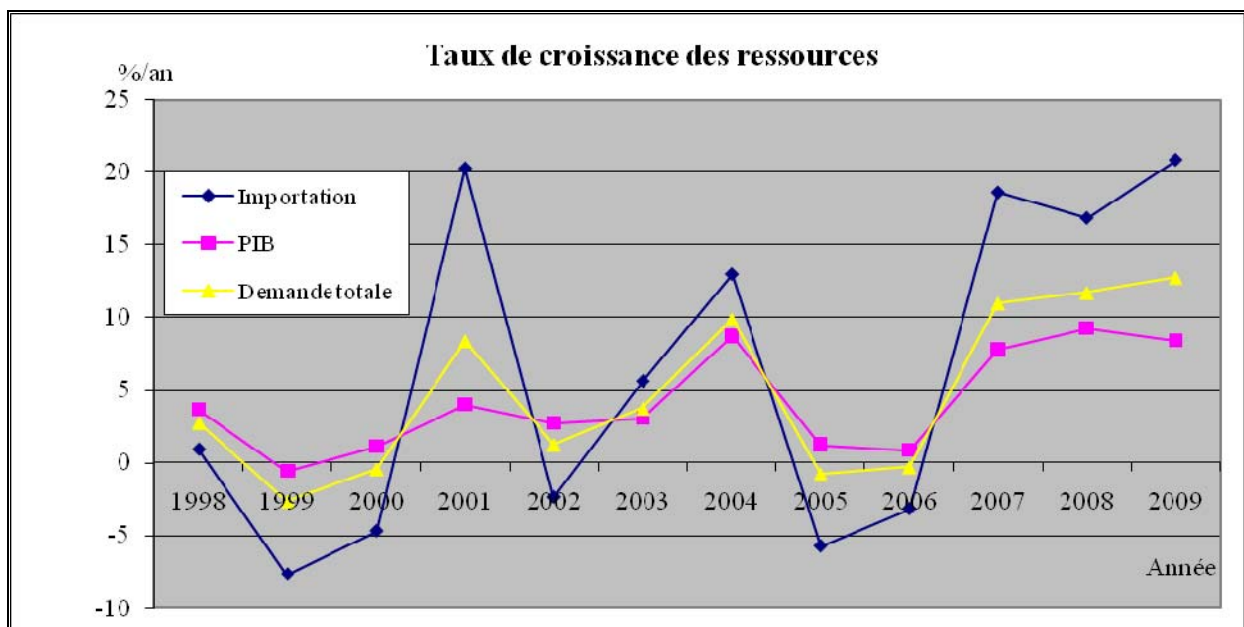
Conclusion

La projection des comptes économiques sur les années 2003 à 2009 suivant les méthodes mises au point lors de l'élaboration des comptes 1997-2002 a permis non seulement d'évaluer les évolutions macro-économiques mais aussi de repérer les changements survenus dans les caractéristiques de l'économie et des finances libanaises et de mesurer l'impact des événements politiques majeurs survenus durant ces dernières années sur l'activité économique. Voici en résumé les principaux faits qui s'en dégagent :

- a) *L'appareil productif libanais se caractérise par une certaine rigidité face aux variations de la demande qui agissent plus intensément sur les importations*

Le cycle de croissance amorcé en 2004 et interrompu en 2005 et 2006 a repris en 2007 et s'est poursuivi avec plus de vigueur en 2008 et en 2009. Cependant, la croissance du Produit Intérieur Brut a été systématiquement plus faible que celle de la demande : 7,5% en 2007, 9,3% en 2008 et 8,5% en 2009 contre une augmentation de la demande à prix constants respectivement de 10,4% de 11,8% et 12,8%. En sens inverse, la baisse de la demande n'entraîne pas forcément une baisse équivalente dans l'activité interne. Ainsi, en 2005 et 2006 alors que la demande globale reculait en termes réels de 1% et de 0,5%, le taux de croissance de l'économie restait positif (+1% en 2005 et +0,6% en 2006).

Par contre, toute variation de la demande entraîne une variation plus forte et dans le même sens des importations : ainsi le taux de croissance en termes réels des importations a été de 17,2% en 2007, de 16,9% en 2008 et de 20,7% en 2009. Durant les années 2005 et 2006 où la demande globale était en baisse, les quantités de biens importés ont baissé respectivement de 5,7% et 3,2%.



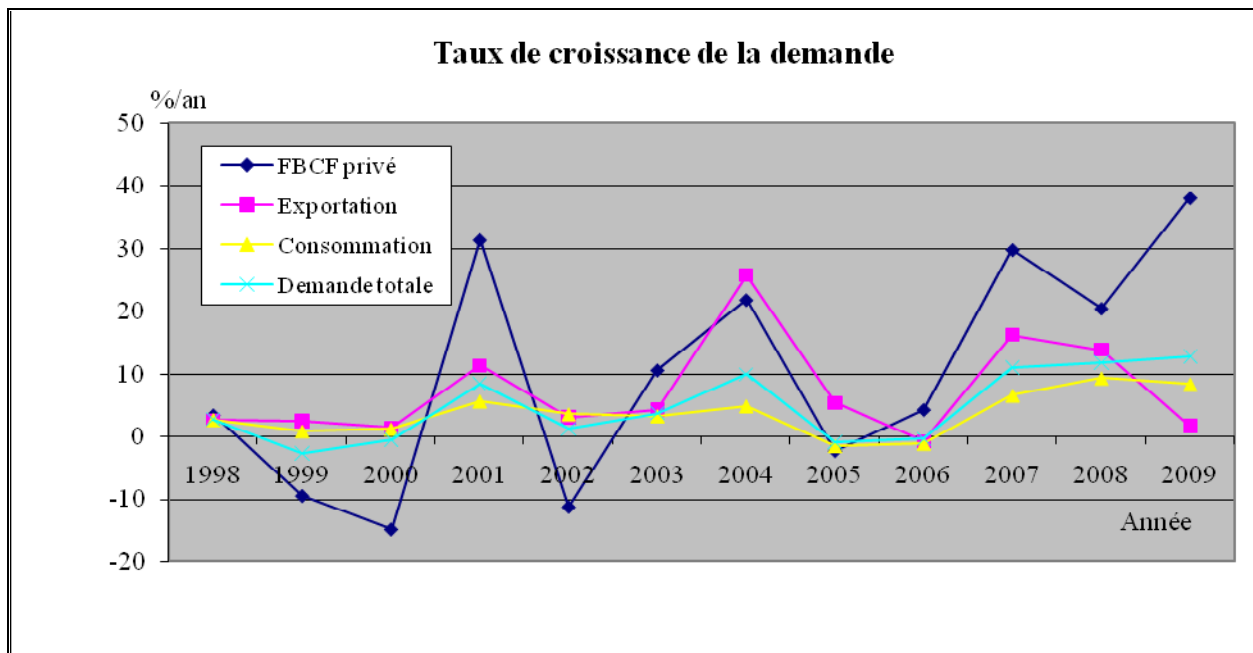
b) *Suivant la conjoncture, le rôle prépondérant de la consommation privée dans la variation de la demande est atténué ou renforcé par le mouvement des investissements et de la demande extérieure*

Tableau n° 48
Contribution des différentes composantes de la demande à sa croissance *en %/an*

Composantes de la demande	2005	2006	2007	2008	2009
Consommation privée	-1,1	-1,2	3,8	5,4	4,6
Consommation publique	0,0	0,3	0,5	0,8	0,8
FBCF et var. des stocks	-0,6	0,5	4,0	3,5	7,1
Exportations	0,7	-0,1	2,1	2,1	0,3
Demande totale	-1,0	-0,5	10,4	11,8	12,8

Note : La contribution à la croissance de la demande est calculée en multipliant la croissance de la composante par le rapport de la valeur de cette composante sur la valeur totale

En 2004 la demande des ménages, les investissements et la demande extérieure ont contribué de façon presque égale à l'accroissement de la demande globale. En 2007, deuxième année de croissance forte, la contribution des exportations est moins importante ; ce sont les investissements autant, sinon plus que la consommation qui tirent la croissance vers le haut. En 2008, la demande des ménages reprend le rôle prépondérant dans la croissance de la demande tandis qu'en 2009 ce sont les investissements qui constituent la principale cause de la croissance de la demande. La croissance des exportations cette dernière année a été très faible à cause de la crise mondiale. (Voir tableau n° 48).

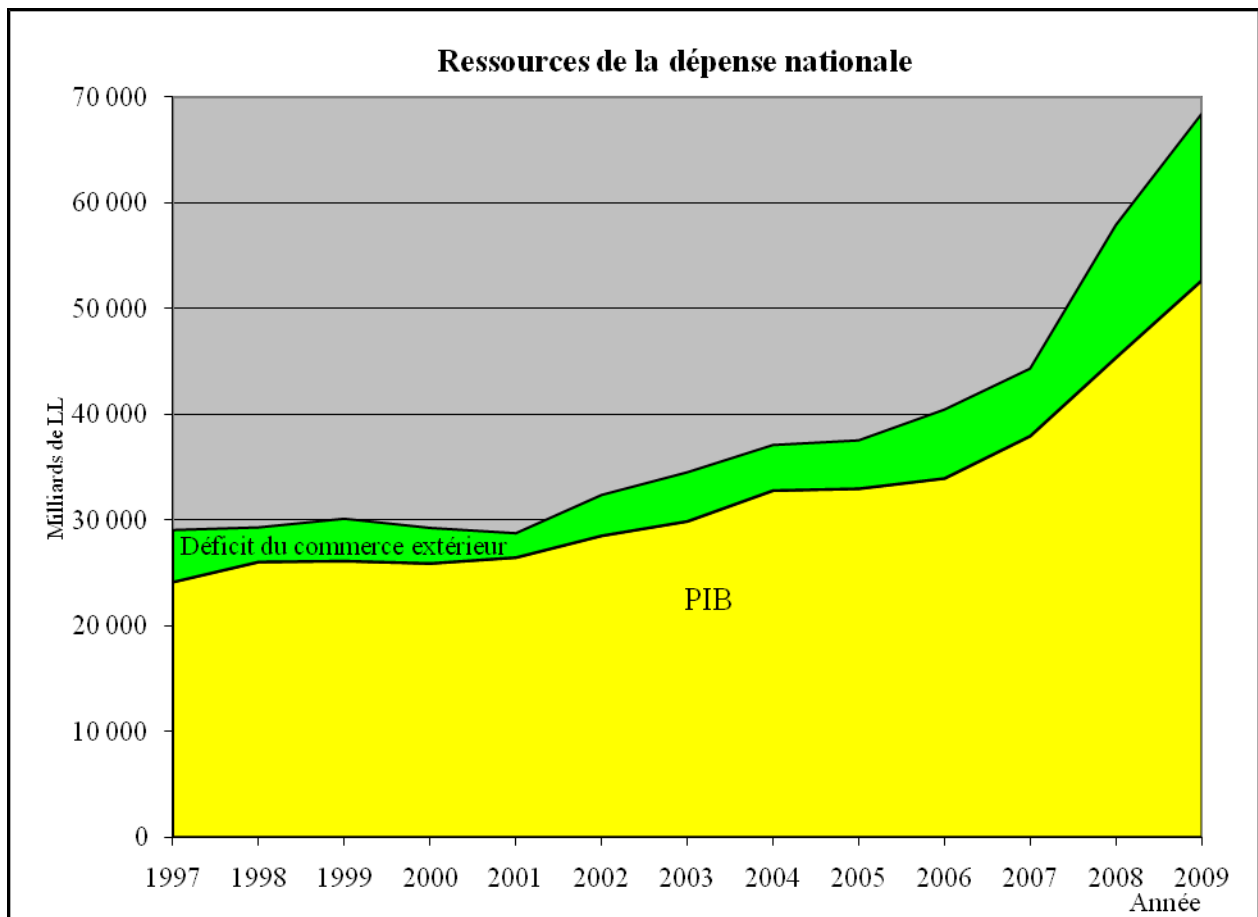


c) Persistance des investissements privés

Après une période de régression, les investissements ont repris avec vigueur en 2003 (+11,9% en valeur), ont poursuivi leur progression en 2004 (+23,4%) et ont stagné en 2005 (+0,1%). Cette stagnation est due au recul des investissements publics et à la diminution des stocks, la formation brute de capital fixe des entreprises privées continuant à progresser (+9,5% en valeur, 5,6% en volume) grâce à l'apport de capitaux étrangers en quête de placement. En 2006, malgré les hostilités, les investissements tant privés que publics augmentent en valeur réelle de 3,5%. En 2007, ils accusent un taux de croissance record de 25% (21% si l'on exclut l'accroissement des stocks). La progression des investissements privés en termes réels reste encore importante en 2008 (+20,4%) et bat un nouveau record en 2009 : +38,1 % (34,1% si l'on exclut les variations de stocks).

d) L'écart structurel entre dépense nationale et production intérieure a légèrement augmenté les dernières années

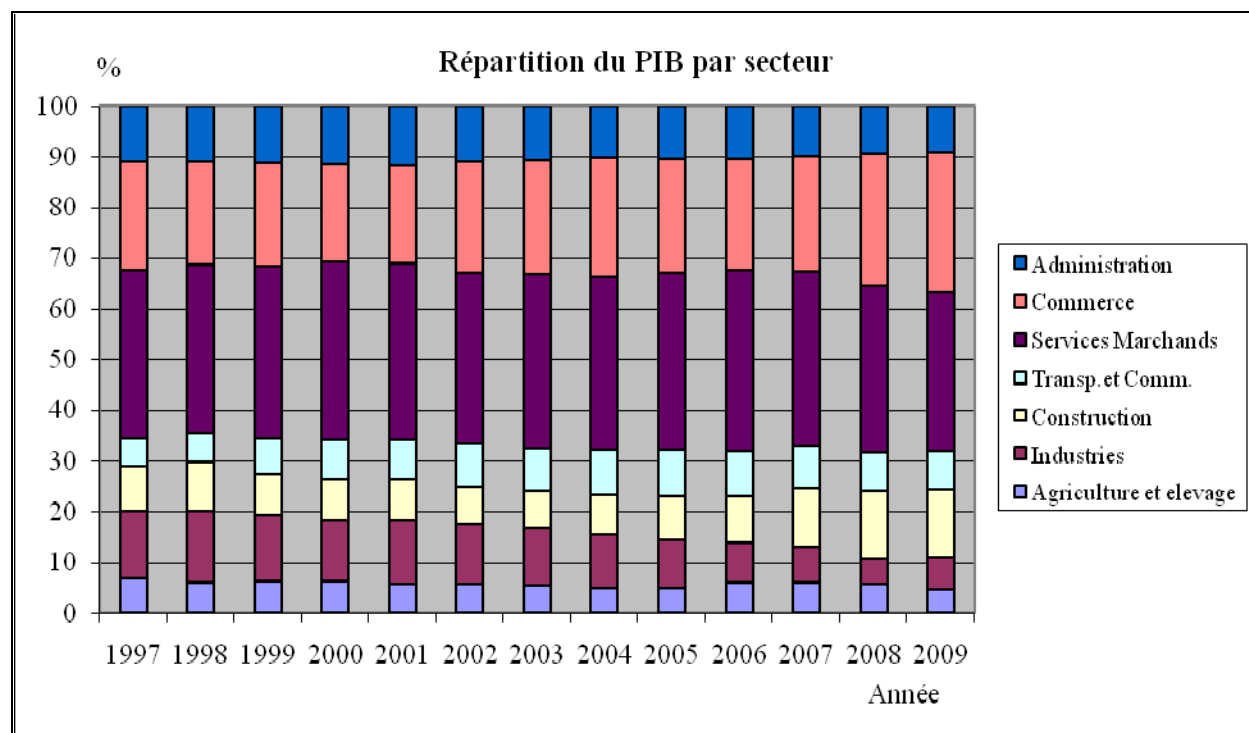
Après l'évolution des années 1997-2002 ayant abouti à une atténuation de l'écart en valeur relative entre la dépense nationale et le produit intérieur brut, cet écart qui était tombé de 33,0% du PIB en 1997 à 18,5% en 2002 est remonté pour fluctuer entre 21 et 22% de 2003 à 2006 et atteindre 25%, 2007, 29% en 2008 et 27,5% en 2009. Cette évolution est la conséquence de la disparité dans l'évolution des différents secteurs de l'économie et entre les prix à l'importation et à la production.



Parallèlement, le déficit commercial en biens et services qui couvrait initialement 24,8% de la dépense nationale en 1997 avait reculé à 15,6% de cette dépense en 2002. Ce ratio fluctue entre 17% et 18% entre 2003 et 2006 pour remonter à 20,1% en 2007, 22,5% en 2008 et 21,5% en 2009.

e) Faiblesse persistante des secteurs de production de biens

La part de l'agriculture dans le PIB a constamment baissé de 1997 à 2005 passant de 6,7% à 5,2% pour remonter en 2006 et 2007 à un niveau légèrement supérieur à 6% et baisser à nouveau à 5,7% en 2008 et à 4,9% en 2009. Par contre, la part des industries manufacturières et de l'énergie a continué à régresser jusqu'en 2008, tombant de 13,7% en 1997 à 7,2% en 2007 et 4,9% en 2008 pour remonter à 6,1% en 2009. La dégradation importante de la valeur ajoutée dans le secteur de l'énergie est responsable en grande partie de cette régression. La part des industries manufacturières seules dans le PIB a régressé de façon moins marquée : de 12,5% en 1997 à 8,3% en 2007, puis à 7,8% en 2008 et à 7,5% en 2009. Notons que la progression de l'industrie aurait été plus importante, si les prix de ses facteurs de production au lieu de baisser ou stagner, avaient suivi la même tendance que les prix de l'ensemble des valeurs ajoutées.

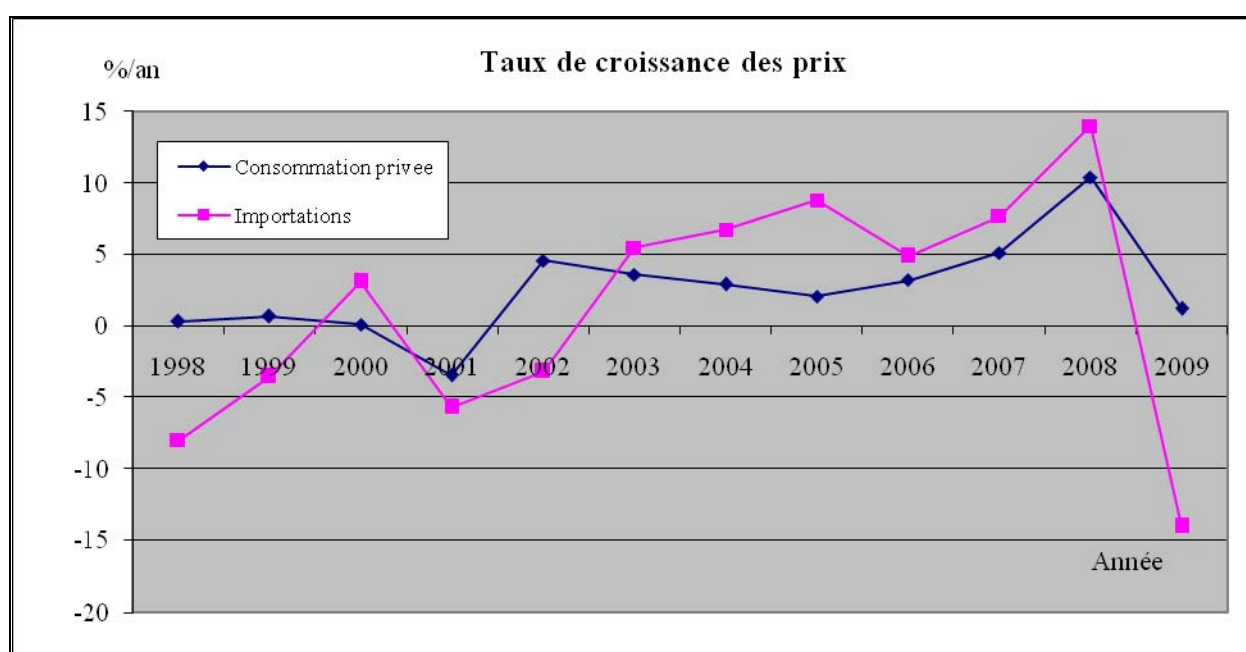


Par ailleurs, les années 2008 et 2009 ont été caractérisées par une forte croissance du secteur commercial suite à une demande importante de la part des ménages de biens durables et autres biens qui sont en grande partie importés.

f) Une variation des prix à l'importation non répercutée entièrement sur les prix à la consommation

En 2009, l'inflation, mesurée par les prix à la consommation a été de +1,2% malgré la chute importante des prix à l'importation (-14,1%). Les prix internes des facteurs de production ont haussé

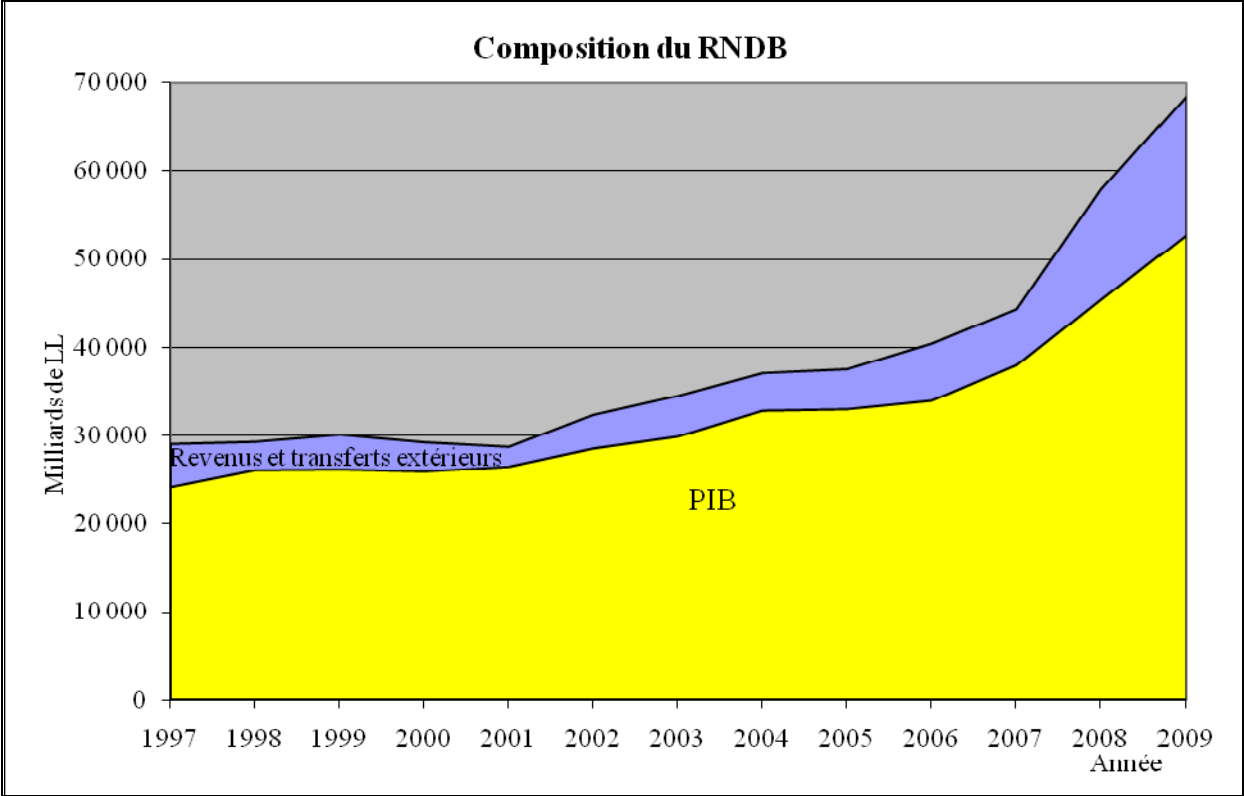
de 7,0% suite à la hausse des taxes et des taux de salaires et de profits. L'année 2008 a été marquée par contre par une forte inflation (+10,3%) sous le double effet des prix à l'importation et des prix des facteurs de production interne. Ces derniers ont augmenté de 9,2% alors que les prix à l'importation augmentaient de 14%. Durant la période 1997-2002, l'inflation avait été négligeable (+0,7% en moyenne par an) alors que les prix unitaires à l'importation avaient baissé de 4,1% en moyenne par an, baisse due en grande partie à l'appréciation de la livre libanaise par rapport aux principales devises étrangères et à la baisse des prix matières premières. En 2003 la livre libanaise, liée au dollar américain, commence à se déprécier tandis que les prix des matières premières repartent à la hausse. Cela a eu pour conséquence une hausse des prix à l'importation en moyenne de 5,6%. Les prix internes n'ont pas suivi la même tendance de sorte que les prix à la consommation ont crû de 3,6% seulement. Cette même tendance est observée durant les années suivantes : de 2004 à 2007, les valeurs unitaires des biens importés haussent en moyenne de 7% par an alors que les prix à la consommation haussaient de 3,3% par an seulement.



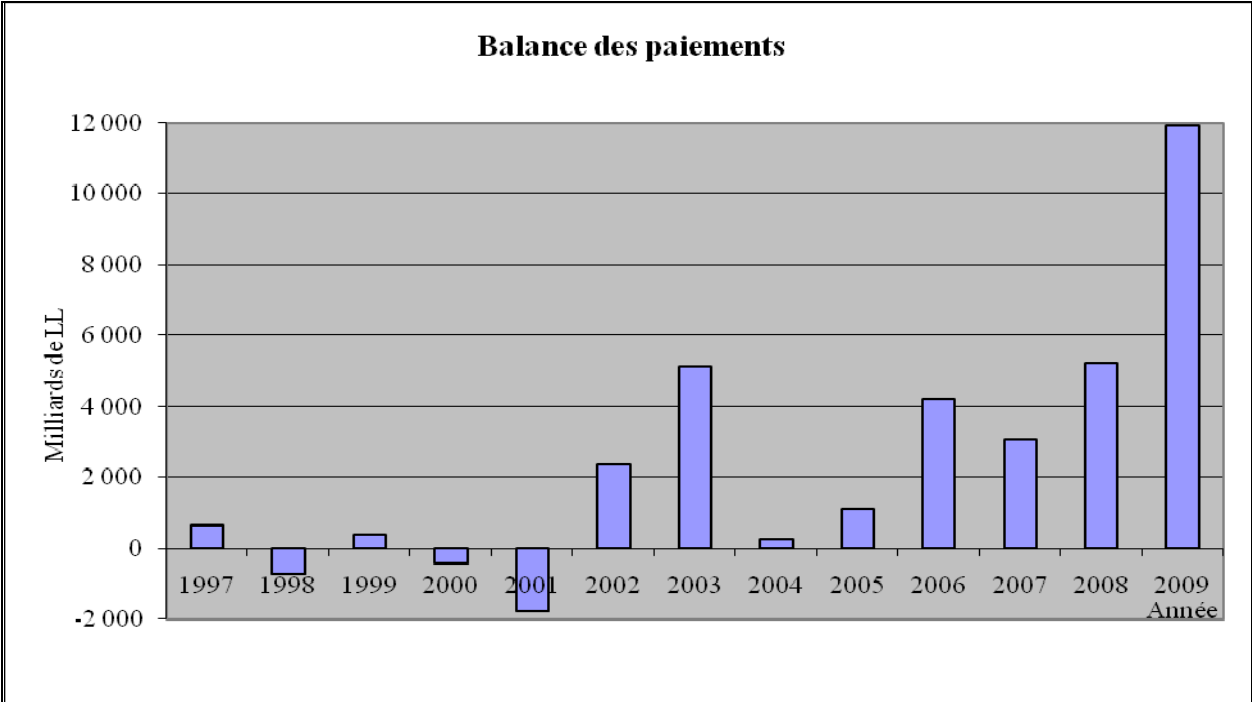
g) Une dépendance des transferts extérieurs plus importante

Le déficit dans les échanges de biens et services avec l'extérieur a toujours été couvert par des revenus et des transferts extérieurs qui ont contribué au financement de l'économie nationale soit directement soit indirectement en contribuant à la formation de l'épargne des ménages.

Les transferts estimés autres que les investissements directs, après une période de décroissance, ont très fortement repris à partir de 2003. La part des revenus et des transferts extérieurs courants dans le revenu national brut disponible qui était tombée de 16,9% en 1997 à 8% en 2001 est remontée à 11,9% en 2002 à 14,4% en 2007 et à 21,7% en 2008 et à 23% en 2009.



h) Une balance des paiements toujours positive



L'importance des transferts courants ou en capital accompagnés souvent d'investissements directs ou dans les bons du Trésor ont plus que comblé le déficit de la balance commerciale, dégagant ainsi

un surplus dans la balance des paiements. En 2005 et 2006 la baisse des importations suite à la baisse de la demande a permis aussi de dégager un excédent, excédent plus important en 2006 suite à l'augmentation des transferts. En 2007, 2008 et 2009, ce sont les transferts qui ont permis de dégager un excédent malgré la forte hausse des importations et du déficit de la balance commerciale.

i) Une épargne nationale en progression

L'épargne nationale brute avait fortement diminué de 1999 à 2002 après avoir atteint un sommet de 4 476 milliards de LL en 1998. Grâce à la reprise de l'activité mais surtout en raison de l'excédent de la balance des paiements, l'épargne nationale brute progresse fortement en 2003 puis régresse légèrement en 2004 suite à l'accroissement des dépenses de consommation. Les événements politiques de 2005 et 2006 poussent les ménages à épargner plus qu'à consommer. En 2007, 2008 et 2009 la croissance du revenu disponible est plus élevée que celle de la consommation et l'épargne atteint des niveaux record de 7 312 milliards, et de 13 177 milliards et 19 357 milliards de LL représentant respectivement 16,5% et 22,8% et 28,3% du RNDB.

j) La participation des banques au financement des investissements privés prend de l'importance

La participation du système bancaire au financement des investissements privés est allée en décroissant depuis 1997 pour devenir même négative en 2003. L'excès des disponibilités des banques a été investi en bons du trésor, placé à l'étranger ou gelé auprès de la Banque du Liban. En 2004 les crédits bancaires au secteur privé reprennent ; leur variation devient positive et représente 23% des investissements de ce secteur. Mais depuis 2005 ils sont de nouveau en recul par rapport aux investissements du secteur privé (FBCF+variation des stocks) : en 2007 ils ne contribuent plus que pour environ 10% au financement de ces investissements. En 2008 et 2009 l'excès de l'épargne qui alimente les dépôts bancaires et la baisse relative des taux d'intérêts amènent les banques commerciales à financer le secteur privé autant que le secteur public. Ainsi la variation des créances sur le secteur privé a atteint ces deux dernières années respectivement environ 45% et 29% des investissements des entreprises privées.

k) Le déficit du budget public est en régression constante

La régression du déficit public amorcée en 2003 s'est poursuivie en 2005. Le ratio déficit/PIB, après avoir varié durant la période 1997-2002 entre 15% et 20% est tombé à 12,1% en 2003, à 6% en 2005. En 2006 et 2007 il remonte aux alentours de 7%. En 2008 et 2009, le déficit recule de façon plus importante suite à la forte croissance des impôts sur la consommation et ne représente plus que 1,9% et 0,7% du PIB.

Cependant il s'agit du déficit budgétaire qui ne comprend pas les avances du Trésor à l'Electricité du Liban. Si ces avances figuraient dans le budget au titre de subvention aux entreprises publiques, le déficit aurait dépassé les 10% du PIB en 2007, 7% en 2008 et 5% en 2009.

l) La charge de la dette publique reste encore importante malgré un allègement sensible en 2009

L'importance des intérêts purs (marges bancaires exclues) servis sur la dette publique dans les circuits de la distribution secondaire, malgré un recul sensible, reste prédominante : ils représentaient 141% des prélèvements obligatoires sur les revenus en impôts directs et cotisations sociales en 1997. Ce rapport passe à 175% en 2002 et 174% en 2003 et tombe à 137% en 2004 et à 106% en 2005 et en 2006. Il remonte à 129% en 2007 et chute à 91% en 2008 et remonte à 98% en 2009. Quant à la dette publique nette des dépôts auprès de la BDL et nette des bons du Trésor souscrits par les administrations, sa valeur relative par rapport au PIB a commencé à diminuer à partir de 2007 : de 167% fin 2006 elle tombe à 143% en 2007, à 127% en 2008 et à 115% en 2009.

ANNEXES

Annexe I Tableaux des comptes de base

Avertissement

- Les comptes des années 2005 à 2008 ont été révisés
- Les totaux peuvent différer d'une unité à cause des arrondies

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services

1.0. Ensemble des produits

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	17 766	18 119	20 478	26 001	25 352
Consommation finale	33 849	34 418	38 080	46 195	51 050
FBCF	7 313	7 768	10 127	13 363	17 398
Exportation	5 510	5 730	7 149	9 077	8 154
Variation des stocks/Ajustement	-91	-35	335	446	665
Total emplois= ressources	64 347	66 000	76 170	95 082	102 618
Production hors commerce	42 644	43 871	49 066	58 622	62 449
Importation	13 637	13 964	17 765	23 735	24 616
Taxes/import	2 643	2 450	2 872	3 710	4 730
Production commerciale*	5 424	5 715	6 467	9 015	10 823

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	16 769	17 294	19 263	22 830	28 071
Consommation finale	33 239	33 497	36 501	41 753	50 396
FBCF	7 120	7 516	9 350	11 987	17 746
Exportation	5 412	5 569	6 893	8 074	8 718
Variation des stocks/Ajustement	-92	-42	317	396	1 023
Total emplois= ressources	62 449	63 834	72 325	85 040	105 954
Production hors commerce	42 052	42 720	46 639	53 102	62 230
Importation	12 505	13 307	16 506	20 780	28 679
Taxes/import	2 836	2 559	2 918	3 552	4 600
Production commerciale*	5 057	5 249	6 261	7 607	10 445

*marges commerciales + exportation de services du commerce

Note :

Les tableaux emplois-ressources sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation.

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.1. Produits de l'agriculture

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	908	1 125	1 186	1 642	1 310
Consommation finale	1 645	1 801	1 988	2 382	2 490
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	319	306	401	426	416
Variation des stocks/Ajustement	-40	0	32	45	0
Total emplois= ressources	2 832	3 232	3 608	4 495	4 216
Production	1 625	2 003	2 155	2 514	2 270
Importation	562	537	822	1 042	920
Taxes/import	97	105	86	92	38
Marges commerciales	547	588	545	848	988

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	926	957	983	1 425	1 582
Consommation finale	1 559	1 563	1 833	2 069	2 343
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	304	311	375	437	436
Variation des stocks/Ajustement	-45	0	22	34	0
Total emplois= ressources	2 744	2 832	3 213	3 965	4 361
Production	1 604	1 663	1 858	2 436	2 284
Importation	565	513	675	833	1 176
Taxes/import	80	99	135	84	97
Marges commerciales	495	557	545	613	804

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.2. Produits de l'élevage

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	526	525	592	672	698
Consommation finale	552	506	722	862	998
FBCF	20	18	20	22	24
Exportation	21	27	40	45	42
Variation des stocks	0	0	0	0	130
Total emplois= ressources	1 119	1 076	1 374	1 601	1 892
Production	581	547	745	894	992
Importation	288	303	313	348	504
Taxes/import	4	4	6	6	5
Marges commerciales	245	222	310	353	391

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	515	511	523	516	690
Consommation finale	568	468	567	807	988
FBCF	19	16	16	22	24
Exportation	21	26	43	48	44
Variation des stocks	0	0	0	0	134
Total emplois= ressources	1 123	1 021	1 149	1 392	1 880
Production	591	498	612	760	942
Importation	264	306	280	274	525
Taxes/import	4	5	5	6	8
Marges commerciales	265	213	251	352	406

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.3. Energie et eaux

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	3 936	4 038	4 344	6 203	5 104
Consommation finale	1 791	1 730	1 830	2 319	2 781
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	10	10	9	18	17
Variation des stocks	0	0	0	0	650
Total emplois= ressources	5 737	5 778	6 183	8 540	8 553
Production	1 345	1 313	1 118	1 240	1 242
Importation	3 209	3 457	4 161	6 145	5 141
Taxes/import	729	609	599	739	1 593
Marges commerciales	453	399	305	415	576

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	3 247	3 663	4 006	4 861	6 669
Consommation finale	1 777	1 701	1 784	2 082	2 845
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	9	9	9	10	18
Variation des stocks	0	0	0	0	1 008
Total emplois= ressources	5 032	5 373	5 799	6 953	10 540
Production	1 364	1 310	1 114	1 247	1 241
Importation	2 351	2 969	3 715	4 642	7 881
Taxes/import	982	675	619	688	938
Marges commerciales	335	420	351	376	480

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.4. Produits des industries agro-alimentaires

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	421	431	494	546	581
Consommation finale	5 135	5 153	5 930	6 963	7 736
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	352	366	468	577	599
Variation des stocks	-70	70	30	71	-55
Total emplois= ressources	5 838	6 019	6 922	8 157	8 860
Production	3 130	3 192	3 400	3 979	4 018
Importation	1 291	1 324	1 776	2 053	2 300
Taxes/import	434	397	495	519	556
Marges commerciales	982	1 107	1 251	1 606	1 986

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	384	403	458	498	583
Consommation finale	4 945	4 910	5 434	5 874	7 587
FBCF	-	-	-	-	-
Exportation	358	347	444	515	599
Variation des stocks	-68	65	35	56	-59
Total emplois= ressources	5 619	5 726	6 372	6 944	8 710
Production	3 024	3 074	3 128	3 304	3 952
Importation	1 236	1 291	1 620	1 823	2 444
Taxes/import	397	403	501	575	586
Marges commerciales	962	958	1 123	1 241	1 727

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.5. Textiles, cuirs et habillement

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	298	279	317	393	390
Consommation finale	1 952	2 013	1 931	2 563	2 819
FBCF	3	4	5	5	6
Exportation	485	498	579	656	584
Variation des stocks	-20	-50	50	60	-
Total emplois= ressources	2 719	2 745	2 883	3 678	3 799
Production	749	697	754	913	879
Importation	890	863	963	1 205	1 321
Taxes/import	178	180	182	225	247
Marges commerciales	902	1 005	984	1 335	1 351

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	313	277	317	388	433
Consommation finale	1 837	1 904	2 016	2 380	2 938
FBCF	3	4	6	5	6
Exportation	467	515	586	634	651
Variation des stocks	-19	-53	48	60	-
Total emplois= ressources	2 601	2 647	2 973	3 467	4 028
Production	713	689	775	864	947
Importation	851	907	915	1 200	1 372
Taxes/import	181	182	191	227	256
Marges commerciales	855	870	1 092	1 175	1 452

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.6. Minerais non métalliques

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	1 609	1 596	1 994	2 651	2 885
Consommation finale	76	63	69	96	109
FBCF	25	24	29	33	37
Exportation	286	225	323	478	428
Variation des stocks	22	-35	25	60	-60
Total emplois= ressources	2 018	1 873	2 441	3 318	3 400
Production	1 143	1 083	1 318	1 635	1 748
Importation	515	468	695	1 125	1 028
Taxes/import	65	63	91	98	89
Marges commerciales	294	259	337	460	535

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	1 543	1 581	1 873	2 225	2 901
Consommation finale	78	65	69	83	113
FBCF	26	23	31	32	38
Exportation	253	215	314	401	472
Variation des stocks	22	-35	23	49	-61
Total emplois= ressources	1 923	1 849	2 310	2 790	3 463
Production	1 118	1 054	1 258	1 372	1 840
Importation	517	466	656	929	1 041
Taxes/import	66	59	88	121	91
Marges commerciales	222	270	308	367	492

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.7. Métaux, machines et appareils

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	2 304	2 351	2 937	3 783	3 778
Consommation finale	2 314	2 256	2 772	4 890	5 147
FBCF	1 545	1 510	2 014	2 647	5 185
Exportation	1 361	1 416	1 957	2 296	2 064
Variation des stocks	57	-20	98	210	0
Total emplois= ressources	7 581	7 513	9 778	13 825	16 174
Production	1 648	1 495	1 855	2 286	2 003
Importation	3 966	4 025	5 284	7 370	8 763
Taxes/import	807	765	1 004	1 566	1 710
Marges commerciales	1 161	1 228	1 634	2 604	3 698

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	2 214	2 227	2 707	3 426	3 969
Consommation finale	2 279	2 208	2 650	4 490	5 172
FBCF	1 554	1 548	2 096	2 563	5 670
Exportation	1 324	1 348	1 863	2 128	2 196
Variation des stocks	56	-20	95	198	0
Total emplois= ressources	7 427	7 311	9 413	12 806	17 007
Production	1 600	1 465	1 744	2 073	2 156
Importation	3 914	3 898	5 096	7 018	9 175
Taxes/import	809	800	993	1 402	2 089
Marges commerciales	1 104	1 147	1 579	2 312	3 587

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.8. Bois, caoutchouc et produits chimiques

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	2 093	2 037	2 439	2 933	2 644
Consommation finale	1 427	1 516	1 770	1 973	2 164
FBCF	203	210	279	333	328
Exportation	515	539	738	1 139	786
Variation des stocks	-40	-	100	-	-
Total emplois= ressources	4 197	4 302	5 325	6 378	5 922
Production	1 161	1 157	1 271	1 629	1 299
Importation	2 282	2 355	3 055	3 576	3 619
Taxes/import	237	239	311	345	341
Marges commerciales	517	552	689	828	663

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	1 933	1 984	2 249	2 663	3 163
Consommation finale	1 380	1 492	1 680	1 751	2 181
FBCF	189	198	263	301	361
Exportation	486	518	669	773	1 030
Variation des stocks	-38	-	94	-	-
Total emplois= ressources	3 950	4 192	4 954	5 487	6 735
Production	1 109	1 125	1 172	1 248	1 472
Importation	2 157	2 313	2 871	3 209	4 025
Taxes/import	226	241	291	327	388
Marges commerciales	458	513	619	703	850

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.9. Meubles

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	31	31	35	41	48
Consommation finale	264	263	293	388	483
FBCF	330	324	360	448	640
Exportation	64	84	101	133	112
Variation des stocks	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	689	702	790	1 010	1 282
Production	500	501	572	716	894
Importation	101	99	109	157	215
Taxes/import	38	38	41	53	73
Marges commerciales	50	64	67	84	100

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	33	33	35	37	44
Consommation finale	268	269	294	331	451
FBCF	325	321	357	432	610
Exportation	57	89	102	124	111
Variation des stocks	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	683	713	788	924	1 216
Production	480	513	566	650	848
Importation	102	109	107	148	204
Taxes/import	37	41	41	55	68
Marges commerciales	64	50	73	71	96

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.10. Produits industriels divers

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	190	201	230	273	315
Consommation finale	905	792	927	1 190	1 387
FBCF	157	206	197	266	330
Exportation	535	574	699	869	884
Variation des stocks	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	1 787	1 773	2 053	2 598	2 915
Production	931	896	1 065	1 333	1 498
Importation	531	534	588	714	805
Taxes/import	53	50	56	68	76
Marges commerciales	272	293	344	483	536

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	209	191	211	288	317
Consommation finale	905	723	860	1 142	1 323
FBCF	170	223	194	192	337
Exportation	572	511	655	758	943
Variation des stocks	-	-	-	-	-
Total emplois= ressources	1 857	1 648	1 920	2 380	2 920
Production	959	808	978	1 214	1 455
Importation	547	534	570	704	834
Taxes/import	55	54	55	67	79
Marges commerciales	296	252	318	395	551

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.11. Bâtiments et travaux publics

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires					
Consommation finale					
FBCF	5 030	5 472	7 222	9 609	10 849
Exportation					
Total emplois= ressources	5 030	5 472	7 222	9 609	10 849
Production	5 030	5 472	7 222	9 609	10 849

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires					
Consommation finale					
FBCF	4 833	5 183	6 388	8 439	10 700
Exportation					
Total emplois= ressources	4 833	5 183	6 388	8 439	10 700
Production	4 833	5 183	6 388	8 439	10 700

1.12. Transports et communications

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	1 940	1 955	2 041	2 299	2 447
Consommation finale	1 720	1 607	1 651	1 750	1 973
FBCF					
Exportation	203	198	205	225	245
Total emplois= ressources	3 863	3 760	3 897	4 273	4 666
Production	3 863	3 760	3 897	4 273	4 666

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	1 940	1 915	2 041	2 348	2 636
Consommation finale	1 720	1 574	1 651	1 787	2 126
FBCF					
Exportation	203	194	205	229	264
Total emplois= ressources	3 863	3 682	3 897	4 365	5 026
Production	3 863	3 682	3 897	4 365	5 026

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.13. Services marchands

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	2 112	2 271	2 457	2 798	3 208
Consommation finale FBCF	537	583	677	728	830
Exportation	59	328	294	640	284
Total emplois= ressources	2 708	3 182	3 429	4 166	4 322
Production	2 708	3 182	3 429	4 166	4 322

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires	2 112	2 271	2 457	2 543	3 170
Consommation finale FBCF	537	583	677	662	821
Exportation	59	328	294	582	280
Total emplois= ressources	2 708	3 182	3 429	3 787	4 271
Production	2 708	3 182	3 429	3 787	4 271

1.15. Services non marchands

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires					
Consommation finale FBCF	5 029	5 270	5 624	6 686	7 384
Exportation					
Total emplois= ressources	5 029	5 270	5 624	6 686	7 384
Production	5 029	5 270	5 624	6 686	7 384

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2005	2006	2007	2008	2009
Emplois intermédiaires					
Consommation finale FBCF	5 006	5 253	5 597	5 997	7 263
Exportation					
Total emplois= ressources	5 006	5 253	5 597	5 997	7 263
Production	5 006	5 253	5 597	5 997	7 263

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services

En valeurs courantes et en volumes aux prix de l'année précédente

Notes :

- Les tableaux entrées- sorties sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation. Le passage aux données suivant le concept national est donné au bas des tableaux.
- Les secteurs de ces tableaux sont homogènes en ce sens que chaque secteur produit un groupe défini de produits et chacun de ces groupes de produits n'est produit que par un secteur. Il ne s'agit pas donc de secteur au sens institutionnel.

2.1. a) Année 2005 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Consomm.	FBCF	Export.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	167	0	1 262	2	0	3	0	0	1 434	2 197	20	340	-40	3 951
2. Energie eaux	23	1 441	612	25	1 145	429	172	88	3 936	1 791	0	10	0	5 737
3. Industries	279	127	3 532	1 810	22	721	307	148	6 944	12 073	2 263	3 599	-51	24 828
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 030	0	0	5 030
5. Transp. et comm.	5	9	84	26	697	758	358	23	1 959	2 907	0	203	0	5 069
6. Autres services	58	31	413	371	199	355	697	1 371	3 493	9 851	0	441	0	13 786
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	917	0	917
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 029	0	0	0	5 029
Total emplois	531	1 607	5 903	2 234	2 062	2 265	1 533	1 630	17 766	33 849	7 313	5 510	-91	64 347
Val. ajoutée	1 675	-263	3 359	2 797	3 007	11 521	7 450	3 399	32 945					
Production	2 206	1 345	9 262	5 030	5 069	13 786	8 983	5 029	50 711					
Importations	851	3 209	9 577	0	0	0	0	0	13 637					
Taxes/Import	101	729	1 812	0	0	0	-2 643	0	0					
Marges commerc.	793	453	4 178	0	0	0	-5 424	0	0					
Total ressources	3 951	5 737	24 828	5 030	5 069	13 786	917	5 029	64 347					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations		13 637	459	14 096
Exportations		5 510	1 532	7 042
Consommation		33 849	-1 532	32 777

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.2. a) Année 2006 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	182	0	1 462	2	0	4	0	0	1 650	2 308	18	333	0	4 308
2. Energie eaux	26	1 547	625	29	1 088	441	158	124	4 038	1 730	0	10	0	5 778
3. Industries	252	125	3 412	1 894	22	777	304	140	6 926	12 056	2 278	3 702	-35	24 927
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 472	0	0	5 472
5. Transp. et comm.	5	9	81	28	681	793	348	30	1 974	2 789	0	198	0	4 961
6. Autres services	62	31	395	354	210	366	661	1 452	3 531	10 266	0	733	0	14 530
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	753	0	753
8. Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 270	0	0	0	5 270
Total emplois	527	1 712	5 975	2 307	2 001	2 382	1 470	1 746	18 119	34 418	7 768	5 730	-35	66 000
Val. ajoutée	2 023	-398	3 046	3 166	2 960	12 149	7 448	3 524	33 916					
Production	2 550	1 313	9 021	5 472	4 961	14 530	8 918	5 270	52 036					
Importations	840	3 457	9 668	0	0	0	0	0	13 964					
Taxes/Import	109	609	1 732	0	0	0	-2 450	0	0					
Marges commerc.	810	399	4 506	0	0	0	-5 715	0	0					
Total ressources	4 308	5 778	24 927	5 472	4 961	14 530	753	5 270	66 000					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations		13 964	460	14 425
Exportations		5 730	1 533	7 262
Consommation		34 418	-1 533	33 346

2.2. b) Année 2006 en volume aux prix de 2005

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	155	0	1 308	2	0	3	0	0	1 468	2 032	16	337	0	3 853
2. Energie eaux	23	1 404	567	26	987	400	144	112	3 663	1 701	0	9	0	5 373
3. Industries	243	122	3 262	1 859	21	762	294	135	6 697	11 572	2 318	3 543	-42	24 087
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 183	0	0	5 183
5. Transp. et comm.	5	8	79	27	667	777	341	29	1 933	2 728	0	194	0	4 855
6. Autres services	62	31	395	354	210	366	661	1 453	3 532	10 213	0	733	0	14 478
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	753	0	753
8. Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 253	0	0	0	5 253
Total emplois	488	1 564	5 612	2 268	1 885	2 309	1 439	1 729	17 294	33 497	7 516	5 569	-42	63 834
Val. ajoutée	1 673	-255	3 116	2 915	2 970	12 169	7 122	3 524	33 234					
Production	2 161	1 310	8 728	5 183	4 855	14 478	8 561	5 253	50 528					
Importations	818	2 969	9 520	0	0	0	0	0	13 307					
Taxes/Import	104	675	1 780	0	0	0	-2 559	0	0					
Marges commerc.	770	420	4 060	0	0	0	-5 249	0	0					
Total ressources	3 853	5 373	24 087	5 183	4 855	14 478	753	5 253	63 834					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.3. a) Année 2007 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	208	0	1 561	3	0	5	0	0	1 778	2 710	20	441	32	4 981
2. Energie eaux	26	1 483	741	36	1 235	506	194	123	4 344	1 830	0	9	0	6 183
3. Industries	247	127	4 260	2 367	25	862	369	189	8 446	13 692	2 885	4 865	303	30 191
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 222	0	0	7 222
5. Transp. et comm.	5	7	86	32	698	822	381	31	2 062	3 084	0	205	0	5 351
6. Autres services	69	31	442	384	266	413	736	1 509	3 849	11 140	0	724	0	15 712
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	905	0	905
8. Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 624	0	0	0	5 624
Total emplois	555	1 648	7 090	2 822	2 224	2 608	1 680	1 851	20 478	38 080	10 127	7 149	335	76 170
Val. ajoutée	2 345	-531	3 144	4 400	3 127	13 105	8 564	3 773	37 926					
Production	2 900	1 118	10 234	7 222	5 351	15 712	10 243	5 624	58 405					
Importations	1 135	4 161	12 470	0	0	0	0	0	17 765					
Taxes/Import	91	599	2 181	0	0	0	-2 872	0	0					
Marges commerc.	855	305	5 306	0	0	0	-6 467	0	0					
Total ressources	4 981	6 183	30 191	7 222	5 351	15 712	905	5 624	76 170					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	17 765		461	18 227
Exportations	7 149	1 534		8 683
Consommation	38 080	-1 534	461	37 007

2.3. b) Année 2007 en volume aux prix de 2006

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	173	0	1 327	2	0	4	0	0	1 506	2 400	16	418	22	4 362
2. Energie eaux	24	1 367	684	34	1 139	466	179	113	4 006	1 784	0	9	0	5 799
3. Industries	229	117	3 943	2 199	23	824	340	175	7 851	13 005	2 946	4 633	295	28 730
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 388	0	0	6 388
5. Transp. et comm.	5	7	86	32	697	821	381	30	2 060	2 930	0	205	0	5 195
6. Autres services	68	31	441	383	265	413	734	1 506	3 840	10 784	0	724	0	15 349
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	905	0	905
8. Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 597	0	0	0	5 597
Total emplois	499	1 523	6 480	2 651	2 125	2 528	1 634	1 824	19 263	36 501	9 350	6 893	317	72 325
Val. ajoutée	1 971	-409	3 141	3 737	3 070	12 821	8 451	3 773	36 555					
Production	2 470	1 114	9 621	6 388	5 195	15 349	10 084	5 597	55 819					
Importations	956	3 715	11 835	0	0	0	0	0	16 506					
Taxes/Import	139	619	2 159	0	0	0	-2 918	0	0					
Marges commerc.	797	351	5 114	0	0	0	-6 261	0	0					
Total ressources	4 362	5 799	28 730	6 388	5 195	15 349	905	5 597	72 325					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.4. a) Année 2008 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	286	0	2 017	4	0	6	0	1	2 314	3 244	22	471	45	6 096
2. Energie eaux	38	2 398	998	54	1 571	682	293	168	6 203	2 319	0	18	0	8 540
3. Industries	358	145	5 377	2 999	30	1 008	481	221	10 620	18 062	3 733	6 147	401	38 963
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 609	0	0	9 609
5. Transp. et comm.	5	8	87	37	791	888	475	30	2 321	3 517	0	225	0	6 062
6. Autres services	75	29	466	424	294	500	758	1 996	4 543	12 366	0	1 156	0	18 065
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 061	0	1 061
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 686	0	0	0	6 686
Total emplois	762	2 581	8 946	3 518	2 686	3 084	2 007	2 417	26 001	46 195	13 363	9 077	446	95 082
Val. ajoutée	2 646	-1 341	3 545	6 090	3 376	14 981	11 778	4 270	45 346					
Production	3 408	1 240	12 491	9 609	6 062	18 065	13 786	6 686	71 348					
Importations	1 390	6 145	16 200	0	0	0	0	0	23 735					
Taxes/Import	98	739	2 873	0	0	0	-3 710	0	0					
Marges commerc.	1 201	415	7 399	0	0	0	-9 015	0	0					
Total ressources	6 096	8 540	38 963	9 609	6 062	18 065	1 061	6 686	95 082					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	23 735		462	24 197
Exportations	9 077	1 535		10 611
Consommation	46 195	-1 535	462	45 122

2.4. b) Année 2008 en volume aux prix de 2007

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	248	0	1 684	3	0	5	0	1	1 941	2 875	22	485	34	5 358
2. Energie eaux	29	1 722	782	43	1 388	534	230	132	4 861	2 082	0	10	0	6 953
3. Industries	264	132	4 802	2 734	28	916	446	203	9 524	16 051	3 526	5 334	363	34 797
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 439	0	0	8 439
5. Transp. et comm.	5	8	88	38	807	906	484	31	2 368	3 331	0	229	0	5 928
6. Autres services	69	27	425	386	268	455	690	1 817	4 136	11 418	0	1 051	0	16 606
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	964	0	964
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 997	0	0	0	5 997
Total emplois	615	1 889	7 781	3 204	2 490	2 816	1 851	2 184	22 830	41 753	11 987	8 074	396	85 040
Val. ajoutée	2 582	-642	2 945	5 235	3 438	13 790	10 272	3 813	41 431					
Production	3 196	1 247	10 726	8 439	5 928	16 606	12 123	5 997	64 260					
Importations	1 107	4 642	15 032	0	0	0	0	0	20 780					
Taxes/Import	90	688	2 774	0	0	0	-3 552	0	0					
Marges commerc.	965	376	6 265	0	0	0	-7 607	0	0					
Total ressources	5 358	6 953	34 797	8 439	5 928	16 606	964	5 997	85 040					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.5. a) Année 2009 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	238	0	1 761	4	0	5	0	1	2 008	3 488	24	458	130	6 108
2. Energie eaux	27	1 837	795	53	1 369	565	273	185	5 104	2 781	0	17	650	8 553
3. Industries	343	123	5 254	3 179	33	999	467	243	10 641	19 845	6 526	5 456	-115	42 352
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 849	0	0	10 849
5. Transp. et comm.	5	7	83	38	856	900	548	33	2 471	3 893	0	245	0	6 609
6. Autres services	75	31	501	563	325	592	884	2 156	5 127	13 658	0	825	0	19 610
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 152	0	1 152
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 384	0	0	0	7 384
Total emplois	687	1 998	8 394	3 837	2 583	3 061	2 173	2 619	25 352	51 050	17 398	8 154	665	102 618
Val. ajoutée	2 574	-756	3 947	7 012	4 026	16 549	14 532	4 766	52 650					
Production	3 262	1 242	12 341	10 849	6 609	19 610	16 705	7 384	78 002					
Importations	1 425	5 141	18 051	0	0	0	0	0	24 616					
Taxes/Import	44	1 593	3 093	0	0	0	-4 730	0	0					
Marges commerc.	1 378	576	8 868	0	0	0	-10 823	0	0					
Total ressources	6 108	8 553	42 352	10 849	6 609	19 610	1 152	7 384	102 618					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	24 616		462	24 616
Exportations	8 154	1 535		8 154
Consommation	51 050	-1 535	462	51 050

2.5. b) Année 2009 en volume aux prix de 2008

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	287	0	1 973	4	0	6	0	1	2 272	3 331	24	480	134	6 241
2. Energie eaux	35	2 400	1 039	69	1 789	738	357	242	6 669	2 845	0	18	1 008	10 540
3. Industries	361	146	5 680	3 331	34	1 053	535	271	11 411	19 764	7 022	6 001	-120	44 079
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 700	0	0	10 700
5. Transp. et comm.	5	8	89	41	921	969	589	36	2 659	3 960	0	264	0	6 883
6. Autres services	74	30	495	556	320	584	873	2 128	5 061	13 233	0	815	0	19 109
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 139	0	1 139
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 263	0	0	0	7 263
Total emplois	762	2 584	9 275	4 002	3 065	3 349	2 355	2 678	28 071	50 396	17 746	8 718	1 023	105 954
Val. ajoutée	2 463	-1 344	3 395	6 698	3 818	15 760	13 829	4 585	49 204					
Production	3 226	1 241	12 670	10 700	6 883	19 109	16 183	7 263	77 275					
Importations	1 702	7 881	19 096	0	0	0	0	0	28 679					
Taxes/Import	104	938	3 558	0	0	0	-4 600	0	0					
Marges commerc.	1 210	480	8 755	0	0	0	-10 445	0	0					
Total ressources	6 241	10 540	44 079	10 700	6 883	19 109	1 139	7 263	105 954					

3. Comptes des institutions financières

Comptes des banques commerciales

en milliards de LL

Compte	2005	2006	2007	2008	2009
I. Compte de production					
<i>Emplois</i>					
P2. Consommat. intermédiaire	561	604	675	772	729
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	<i>1 636</i>	<i>1 996</i>	<i>2 131</i>	<i>2 631</i>	<i>2 595</i>
Total emplois = ressources	2 198	2 600	2 806	3 403	3 323
<i>Ressources = Produit net bancaire (P1.):</i>					
Intérêts perçus	6 286	7 272	8 385	8 524	9 401
-Intérêts payés	-4 488	-5 089	-6 086	-5 715	-6 725
Commissions	399	416	507	594	647
II.1. Compte d'exploitation et de distribution des revenus primaires					
<i>Emplois</i>					
D1. Salaires et assimilés	731	819	886	1 061	1 140
D41. Intérêts / emprunts	28	24	19	38	40
D42. Bénéfices distribués	...	...	...	...	...
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	<i>1 164</i>	<i>1 454</i>	<i>1 631</i>	<i>2 078</i>	<i>1 925</i>
Total emplois = ressources	1 923	2 297	2 536	3 177	3 105
<i>Ressources</i>					
B1. Valeur ajoutée brute	1 636	1 996	2 131	2 631	2 595
D4. Rev. nets hors exploitation	286	301	405	546	510
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus					
<i>Emplois</i>					
D5. Impôt sur les bénéficiés	137	192	210	263	295
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	<i>1 027</i>	<i>1 262</i>	<i>1 421</i>	<i>1 815</i>	<i>1 630</i>
Total emplois = ressources	1 164	1 454	1 631	2 078	1 925
<i>Ressources</i>					
B5. Solde des revenus primaires	1 164	1 454	1 631	2 078	1 925
III.1. Compte de capital					
P51. Form. br. de capital fixe	525	-29	82	373	88
<i>B9. Solde : Capacité de financ.</i>	<i>502</i>	<i>1 291</i>	<i>1 340</i>	<i>1 442</i>	<i>1 542</i>
Total emplois = ressources	1 027	1 262	1 421	1 815	1 630
<i>Ressources</i>					
B6. Revenu disponible	1 027	1 262	1 421	1 815	1 630
III.2. Compte financier					
<i>Emplois</i>					
F2. Caisse et dépôts à la BDL	1 039	-1 579	514	9 262	14 461
F2. Avoirs extérieurs	-439	4 754	6 474	-2 386	6 864
F3. Titres (Bons du Trésor)	2 532	4 496	1 226	5 855	5 491
F4. Crédits	-2 212	1 293	3 676	5 024	4 826
F9. Autres comptes à recevoir	-112	-103	65	-38	-80
Total emplois = ressources	807	8 860	11 954	17 718	31 562
<i>Ressources</i>					
B9. Capacité de financement	502	1 291	1 340	1 442	1 542
F2. Dépôts de résidents	3 589	5 608	9 199	13 095	19 734
F2. Dépôts de non résidents	-698	826	2 198	3 272	8 085
F5. Action, participation	-290	1 241	-547	-390	-411
F9. Autres comptes à payer	-2 297	-106	-236	299	2 613

4. Comptes des administrations publiques

4.1. Comptes de l'administration centrale

Emplois

en milliards de LL

Comptes, opérations	2005	2006	2007	2008	2009
I. Compte de production					
P2. Achats de b. & s. marchands	1 300	1 441	1 555	2 060	2 240
<i>B1. Produit int. brut des administr.</i>	2 879	3 029	3 299	3 681	4 128
Total	4 179	4 470	4 854	5 741	6 367
II.1. Cte de distribution primaire					
D1. Rémunération des salariés	2 146	2 249	2 421	2 676	3 107
K1. Valeur des amortissements	733	780	878	1 005	1 021
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	4 826	4 472	5 418	6 616	8 463
Total	7 705	7 502	8 717	10 297	12 590
II.2. Cte de distribution secondaire					
D41. Intérêts*	2 966	3 382	4 288	3 679	4 365
D62. Prestations sociales	874	935	924	1 016	1 315
Transferts courants aux administr.	680	520	414	411	431
Coopération internationale	11	7	7	17	17
D79. Transferts courants divers	113	168	163	175	194
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	2 086	1 851	1 957	4 450	5 641
Total emplois = ressources	6 730	6 862	7 754	9 747	11 962
II.4. Compte d'affectation du revenu					
P2. Consommation collective	4 179	4 470	4 854	5 741	6 367
<i>B8n. Solde : Epargne nette</i>	-2 093	-2 619	-2 897	-1 291	-726
Total emplois = ressources	2 086	1 851	1 957	4 450	5 641
III.1. Compte de capital					
P51. Formation br. de capital fixe	176	197	221	238	315
D92. Aide à l'investissement	-	-	-	-	-
D93. Transfert aux adm. pr FBCF	403	275	246	233	200
Total emplois = ressources	578	472	468	471	515
III.2. Compte financier					
B9. Besoin de financement	1 939	2 311	2 486	758	221
F21. Numéraire	-20	-15	31	...	...
F22. Dépôts à la BdL	955	-2 097	428	...	...
F41. Avances du Trésor	897	462	285	...	...
F79. Autres comptes à recevoir	0	0	0	...	...
Total emplois = ressources	320	1 508	2 131	...	...

*Les intérêts quoique considérés comme des revenus primaires ont été classés dans les comptes de l'Etat avec le compte de distribution secondaire du fait qu'ils ne font pas partie du produit intérieur brut.

4. Comptes des administrations publiques

4.1. Comptes de l'administration centrale

Ressources

en milliards de LL

Comptes, opérations	2005	2006	2007	2008	2009
I. Compte de production					
P12. Production non marchande	4 179	4 470	4 854	5 741	6 367
Total	4 179	4 470	4 854	5 741	6 367
II.1. Cte de distribution primaire					
B1. Produit intérieur brut	2 879	3 029	3 299	3 681	4 128
D2. Impôts sur les produits	4 839	4 493	5 434	6 656	8 529
D3. -subventions sur produits	-19	-26	-22	-48	-74
D41. Intérêts	5	5	6	8	8
Total	7 705	7 502	8 717	10 297	12 590
II.2. Cte de distribution secondaire					
B5. Solde des revenus primaires	4 826	4 472	5 418	6 616	8 463
D51. Impôts sur le revenu	907	1 184	1 142	1 564	1 839
D59. Autres impôts courants	646	844	803	1 171	1 250
D61. Cotisations sociales	85	85	79	85	95
D79. Recettes non fiscales diverses	266	276	312	311	315
Total emplois = ressources	6 730	6 862	7 754	9 747	11 962
II.4. Compte d'affectation du revenu					
B6. Revenu disponible	2 086	1 851	1 957	4 450	5 641
Total emplois = ressources	2 086	1 851	1 957	4 450	5 641
III.1. Compte de capital					
K1. Valeur des amortissements	733	780	878	1 005	1 021
B8n. Epargne nette	-2 093	-2 619	-2 897	-1 291	-726
B9. Besoin de financement	1 939	2 311	2 486	758	221
Total emplois = ressources	908	578	472	468	371
III.2. Compte financier					
F29. Dépôts des établ. publics	200	-1 222	170	...	...
F3. Bons du Trésor	3 113	2 130	2 300	...	...
F4. Crédits (emprunts)	756	0	2 531	...	...
F79. Autres comptes à payer	24	1 515	426	...	...
F00. Opérations non classées	-1	-253	-65	...	...
Total emplois = ressources	4 091	2 169	5 361	...	...

4. Comptes des administrations publiques (suite)

4.2. Comptes consolidés des administrations publiques (estimations)

en milliards de LL

Comptes	2005	2006	2007	2008	2009
I. Compte de Production:			<i>Emplois</i>		
P2. Consommation intermédiaire	1 630	1 746	1 851	2 417	2 619
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	<i>3 399</i>	<i>3 524</i>	<i>3 773</i>	<i>4 270</i>	<i>4 766</i>
Total =P12. Production	5 029	5 270	5 624	6 686	7 384
II.1. Compte d'affectation des revenus primaires :			<i>Emplois</i>		
D1. Salaires et assimilés	2 665	2 744	2 895	3 265	3 745
K.1. Valeur des amortissements	733	780	878	1 005	1 021
<i>B5n. Solde : Revenus primaires nets</i>	<i>5 477</i>	<i>5 290</i>	<i>6 097</i>	<i>7 529</i>	<i>9 520</i>
Total emplois = ressources	8 875	8 814	9 870	11 799	14 286
			<i>Ressources</i>		
B1. Valeur ajoutée brute	3 399	3 524	3 773	4 270	4 766
D2-D3. Impôts indirects nets des subv.	5 477	5 290	6 097	7 529	9 520
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus :			<i>Emplois</i>		
D41. Intérêts*	3 031	3 472	4 393	3 784	4 471
D62. Prestations sociales	1 675	1 764	1 862	1 901	2 334
D79. Transferts courants divers	124	175	170	192	211
<i>B6. Soldes : revenu disponible</i>	<i>3 514</i>	<i>3 155</i>	<i>3 072</i>	<i>5 808</i>	<i>7 076</i>
Total emplois = ressources	8 344	8 565	9 497	11 684	14 092
			<i>Ressources</i>		
B5n. Revenus primaires nets	5 477	5 290	6 097	7 529	9 520
D5. Impôts directs	1 554	2 029	1 944	2 735	3 089
D61. Cotisations sociales	1 031	951	1 128	1 084	1 145
D79. Recettes non fiscales	283	296	327	336	337
II.4. Compte d'utilisation des revenus:			<i>Emplois</i>		
P2. Consommation	5 029	5 270	5 624	6 686	7 384
<i>B8n. Solde : Epargne nette</i>	<i>-1 515</i>	<i>-2 115</i>	<i>-2 553</i>	<i>-879</i>	<i>-308</i>
Total = revenu disponible	3 514	3 155	3 072	5 808	7 076
III. 1 Compte de capital :			<i>Emplois</i>		
P51. Format. br.de capital fixe	872	901	905	997	1 095
D92. Aide à l'investissement	121	56	6	8	38
Total emplois = ressources	993	957	911	1 004	1 133
			<i>Ressources</i>		
B8n. Epargne nette	-1 515	-2 115	-2 553	-879	-308
K.1. Valeur des amortissements	733	780	878	1 005	1 021
D92. Aide à l'investissement	25	14	127	30	60
<i>B9. Solde : Besoin de financement</i>	<i>1 750</i>	<i>2 279</i>	<i>2 459</i>	<i>848</i>	<i>361</i>
III. 2 Compte financier :			<i>Emplois</i>		
B9. Besoin de financement	1 750	2 279	2 459	848	361
F2. Numéraire et dépôts	1 231	-1 146	83	3 799	2 021
F41. Avances du Trésor	670	1 361	1 714	2 610	2 487
Total emplois = ressources	3 651	2 494	4 256	7 258	4 869
			<i>Ressources</i>		
F3. Bons du Trésor	3 115	2 075	2 573	7 369	6 429
F4. Emprunts extérieurs	67	-23	1 234	-692	-1 923
F4. Crédits et autres dettes	469	441	449	580	363

*voir remarque au bas du tableau 4.1

Annexe II Sources statistiques

I. Population

Tableau I.1 Mouvement de la population (*nombre d'événements enregistrés*)

Événements	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Mariages	30 014	29 705	29 078	35 796	37 593	40 565
Divorces	4 372	4 746	4 388	6 342	5 389	5 957
Naissances	73 900	73 770	72 790	80 896	84 823	90 388
Décès	17 774	18 012	18 787	21 092	21 048	22 260

Source : ACS Bulletins mensuels

II. Agriculture et élevage

Tableau II.1. La production végétale

a) Superficie plantée en mille ha

Nature de la culture	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Céréales	60,0	65,2	70,0	69,6	...	...
Légumineuses	7,5	7,1	7,2	7,0	...	...
Légumes	42,3	42,1	42,3	41,7	...	...
Plantes industrielles	11,1	10,8	9,9	9,6	...	...
Fruits	83,5	82,5	83,9	84,3	...	...
Olives	58,5	58,8	59,1	58,6	...	...
Autres cultures	5,4	6,5	6,6	6,3	...	...
Total	268,3	273,0	279,1	277,2	...	...

b) Production en milliers de tonnes

Nature de la culture	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Céréales	396,3	394,3	429,6	391,5	...	...
Légumineuses	40,2	35,5	30,1	37,5	...	...
Légumes	1 295,9	1 284,3	1 160,6	1 300,6	...	...
Plantes industrielles	97,1	90,0	45,5	42,1	...	...
Fruits	987,0	960,4	942,4	985,5	...	...
Olives	167,3	76,5	177,3	76,2	...	...
Autres cultures	...	...	...	...	...	...
Total	2 983,8	2 841,0	2 785,5	2 833,4	...	...

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

Tableau II.1. La production végétale (suite)

c) Valeur de la production en milliards de LL

Nature de la culture	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Céréales	89,9	93,0	116,5	104,0	...	...
Légumineuses	27,0	22,4	27,4	38,3	...	...
Légumes	402,5	422,0	591,9	770,7	...	...
Plantes industrielles	116,9	103,3	102,7	112,6	...	...
Fruits	644,1	630,7	759,4	918,7	...	...
Olives	212,3	113,2	283,7	144,7	...	...
Autres cultures	51,5	56,5	61,3	65,9	...	...
Total	1 544,1	1 441,1	1 942,9	2 155,0	...	...

Source : Ministère de l'agriculture

Tableau II.2. La production animale

a) Le cheptel : nombre de têtes en milliers

Nature du cheptel	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<i>Destinés à l'abattoir</i>						
Bovins	43,5	44,4	40,6	40,1	...	...
Moutons	138,0	128,6	81,4	153,5	...	...
Chèvres	174,5	181,8	144,4	227,7	...	...
Porc	12,5	11,0	10,0	9,0	...	...
<i>Destinés à donner du lait</i>						
Lait de vache	43,9	43,8	43,9	45,3	...	...
Lait de brebis	179,4	182,7	202,4	218,6	...	...
Lait de chèvre	234,5	246,7	206,6	234,7	...	...

b) Production en milliers de tonnes (ou d'unités)

Nature du produit	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Viande de bovines	16,2	16,5	15,1	14,9	...	...
Viande de moutons	5,8	5,4	3,5	6,6	...	...
Viande de chèvres	5,9	6,6	5,2	8,2	...	...
Viande de porc	1,2	1,1	1,0	0,9	...	...
Viande de poules et poulets	137,3	130,6	140,2	143,7	...	...
Oeufs (millions d'unités)	755,0	758,0	670,0	762,0	...	...
Lait de vache	186,3	189,8	166,8	183,6	...	...
Lait de brebis	21,6	22,8	19,7	24,7	...	...
Lait de chèvre	36,1	39,3	26,0	34,0	...	...
Miel	1,1	1,1	0,8	1,0	...	...

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

Tableau II.2. La production animale (suite)

c) Valeur de la production animale

en milliards de LL

Nature du produit	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Viande de bovins	44,3	48,3	49,4	52,5	...	...
Viande de moutons	20,7	18,6	13,0	28,9	...	...
Viande de chèvres	17,4	18,3	19,1	32,8	...	...
Viande de porc	2,6	2,4	2,5	2,6	...	...
Viande de poules et poulets	204,9	185,5	230,7	271,8	...	...
Oeufs	61,9	56,9	77,1	125,7	...	...
Lait de vache	96,9	99,1	118,4	145,0	...	...
Lait de brebis	11,9	13,9	13,4	20,0	...	...
Lait de chèvre	21,5	25,6	19,3	27,7	...	...
Miel	21,9	25,0	18,0	22,0	...	...
Total	504,0	493,6	560,9	729,0	...	...

Source : Ministère de l'agriculture

III. Energie

Tableau III.1. Principaux produits pétroliers importés

en milliers de tonnes

Produit	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Essence	1 263,2	1 273,1	1 224,6	1 306,8	1 401,2	1 617,7
Gaz oil (Mazout)	1 746,8	1 587,7	1 596,3	1 363,2	1 802,7	2 595,4
Fuel oil	1 382,6	1 360,2	1 039,7	1 258,7	1 213,5	1 422,5
Kérosène	126,7	146,6	103,4	139,7	166,7	1 741,6
Gaz butane	220,2	166,1	161,1	160,7	163,2	199,1

Source: Direction générale du pétrole

Tableau III.2. Consommation d'électricité

en millions de KWH

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
(réseau EDL)	10 308	10 581	10 215	10 590	11 142	11 324

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

IV. Industrie

Tableau IV.1. Tabac manufacturé

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Production (tonnes)	1 803	655	744	577	703	...
Ventes de tabac local (tonnes)	1 671	795	675	698	739	...
Valeurs des ventes (Millions LL)	49 446	16 355	14 942	15 409	12 478	...

Source: Régie Libanaise des Tabacs et Tombacs

Tableau IV.2. Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie

Branche utilisatrice	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	<i>valeurs en milliards de L.L.</i>					
Non spécifié	581	708	725	788	1 244	1 068
Industries agro-alimentaires	722	612	598	760	883	929
" textiles, cuir, habillement	183	176	164	186	220	225
" des minéraux. non métall.	58	61	58	86	103	93
" des métaux, machines et app.	742	805	862	1 239	1 737	1 353
" du bois, caoutchouc, chimie	494	480	484	678	869	720
" du meuble	79	83	83	111	139	142
Autres industries	352	330	314	492	666	1 019
Total	3 262	3 260	3 288	4 340	5 861	5 548
	<i>Indice des valeurs unitaires / l'année précédente</i>					
Non spécifié	1,211	1,278	1,100	1,090	1,292	0,647
Industries agro-alimentaires	1,102	1,041	1,051	1,165	1,284	0,858
" textiles, cuir, habillement	0,975	0,949	1,015	1,018	1,008	0,922
" des minéraux, non métall.	1,064	1,095	1,058	1,116	1,102	0,840
" des métaux, machines et app.	1,111	1,040	1,056	1,147	1,185	0,724
" du bois, caoutchouc, chimie	1,106	1,099	1,040	1,125	1,134	0,815
" du meuble	1,040	1,056	1,017	1,073	1,041	0,860
Autres industries	1,094	1,024	1,010	1,050	1,125	1,084
Ensemble	1,111	1,087	1,054	1,116	1,167	0,799
	<i>Indice des volumes par rapport à l'année précédente</i>					
Non spécifié	1,054	0,954	0,930	0,997	1,222	1,326
Industries agro-alimentaires	0,983	0,814	0,930	1,099	0,905	1,225
" textiles, cuir, habillement	1,284	1,013	0,919	1,111	1,176	1,110
" des minéraux, non métall.	1,007	0,953	0,895	1,338	1,083	1,074
" des métaux, machines et app.	1,210	1,042	1,014	1,254	1,183	1,076
" du bois, caoutchouc, chimie	1,251	0,893	0,959	1,245	1,131	1,017
" du meuble	1,161	0,993	0,985	1,251	1,203	1,184
Autres industries	1,106	0,914	0,944	1,491	1,203	1,412
Ensemble	1,117	0,933	0,957	1,185	1,114	1,185

V. Construction

Tableau V. 1. Permis de construire enregistrés (ordres des ingénieurs)

Indicateur	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Superficie en milliers de m ²	9 014	8 826	8 997	9 044	16 068	14 369

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

Tableau V.2. Vente locale de ciment

Indicateur	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Quantité en milliers de tonnes	2 729	3 040	3 423	3 945	4 219	4 897

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

Tableau V.3. Importations de matières premières pour la construction

Indicateur	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Valeur en milliards de LL	522,8	525,0	527,4	705,3	914,7	902,9
Ind. des valeurs unitaires n/n-1	1,027	1,045	1,075	1,087	1,057	0,890
Indice des volumes n/n-1	1,183	0,961	0,934	1,231	1,227	1,109

VI. Transports et communications

Tableau VI.1. Mouvement des marchandises au port de Beyrouth

Indicateur	2004	2005	2006	2007	2008	2009
en milliers de tonnes	5 061	4 473	4 227	5 318	5 746	...

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

Tableau VI. 2. Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth

Indicateur	2004	2005	2006	2007	2008	2009
en milliers	1 601	1 601	1 366	1 649	2 014	2 461

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

Tableau VI. 3. Recettes de la direction générale des téléphones et télécommunications

En milliards de LL

Nature de la recette	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Factures émises	446,0	446,0	...	...	...	...
Recettes pour installations	8,1	7,2	...	...	...	...
Part dans les comm. Internat.	210,7	203,1	...	...	...	...
Part dans les commun. mobiles	883,6	1 017,5	...	...	...	...
Total	1 548,4	1 673,8	...	...	...	...

Source : Ministère des finances, clôture des comptes, budgets annexes

VII. Services

Tableau VII.1. Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits

Cycle	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
Enseignement public et subventionné						
Maternel	61 040	57 403	54 378	57 611	54 307	.....
Primaire	250 534	245 946	240 218	245 896	236 267	.....
Compl. et secondaire	151 505	148 467	145 309	147 277	137 187	.....
Technique	32 655	33 692	35 090	37 446	40 253	42 444
Université libanaise	66 809	70 065	70 627	72 961	74 176	74 134
Total	562 543	555 573	545 622	561 191	542 190	.....
Enseignement privé						
Maternel	93 174	93 207	93 970	93 261	95 973	.....
Primaire	203 044	206 661	207 375	204 670	208 973	.....
Compl. et secondaire	159 314	165 262	170 064	169 162	175 494	.....
Technique	67 223	63 190	63 705	62 285	67 165	72 973
Universitaire	65 836	71 414	76 334	87 403	92 989	100 163
Total	588 591	599 734	611 448	616 781	640 594	.....
Total général	1 151 134	1 155 307	1 157 070	1 177 972	1 182 784	.....

Source: Centre Pédagogique pour la Recherche et le Développement

Tableau VII.2. Santé : dépenses publiques de santé

en milliards de LL

Organisme payeur	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Ministère de la Santé	227,4	222,4	179,7	201,3	308,8	297,1
2. CNSS :Allocat. maladie	443,9	435,1	450,9	535,5	492,0	548,4
Total	671,3	657,5	630,6	740,8	800,8	845,5

Source: Clôture des comptes, rubrique 16 (hospitalisation) des dépenses du Ministère de la Santé et CNSS

Tableau VII.3. Services des assurances

en milliards de LL

Opération	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Primes encaissées	681,2	735,6	784,1	958,4	1 109,8	1 276,9
Sinistres réglés	259,3	282,8	276,5	373,9	476,2	568,9

Source: Ministère de l'économie nationale

Tableau VII.4. Arrivées des voyageurs

nombre en milliers

Nationalité	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Etrangers non arabes	732	687	704	617	783	1 056
Arabes, syriens exclus	631	636	522	503	668	786
Total	1 363	1 323	1 226	1 120	1 451	1 842

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VIII. Administration

Tableau VIII.1. Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement

en milliards de LL

Rubriques budgét.	Classement SNC93	2005	2006	2007	2008	2009p
Dépenses						
11. Biens	P.2 Consom. Interm.	250	220	265	327	368
12. Services	P.2 Consom. Interm.	93	98	102	106	135
13. Charges salariales	D.1 Rém. des salar.	2 146	2 249	2 421	2 676	3 107
14. Transferts		1 697	1 656	1 529	1 665	2 126
	<i>D.3 Subventions</i>	19	26	22	48	23
	<i>D.62 Pensions de ret.</i>	874	935	909	1 016	1 298
	<i>D.73 Tr. Aux admin.</i>	680	520	399	411	601
	<i>D.74 Coop. internat.</i>	11	7	7	17	19
	<i>D.79 Autres</i>	113	168	192	175	185
16. Dépenses diverses	P.2 Consom. Interm.	265	219	253	349	371
17. Serv. de la dette		3 659	4 285	5 223	4 957	5 472
	<i>P.2 Consom. Interm.</i>	523	904	935	1 278	1 433
	<i>D.41 Intérêts</i>	3 136	3 381	4 288	3 679	4 039
Total 1ère partie		8 109	8 727	9 793	10 080	11 580
2ème partie		578	472	468	471	515
	P.51 F.B.C.F.	176	197	221	238	315
	D.93 Tr aux admin.	403	275	246	233	200
Total général		8 688	9 199	10 261	10 551	12 095
Recettes						
11. Imp. sur le revenu	D.51 Imp/le revenu	907	1 184	1 142	1 564	1 839
12. Imp./ les propr.	D.59 Imp. directs	409	579	526	786	809
13. Imp./ la consom.		2 548	2 458	2 711	3 797	4 387
TVA	<i>D.2 Imp./ les produits</i>	1 561	1 660	1 803	2 584	2 889
Taxes /les voitures	<i>D.59 Imp. directs</i>	108	109	130	1 017	1 260
Autres	<i>D.2 Imp./ les produits</i>	879	689	777	197	238
14. Taxes douanières	D.2 Taxes douanières	481	461	556	686	768
15. Autres impôts	D.2 Imp. /les produits	261	259	292	350	396
26. Rev. d'exploit.		1 663	1 428	2 011	2 028	2 456
<i>Surplus des ent. publ.</i>	<i>D.2 Imp. /les produits</i>	1 657	1 423	2 006	2 020	2 448
26901. Intérêts	<i>D.41 Intérêts</i>	5	5	6	8	8
27. Rec. administrat.		385	426	424	484	505
27104. T. de circulat.	<i>D.59 Imp. directs</i>	130	156	146	189	203
Autres	<i>D.79 Transferts div.</i>	255	270	277	295	303
28. Amendes	D.79 Transferts div.	9	4	16	7	7
29. Autres rec. non fi.		86	87	98	94	100
	<i>D.61 Cotisations</i>	85	85	79	85	95
	<i>D.79 Transf. divers</i>	2	2	19	9	5
Total général		6 749	6 888	7 776	9 795	11 268
Déficit	B.9	1 939	2 311	2 485	756	827

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes
p : Chiffres provisoires

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.2. Comptes du Trésor

en milliards de LL

Opération	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<i>Variation d'actifs</i>						
Déficit budgétaire	2 250	1 938	2 575	2 542	...	...
Avances aux municipalités	0	0	0	0	...	...
Avances aux établ. publics	683	509	208	237	...	...
Autres avances	175	388	254	49	...	...
Dépenses payées d'avance	-62	320	1 508	2 131	...	...
Banque du Liban	890	955	-2 097	428	...	...
Caisse et chèques à encaisser	-11	-20	-15	31	...	...
Comptes à régulariser	75	2	-11	9	...	...
Total	3 999	4 093	2 423	5 426	...	...
<i>Variation de passif</i>						
Dépôts et consignation	144	123	84	151	...	...
Mandats à payer	215	162	265	341	...	...
Recettes à régulariser	-7	8	76	177	...	...
Comptes des Municipalités	-274	-89	-145	-82	...	...
Comptes des établ. publics	23	3	12	7	...	...
Autres comptes créditeurs	17	17	1	1	...	...
Bons du Tr.en LL; Emissions	23 407	23 064	18 292	21 974	...	...
-Remboursements	-21 856	-19 742	-16 771	-17 820	...	...
B. du Tr. en dev.; Emissions	4 553	0	1 771	5 725	...	...
-Remboursements	-2 223	-210	-1 163	-5 199	...	...
Emprunts extérieur	0	756	0	151	...	...
Total	3 999	4 093	2 423	5 426	...	...

Source : Ministère des Finances, Comptes de gestion

Tableau VIII.3. La dette publique

situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la dette	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Bons du Trésor en LL						
Banque du Liban	10 197	11 233	9 143	8 647	8 419	10 043
Banques commerciales	12 171	14 072	16 429	16 784	24 222	27 181
Hors système bancaire	3 500	3 325	4 129	5 474	5 906	7 353
Prêts du système bancaire	503	512	503	468	460	396
Total dette interne brute	26 371	29 141	30 204	31 373	39 007	44 973
- Dépôts du secteur public	- 4 359	- 5 590	- 4 444	- 4 527	8 326	10 522
Dette interne (en LL) nette	22 012	23 551	25 760	26 846	30 681	34 451
Dette externe ou en devise	27 701	28 844	30 647	31 977	31 881	32 048
Total	49 713	52 395	56 407	58 823	62 562	66 499

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.4. Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes

a) de la première partie du budget

en milliards de LL

Administration	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CDR	44,7	24,2	21,9	32,1	27,9	36,6
Archives nationales	0,0	0,8	1,0	1,5	0,7	1,3
Direction de la défense civile	16,2	14,8	13,6	18,9	21,0	25,3
Université Libanaise	149,0	158,6	156,9	146,2	173,6	252,0
Centre pédagogique de R&D	9,5	11,0	11,0	10,0	13,0	13,5
CNRS	5,8	4,5	4,3	5,8	5,7	6,0
Cons. national de musique	8,2	6,0	8,2	8,2	9,1	11,5
Conseil du Sud	16,5	6,0	5,0	7,0	6,2	10,7
Caisse centrale des déplacés	6,5	6,0	5,5	6,5	6,0	6,0
Comité de secours	0,1	43,9	12,8	0,0	2,4	1,6
Office national de l'emploi	2,8	1,6	2,4	1,7	0,5	3,0
Office national de l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office du plan vert	7,5	4,6	5,9	6,0	7,5	9,5
Recherche agronomique	5,1	3,4	4,0	3,6	4,4	7,1
IDAL	3,0	7,3	2,2	4,0	3,8	3,0
CNSS	80,0	340,0	220,0	100,0	100,0	-
Autres administrations	38,8	47,0	45,3	62,7	29,4	44,1
Total	393,7	679,7	520,0	414,2	411,2	431,2

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

b) de la deuxième partie du budget

en milliards de LL

Administration	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CDR	363,9	206,8	185,8	216,5	181,5	172,8
Université Libanaise	0,1	-	-	-	-	-
Caisse centrale des déplacés	137,0	85,0	41,2	-	-	30,0
Conseil du Sud	96,4	60,0	35,0	-	-	51,3
IDAL	31,2	47,0	10,0	30,0	40,0	32,5
Autres administrations	4,5	3,8	2,6	0,0	11,7	5,0
Total	633,1	402,6	274,6	246,5	233,2	291,6

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.5 Comptes du CDR 2004-2009

en milliards de LL

Opération	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes						
Allocations budgétaires	785,9	664,2	811,4	833,2	...	...
Dons	25,1	24,6	13,5	126,7	...	...
Recettes des adjudications	1,8	1,4	1,2	0,9	...	...
Intérêts	0,4	1,2	4,0	6,6	...	...
Reprise sur provisions	9,7	8,9	-	-	...	...
Différence de change	1,0	-	7,0	13,6	...	...
Total	823,9	700,2	837,0	981,0	...	...
Dépenses						
Coûts des projets	696,3	688,2	699,5	745,5	...	...
Dépenses administratives	32,2	30,7	22,0	18,5	...	...
Intérêts	78,0	65,3	90,3	104,8	...	...
Prov. pour créances douteuses	-	-	-	-	...	...
Total	806,5	785,2	1 019,6	958,1	...	...
Déficit (+), Excédent(-)	17,5	-85,0	-182,6	22,9	...	...
Variation d'actif						
Caisse et banques	12,5	-15,4	129,0	115,4	...	...
Bons du Trésor libanais	-	-	-	-	...	...
Prêts transférés au sect. public	-124,2	-187,2	-193,7	-61,8	...	...
Prêts transférés au sect. privé	0,3	-2,2	0,1	0,3	...	...
Autres prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	...	...
Autres actifs	-0,4	12,4	13,4	-0,7	...	...
Etat Libanais	36,2	-94,0	65,4	114,1	...	...
Actifs immobilisés	0,0	0,0	0,0	0,0	...	...
Total	-75,5	-286,4	14,2	167,1	...	...
Variation de passif						
Comptes à payer et retenues	-86,2	-22,7	25,6	-16,4	...	...
Intérêts échus	-3,3	6,2	5,2	0,3	...	...
Avances du Trésor	0,0	0,0	90,7	46,6	...	...
Emprunts : partie courante	34,2	41,5	-52,4	18,2	...	...
Emprunts : autre	-36,9	-222,5	124,9	92,5	...	...
Prov. pr indemn. fin de serv.	-0,8	-0,9	-0,7	-0,8	...	...
Excédent (+), déficit(-)	17,4	-85,0	-182,6	22,9	...	...
Ajustement	0,1	-3,0	3,5	3,8	...	...
Total	-75,5	-286,4	14,2	167,1	...	...

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.6. Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale *en milliards de LL*

Opération	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<i>Contributions</i>						
Maladie et maternité	482,8	368,9	340,3	401,9	392,3	481,8
Allocations familiales	170,8	223,9	198,8	230,4	218,7	273,6
Indemnités de fin de serv.	276,0	353,7	362,3	417,2	431,1	551,1
Contributions Totales	758,8	946,4	901,3	1 049,1	1 025,1	1 306,5
Autres recettes	411,0	362,7	420,0	490,9	360,1	684,3
<i>Dépenses</i>						
Allocations :						
Maladie et maternité	443,9	439,0	450,9	535,5	492,0	548,4
Allocations familiales	217,4	220,9	230,0	224,2	241,3	244,9
Indemnités de fin de serv.	150,4	140,8	147,3	178,9	151,9	226,2
Total des allocations payées	811,7	800,7	828,8	938,6	885,3	1 019,5
Frais administratifs	92,2	94,5	97,4	103,2	104,7	108,2

Source : CNSS

VIII. 7.Administration (suite)

Tableau VIII.7. Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations

Année	Indice des prix n/n-1	FBCF milliards LL	Investissements des 30 dernières années. Valeur actuelle en milliards de LL					
			2004	2005	2006	2007	2008	2009
2009	1,000							
2008	1,115	1 045,9						1 166,1
2007	1,083	905,4					1 093,3	1 093,3
2006	1,033	901,4				1 008,4	1 124,4	1 124,4
2005	1,027	871,9			925,0	1 001,8	1 117,0	1 117,0
2004	1,030	949,8		1 004,7	1 037,9	1 124,0	1 253,3	1 253,3
2003	1,017	739,1	774,2	795,1	821,4	889,5	991,8	991,8
2002	0,995	901,5	939,6	964,9	996,8	1 079,5	1 203,7	1 203,7
2001	0,958	1 060,0	1 058,4	1 087,0	1 122,8	1 216,0	1 355,9	1 355,9
2000	0,975	1 153,4	1 122,9	1 153,2	1 191,2	1 290,1	1 438,5	1 438,5
1999	0,979	884,4	842,9	865,6	894,2	968,4	1 079,8	1 079,8
1998	1,019	1 610,1	1 563,7	1 605,9	1 658,9	1 796,6	2 003,2	2 003,2
1997	1,000	1 531,4	1 487,3	1 527,5	1 577,9	1 708,9	1 905,4	1 905,4
1996	1,000	1 161,3	1 127,9	1 158,3	1 196,5	1 295,8	1 444,9	1 444,9
1995	1,200	1041,6	1 213,9	1 246,7	1 287,8	1 394,7	1 555,1	1 555,1
1994	1,250	652,1	949,9	975,6	1 007,7	1 091,4	1 216,9	1 216,9
1993	1,695	609,0	1 503,7	1 544,3	1 595,3	1 727,7	1 926,4	1 926,4
1992	1,000	329,7	814,1	836,1	863,6	935,3	1 042,9	1 042,9
1991	1,573	169,1	656,7	674,5	696,7	754,5	841,3	841,3
1990	1,667	34,8	225,0	231,1	238,7	258,5	288,3	288,3
1989	3,000	34,3	666,9	684,9	707,5	766,3	854,4	854,4
1988	1,000	21,0	407,9	418,9	432,7	468,7	522,6	522,6
1987	2,344	10,5	478,0	490,9	507,1	549,2	612,4	612,4
1986	2,370	1,3	142,3	146,1	151,0	163,5	182,3	182,3
1985	1,831	2,0	396,3	407,0	420,5	455,4	507,7	507,7
1984	1,180	2,5	579,3	594,9	614,5	665,5	742,1	742,1
1983	1,136	2,2	571,2	586,6	606,0	656,3	731,7	731,7
1982	1,189	1,2	379,1	389,4	402,2	435,6	485,7	485,7
1981	1,156	1,6	574,3	589,9	609,3	659,9	735,8	735,8
1980	1,185	1,2	504,0	517,6	534,7	579,0	645,6	645,6
1979	1,205	0,9	479,9	492,9	509,2	551,4	614,8	614,8
1978	1,349	0,7	486,2	499,3	515,8	558,6	622,9	
1977	1,203	0,3	253,4	260,2	268,8	291,1		
1976	1,113	0,0	21,6	22,2	22,9			
1975	1,000	0,2	219,9	225,9				
1974	1,127	0,4	412,1					
Valeur actuelle du capital fixe			20 852,8	21 997,2	23 414,8	26 341,8	30 139,9	29 517,0
Amortissement (1/30)			695,1	733,2	780,5	878,1	1 004,7	983,9

IX. Finances

Tableau IX.1. Evolution de la situation monétaire

Situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la monnaie et de ses contreparties	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Monnaie LL	25 978	24 465	23 477	24 831	37 325	51 489
Dépôts en devise	45 182	49 893	56 678	65 279	66 099	72 229
Titres	150	88	89	87	82	13
Total : Masse monétaire	71 310	74 446	80 244	90 197	103 506	123 732
Avoirs extérieurs nets	22 381	24 311	30 371	36 394	42 169	57 121
<i>Or</i>	<i>6 039</i>	<i>7 140</i>	<i>8 755</i>	<i>11 517</i>	<i>12 108</i>	<i>15 169</i>
<i>Devises</i>	<i>16 342</i>	<i>17 171</i>	<i>21 616</i>	<i>24 877</i>	<i>30 061</i>	<i>41 953</i>
Créances nettes/sect. public	33 483	35 666	40 584	40 917	42 845	47 492
<i>En Livres libanaises</i>	<i>20 229</i>	<i>21 636</i>	<i>24 493</i>	<i>24 222</i>	<i>27 237</i>	<i>30 057</i>
<i>En devises</i>	<i>13 254</i>	<i>14 030</i>	<i>16 091</i>	<i>16 695</i>	<i>15 608</i>	<i>17 435</i>
Créances /secteur privé	24 921	25 246	23 841	27 736	33 482	38 447
<i>En Livres libanaises</i>	<i>4 859</i>	<i>4 850</i>	<i>3 980</i>	<i>4 474</i>	<i>5 356</i>	<i>7 163</i>
<i>En devises</i>	<i>20 061</i>	<i>20 396</i>	<i>19 861</i>	<i>23 262</i>	<i>28 127</i>	<i>31 284</i>
Différence de change	-372	-1 392	-3 125	-3 041	-3 602	6 761
Autres éléments nets	-9 101	-9 385	-11 426	-11 810	-11 389	12 568
Total	71 310	74 446	80 244	90 197	103 506	123 732

Source : Banque du Liban

Tableau IX.2. Distribution des crédits bancaires par secteur économique

Situation en fin d'année en milliards de LL

Secteur	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Agriculture	292	344	328	362	426	421
Industrie	3 836	4 027	4 058	4 650	5 403	5 629
Construction	4 620	4 206	4 317	4 757	6 502	7 295
Commerce	8 404	7 994	8 061	8 952	9 966	10 443
Services	3 463	3 543	4 325	6 000	7 301	7 735
Institutions financières	934	1 131	1 385	1 870	3 105	3 878
Autres organismes	983	1 172	1 187	1 377	1 683	1 606
Individus	4 330	4 728	5 613	6 770	7 707	10 577
Total	26 862	27 145	29 275	34 737	42 092	47 584

Source : Banque du Liban

X. Extérieur

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production *en milliards de LL*

Branche	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Agriculture et élevage	1 006	854	842	1 135	1 390	1 425
<i>11. Produits de l'agriculture</i>	<i>657</i>	<i>565</i>	<i>539</i>	<i>823</i>	<i>1 042</i>	<i>920</i>
111. Céréales	250	201	192	337	475	365
112. Fruits	110	89	86	105	128	151
113. Cultures industrielles	158	133	105	158	193	185
114. Légumes et autres	135	139	152	218	241	214
115. Produits de la forêt	4	3	4	5	5	5
<i>12. Produits de l'élevage</i>	<i>349</i>	<i>289</i>	<i>303</i>	<i>312</i>	<i>348</i>	<i>504</i>
121. Animaux vivants	281	223	236	232	255	389
122. Production animale	6	5	6	9	10	11
123. Produits de la pêche	61	61	61	71	82	104
2. Energie et eaux	2 976	3 232	3 531	3 920	6 120	4 849
<i>21. Combustibles</i>	<i>2 976</i>	<i>3 232</i>	<i>3 531</i>	<i>3 920</i>	<i>6 120</i>	<i>4 849</i>
211. Combustibles solides	16	20	16	53	102	68
212. Produits pétroliers	2 960	3 212	3 515	3 867	6 018	4 781
3. Produits manufacturés	10 184	9 991	9 791	12 755	16 813	18 201
<i>31. Tabac manufacturé</i>	<i>185</i>	<i>183</i>	<i>159</i>	<i>199</i>	<i>239</i>	<i>275</i>
<i>32. Pr. des ind. alimentaires</i>	<i>1 064</i>	<i>1 108</i>	<i>1 164</i>	<i>1 577</i>	<i>1 813</i>	<i>2 025</i>
321. Viandes fraîches	73	92	111	128	204	264
322. Conserves alimentaires	144	144	148	192	210	204
323. Produits laitiers	259	259	251	303	325	365
324. Corps gras alimentaires	129	149	167	225	277	270
325. Pâtes alimentaires	120	123	133	162	210	250
326. Sucre, chocolat, confis.	140	151	157	208	214	259
327. Boissons alcoolisées	59	55	49	65	86	101
328. Boissons non alcoolisées	9	9	19	140	101	108
329. Produits aliment. divers	131	126	129	153	186	203
<i>33. Produits textiles et cuir</i>	<i>942</i>	<i>891</i>	<i>863</i>	<i>962</i>	<i>1 205</i>	<i>1 321</i>
331. Filés et tissus	221	203	172	197	240	243
332. Habillement	461	439	441	469	592	663
333. Bonneterie	32	29	29	42	46	41
334. Chaussures	110	88	96	110	138	165
335. Jute, chanvre, corderie	3	3	3	4	4	4
336. Cuir et pelleterie	9	10	12	11	13	14
337. Articles en cuir	35	36	36	44	59	67
338. Tapis	27	33	25	29	43	48
339. Textiles divers	44	50	49	57	70	77

X. Extérieur (suite)

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production (suite)

Branche	2004	2005	2006	2007	2008	2009
34. Min. non métalliques	560	515	468	695	1 126	1 028
341. Pierres, sables	89	79	68	82	107	118
342. Min.non métalliques	260	233	220	355	673	531
343. Ciment et chaux	0	0	0	0	0	0
344. Ouvrages en ciment	7	7	7	12	16	19
345. Produits céramiques	114	108	98	122	187	218
346. Verres et verrerie	90	88	75	123	143	142
35. Métaux, machines, app.	4 418	4 369	4 148	5 569	7 966	8 905
351. Minerais métalliques	7	4	9	2	0	5
352. Métaux	1 111	1 202	949	1 470	2 286	1 805
353. Ouvrages en métaux	272	266	262	324	425	450
354. Ouvrage en aluminium	61	62	75	122	127	87
355. Machines et appareils	840	790	840	959	1 201	1 331
356. Appareils électriques	790	752	702	921	1 176	1 348
357. Matériel de transport	1 337	1 293	1 310	1 771	2 751	3 879
36. Bois, caoutchouc, chimie	2 305	2 282	2 355	3 055	3 577	3 619
362. Ouvr. en bois sf meubles	204	199	186	259	326	323
363. Papier carton	343	324	304	428	466	430
364. Pr. Chimiques de base	496	491	480	643	777	700
365. Pr. chimiques divers	1 047	1 051	1 161	1 432	1 668	1 784
366. Caoutchouc	92	89	96	132	144	175
367. Matières plastiques	122	127	128	161	196	207
37. Meubles	100	101	99	110	157	215
371. Meubles métalliques	34	34	33	35	52	73
372. Meubles non métall.	66	67	66	75	105	143
38. Produits divers	610	542	535	588	730	813
381. Produits des éditions	71	78	66	73	99	109
382. Instruments de précision	288	263	298	311	370	412
383. Bijoux	115	85	68	76	111	128
384. Jouets, instr, de musique	83	65	56	72	89	96
385. Pr. non classés ailleurs	53	51	47	56	61	67
0. Non classé	5	8	6	6	8	18
Total général	14 171	14 085	14 172	17 817	24 334	24 492

X. Extérieur (suite)

Tableau X.2. Importations suivant les principaux pays

en milliards de LL

Pays	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Etats-Unis d'Amérique	834	826	1 532	1 718	2 789	2 660
France	1 102	1 189	1 148	1 332	2 013	2 368
Chine	1 082	1 108	1 133	1 535	2 098	2 171
Italie	1 403	1 471	1 070	1 597	1 672	1 847
Allemagne	2 000	991	995	1 131	1 549	1 866
Gde Bretagne	581	487	613	678	688	736
Egypte	445	458	572	790	691	634
Arabie Saoudite	624	496	447	426	437	467
Japon	527	463	430	595	935	1 011
Russie	818	768	393	531	759	627
Turquie	389	301	389	611	1 053	985
Brésil	145	241	342	434	480	546
Suisse	597	637	320	525	929	613
Kuwait	29	157	280	407	737	438
Syrie	362	296	268	311	408	352
Roumanie	156	264	243	194	405	284
Belgique	256	264	232	275	398	389
Hollande	259	229	226	228	253	369
Espagne	286	253	225	323	418	387
Corée	155	170	200	217	361	500
Emirats Arabes Unis	228	206	199	329	492	394
Inde	172	210	178	266	334	479
Suède	78	73	66	75	94	137
Grèce	103	147	172	216	161	154
Croatie	3	62	141	61	4	27
Thaïlande	139	126	138	193	244	276
Ukraine	220	200	115	181	389	332
Bulgarie	103	96	115	115	183	69
Malte	19	51	106	49	371	86
Jordanie	84	97	101	124	164	286
Taiwan	114	105	99	128	157	128
Autres pays	936	1 717	1 750	2 223	2 668	2 874
Total général	14 171	14 085	14 172	17 818	24 334	24 492

Source: Direction générale des douanes

X. Extérieur (suite)

Tableau X.3. Exportations

en milliards de LL

Nature du produit exporté	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Produits du règne animal et végétal	138	129	138	177	221	203
Autres produits	2 497	2 706	3 304	3 070	5 025	5 051
Total	2 635	2 835	3 442	3 247	5 246	5 254

Source: Direction générale des douanes

Tableau X.4. Evolution des réexportations et du transit

en milliards de LL

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Réexportations	311	211	162	283	279	217
Transit	536	300	212	251	512	647
Total	847	511	374	534	791	864

Source: Direction générale des douanes

XI. Prix

Tableau XI. 1. Indice (officiel) des prix à la consommation

Postes de dépense	<i>Base Decembre 1998=100</i>			<i>Base Decembre 2007=100</i>		
	Pond. (%)	Dec. 2006	Dec. 2007	Pond. (%)	Dec. 2008	Dec. 2009
Alimentation et tabac	34,6	109,5	125,6			
Aliment, Boissons non alcoolisées				19,9	118,2	117,2
Boissons alcoolisées, tabac				2,1	100,1	107,8
Habillement et chaussures	6,3	126,5	127,6	6,2	104,9	94,2
Loyer et charges	1,6	...	...	16,2	104,8	111,2
Eau, électricité et gaz	7,2	121,6	147,0	9,5	91,4	98,5
Equiperment et entretien du log.	7,9	95,2	105,7	3,9	107,0	107,3
Santé	8,8	103,9	106,6	6,8	104,4	106,6
Transports et communications	11,3	148,7	153,8			
Transports				12,3	101,1	86,4
Communications				4,8	99,5	103,6
Education	13,4	97,8	100,6	7,7	104,1	114,1
Loisirs	5,4	105,0	110,0			
Recréation, amusement et culture				7,7	100,8	103,6
Restaurants et hôtels				2,7	125,3	129,8
Soin personnels et divers	3,5	139,5	157,4	4,2	105,0	104,9
Ensemble	100,0	113,5	124,1	100,0	105,5	109,1

Source: Administration centrale de la statistique

XI. Prix (suite)

Tableau XI. 2. Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB

Dec.97=100

Produits groupés par branche	Pon- dération	Dec. 2005	Dec. 2006	Dec. 2007	Dec. 2008	Dec. 2009
<i>1. Agriculture et élevage</i>	9,3	95,5	103,3	112,0	132,4	126,9
11. Produits de l'agriculture	8,0	97,2	103,1	112,1	133,5	126,8
12. Pr. de l'élevage et pêche	1,2	84,3	104,4	111,8	125,3	127,9
<i>2. Energie et eaux</i>	7,5	177,2	177,3	186,4	172,0	212,2
21. Combustibles	4,2	194,7	194,4	210,7	184,9	257,1
22. Electricité et Eaux	3,3	155,2	155,8	155,8	155,8	155,8
<i>3. Produits manufacturés</i>	46,9	111,4	114,4	121,3	135,5	134,7
31. Tabac manufacturé	1,8	142,9	142,9	144,7	143,3	144,1
32. Pr. des industries aliment.	21,0	106,6	114,3	124,6	142,9	142,8
33. Textiles, cuir, habillement	7,2	105,7	100,9	99,2	109,5	107,0
35. Métaux, machines et app.	7,3	119,2	118,5	124,7	135,1	133,3
36. Bois, caoutchouc, chimie	5,6	123,6	127,7	136,7	150,7	150,2
37. Meubles	1,5	87,8	86,5	99,4	117,5	112,1
38. Produits divers	2,5	108,6	107,8	109,2	121,2	123,6
<i>5. Transport et communications</i>	6,1	109,3	117,2	108,1	124,8	119,7
<i>6. Services marchands</i>	30,3	112,8	114,5	119,7	127,2	135,1
62. Entretien et réparation	4,7	92,8	94,9	100,5	110,9	117,7
63. Loyers des bâtiments	2,6	100,2	100,2	100,2	106,0	106,4
64. Services individuels	7,6	105,1	104,6	100,1	119,8	121,6
65. Services sociaux	15,5	124,7	127,6	138,4	139,3	151,9
Ensemble	100,0	115,1	118,3	124,0	134,8	139,0

Note : Les données des années précédentes ont été révisées

XI. Prix (suite)

Tableau XI.3. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production
par année par rapport à l'année précédente

Branche	2005/04	2006/05	2007/06	2008/07	2009/08
11. Produits de l'agriculture	0,996	1,046	1,213	1,251	0,787
111. Céréales	0,908	1,140	1,459	1,331	0,682
112. Fruits	1,136	0,907	1,040	1,121	0,934
113. Cultures industrielles	1,034	1,046	1,094	1,297	0,847
114. Légumes et autres	1,023	1,034	1,112	1,158	0,864
115. Produits de la forêt	0,969	0,845	0,831	0,995	0,860
12. Produits de l'élevage	1,092	0,990	1,115	1,270	0,961
121. Animaux vivants	1,099	0,989	1,133	1,407	0,969
122. Production animale	0,961	0,878	0,993	1,030	1,025
123. Produits de la pêche	1,076	1,010	1,078	0,998	0,927
21. Combustibles	1,396	1,164	1,127	1,325	0,623
211. Combustibles solides	1,194	0,953	1,255	1,508	1,094
212. Produits pétroliers	1,398	1,166	1,125	1,322	0,619
31. Tabac manufacturé	1,031	1,006	0,996	0,935	1,022
32. Pr. des ind. alimentaires	1,047	1,028	1,110	1,158	0,934
321. Viandes fraîches	1,055	1,058	1,091	1,375	0,900
322. Conserves alimentaires	0,999	1,023	1,095	1,114	0,966
323. Produits laitiers	1,083	0,976	1,196	1,226	0,887
324. Corps gras alimentaires	0,991	0,997	1,149	1,375	0,805
325. Pâtes alimentaires	1,040	1,029	1,106	1,105	1,005
326. Sucre, chocolat, confis.	1,095	1,156	1,042	1,083	1,094
327. Boissons alcoolisées	1,012	1,003	1,071	1,046	1,004
328. Boissons non alcoolisées	1,200	0,921	1,158	0,843	0,905
329. Produits aliment. divers	1,052	1,045	1,020	1,075	0,968
33. Produits textiles et cuir	1,045	0,951	1,052	1,004	0,967
331. Filés et tissus	0,965	1,019	1,016	1,033	0,904
332. Habillement	1,090	0,927	1,124	0,987	0,991
333. Bonneterie	0,919	0,914	0,958	1,040	0,977
334. Chaussures	1,110	0,879	0,964	1,022	1,000
335. Jute, chanvre, corderie	1,146	0,995	1,046	1,034	0,845
336. Cuir et pelleterie	0,959	0,935	0,889	0,892	1,103
337. Articles en cuir	1,035	1,006	1,045	1,062	0,978
338. Tapis	1,002	1,042	0,960	1,056	0,995
339. Textiles divers	1,045	1,054	0,992	0,946	0,880

XI. Prix (suite)

Tableau XI.3. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production (suite) *par année par rapport à l'année précédente*

Branche	2005/04	2006/05	2007/06	2008/07	2009/08
34. Min. non métalliques	0,997	1,004	1,060	1,211	0,994
341. Pierres, sables	1,006	1,005	1,073	1,033	0,922
342. Min.non métalliques	1,000	1,011	1,072	1,354	1,033
343. Ciment et chaux	0,683	1,191	1,077	0,962	1,069
344. Ouvrages en ciment	1,001	1,057	1,056	1,108	0,863
345. Produits céramiques	0,986	0,992	1,061	1,040	0,984
346. Verres et verreries	0,995	0,997	1,016	1,063	0,952
35. Métaux, machines, app.	1,020	1,040	1,041	1,062	0,915
351. Minerais métalliques	1,208	1,005	1,147	1,006	0,861
352. Métaux	1,084	1,166	1,164	1,208	0,818
353. Ouvrages en métaux	1,024	0,984	1,044	1,072	0,931
354. Ouvrage en aluminium	1,064	1,144	1,069	1,009	0,777
355. Machines et appareils	0,977	0,991	0,981	1,025	0,907
356. Appareils électriques	0,989	1,029	1,039	1,005	0,950
357. Matériel de transport	1,007	1,005	0,986	1,002	0,961
36. Bois, caoutchouc, chimie	1,058	1,018	1,064	1,114	0,899
362. Ouvr. en bois sf meubles	1,091	1,039	1,122	1,084	0,873
363. Papier carton	1,060	1,011	1,081	1,122	0,839
364. Pr. Chimiques de base	1,113	1,032	1,087	1,111	0,799
365. Pr. chimiques divers	1,027	1,008	1,048	1,114	0,961
366. Caoutchouc	1,072	1,084	1,032	1,114	1,011
367. Matières plastiques	1,052	1,000	1,009	1,169	0,871
37. Meubles	0,984	0,912	1,020	1,062	1,058
371. Meubles métalliques	1,027	0,873	1,049	0,986	1,069
372. Meubles non métall.	0,964	0,932	1,007	1,104	1,053
38. Produits divers	0,976	1,002	1,033	1,012	0,965
381. Produits des éditions	1,068	0,958	0,988	0,986	1,024
382. Instruments de précision	0,942	0,962	1,008	1,006	0,952
383. Bijoux	0,997	1,209	1,173	1,058	0,986
384. Jouets, instr. de musique	0,983	1,044	1,036	1,053	0,970
385. Pr. non classés ailleurs	0,984	1,033	1,071	0,961	0,912
Total général	1,095	1,052	1,078	1,143	0,841

XI. Prix (suite)

Tableau XI. 4. Indice des taux de change

par année par rapport à l'année précédente

Pays	2005/04	2006/05	2007/06	2008/07	2009/08
Etats-Unis d'Amérique	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
France	0,999	1,012	1,090	1,075	0,947
Chine	1,014	1,027	1,050	1,087	1,016
Italie	0,999	1,012	1,090	1,075	0,947
Allemagne	0,999	1,012	1,090	1,075	0,947
Gde Bretagne	1,007	0,999	1,086	0,927	0,844
Egypte	1,072	1,008	1,017	1,037	0,978
Arabie Saoudite	1,000	1,000	1,000	0,998	1,000
Japon	0,981	0,948	0,988	1,139	1,103
Russie	1,019	1,040	1,065	1,025	0,783
Turquie	1,046	0,940	1,102	1,000	0,831
Brésil	1,201	1,113	1,123	1,072	0,910
Suisse	0,996	0,996	1,043	1,111	0,996
Kuwait	1,005	1,006	1,021	1,057	0,933
Syrie	0,998	1,000	1,000	1,029	1,008
Roumanie	1,139	1,036	1,155	0,968	1,002
Belgique	0,999	1,012	1,090	1,075	0,947
Hollande	0,999	1,012	1,090	1,075	0,947
Espagne	0,999	1,012	1,090	1,075	0,947
Corée	1,114	1,072	1,029	0,852	1,000
Emirats Arabes Unis	1,000	1,000	1,000	0,999	1,000
Inde	1,033	0,973	1,098	0,946	0,995
Suède	0,979	1,010	1,093	1,029	1,000
Grèce	0,999	1,012	1,090	1,075	0,947
Croatie	1,009	1,018	1,091	1,083	0,999
Thaïlande	0,997	1,061	1,178	0,974	1,003
Ukraine	1,060	1,014	1,002	0,960	1,013
Bulgarie	0,998	1,008	1,093	1,065	1,001
Malte	1,011	1,009	1,093	1,075	1,005
Jordanie	0,997	0,100	1,000	0,999	0,999
Taiwan	1,043	0,987	0,992	1,036	1,003
Ensemble	1,011	1,003	1,058	1,043	0,966

XI. Prix (suite)

Tableau XI. 4. Indice des taux de change (suite)

Coefficients de pondération

en %

Pays	2005/04	2006/05	2007/06	2008/07	2009/08
Etats-Unis d'Amérique	5,9	10,8	9,6	9,6	10,9
France	7,8	8,1	7,5	7,4	9,7
Chine	7,6	8,0	8,6	8,6	8,9
Italie	9,9	7,6	9,0	9,0	7,5
Allemagne	14,1	7,0	6,3	6,3	7,6
Gde Bretagne	4,1	4,3	3,8	3,8	3,0
Egypte	3,1	4,0	4,4	4,0	2,6
Arabie Saoudite	4,4	3,2	2,4	2,3	1,9
Japon	3,7	3,0	3,3	3,3	4,1
Russie	5,8	2,8	3,0	3,0	2,6
Turquie	2,7	2,7	3,4	3,4	4,0
Bésil	1,0	2,4	2,4	2,4	2,2
Suisse	4,2	2,3	2,9	2,9	2,5
Koweït	-	2,0	2,3	2,2	1,8
Syrie	2,6	1,9	1,7	1,7	1,4
Roumanie	1,1	1,7	1,1	1,0	1,2
Belgique	1,8	1,6	1,5	1,5	1,6
Hollande	1,8	1,6	1,3	1,2	1,5
Espagne	2,0	1,6	1,8	1,8	1,6
Corée	-	1,4	1,2	1,4	2,0
Emirats Arabes Unis	1,6	1,4	1,8	1,8	1,6
Inde	1,2	1,3	1,5	1,4	2,0
Suède	0,6	0,5	0,4	0,4	0,6
Grèce	0,7	1,2	1,2	1,2	0,6
Croatie	-	1,0	0,3	0,3	0,1
Thaïlande	-	1,0	1,1	1,0	1,1
Ukraine	1,6	0,8	1,0	1,0	1,4
Bulgarie	-	0,8	0,6	0,6	0,3
Malte	-	0,7	0,3	0,2	0,4
Jordanie	-	0,7	0,7	0,6	1,2
Taiwan	0,8	0,7	0,7	0,7	0,5
Ensemble	90,1	88,1	87,1	86,0	88,3

